

Le Monde

idées

D'un changement à l'autre

par ANDRÉ MOUSSET (*)

En ce début de février, le champ des possibles s'élargit. Plus vaste pour l'opposition que la classe dirigeante ne le lui laisse espérer.

Au fil des mois, notre sérénité à l'égard de l'adversaire s'est émue. Il est vrai que, face à des vainqueurs mieux pourvus que le rapport de l'humilité et de la mesure, cette sérénité impuissante nous conduira quotidiennement. Mais nos adversaires en ont décidé pour nous. La violence de leur verbe et la rigueur idéologique qu'ils tentent de nous imposer nous contraignent à nous défendre. Je ne présume pas de la rigueur idéologique de leur verbe et de la rigueur idéologique qu'ils tentent de nous imposer nous contraignent à nous défendre. Je ne présume pas de la rigueur idéologique de leur verbe et de la rigueur idéologique qu'ils tentent de nous imposer nous contraignent à nous défendre.

Il est prévisible qu'à terme la devenir socialiste provoquera d'innombrables blessures chez ceux-là mêmes qui y ont souscrit. De quels Français s'agit-il ? Essentiellement d'une partie de cette moyenne bourgeoisie sans l'appoint de la bourgeoisie populaire, cherchant encore leurs victoires. Curieuse bourgeoisie que celle-ci qui de tradition se livre au puritisme dévotionnel.

Jadis, j'obtins mes diplômes en géométrie. En 1966, l'entreprise n'était pas évidente. Qu'importe, la petite dizaine d'élèves que nous étions à cette époque ont dépassé les risques d'une aventure par l'ardeur à la vivre. Dépassé le présent de toute allégresse, je me réapproprie une liberté, celle de m'exprimer.

A cette heure, chacun à son rang, deux hommes éminents, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, imprègnent la vie de l'opposition. Le premier, sévèrement frappé par la sanction populaire, reste en tout état de cause la référence pour de nombreux Français. A nouveau attentif aux murmures favorables de l'opinion publique, il ne repousserait pas, que je sache, les signes annonciateurs d'une légion d'hommes. Le second, infiniment moins touché que le premier et au passé plus allégitime, présente en pleine lumière sa prétention non moins légitime à l'avenir. Les sphères respectives de ces deux hommes ajoutées l'une à l'autre occupent la presque totalité du cœur ou, à défaut, de l'esprit de l'opposition. Seulement, qui pourrait douter que ces deux forces s'annulent mutuellement ? Le second, ne trouvant le ferment nécessaire à leur cohésion et à leur puissance de combativité ?

L'échec en politique a toujours une explication. Hélas ! elle est rarement retenue par les hommes d'État. Et c'est parce que ces hommes prêtent à leurs revers des causes souvent déformées qu'ils maintiennent en eux les feux incandescentes d'un éternel insatiable. Je le dis nettement : je ne crois pas en la malédiction de l'échec. Le chef est le maître d'œuvre de l'édifice qu'il a bâti ; si l'édifice s'écroule, qu'il consulte son miroir : il lui en révélera la véritable raison.

Mes amis ont beaucoup écrit et parlé sur les causes de la défaite de Valéry Giscard d'Estaing ; pas une de leurs analyses ne m'a convaincu. J'en mesure bien l'esprit, mais la mensonge n'a jamais été le mien.

leur auxiliaire de la vérité. Que l'on me pardonne ma franchise : j'estime tout à fait négatifs les jugements de l'histoire qui s'accompagnent de circonstances atténuantes.

Quelle importance en effet y a-t-il à connaître les degrés de non-responsabilité d'un homme public ? N'est-ce pas plus conséquent de souligner ses erreurs quand elles peuvent encore instruire ? Je l'écris sans jalousie : l'ancien président de la République n'a pas été la victime de maléfices mais celle de fautes personnelles qu'il a dû éviter. L'une d'elles me paraît capitale : celle de s'être efforcé — non sans sincérité — de broder sur canevans un Hexagone irréel. Qu'a-t-il recherché durant sept années ? Devenir le « président de tous les Français » ? Quelle gageure ! Que n'a-t-il vu dans cette formule qu'une dérisoire fleur de rhétorique ? Que n'a-t-il vu dans ce projet de la République sous la V^e République que la poursuite de la présidence de la République ?

Si l'on ne gouverne pas pour et avec sa majorité, alors au nom de qui et pour qui gouvernerait-on ? Soyons sans ambiguïté : l'application d'une politique nationale n'est faite que de la traduction d'intérêts particuliers. C'est valable pour la droite comme pour la gauche. Séduire des voix pour gagner est dans la règle du jeu politique. Ambitionner d'en acquiescer de nouvelles est logique. Mais négliger les premières par souci de convivialité ou secondaires est un principe qui tôt ou tard conduit au désastre. En vérité, ce qui a manqué à Valéry Giscard d'Estaing, c'est la mémoire de son électorat... et de ses vrais amis. Quel dommage ! Sa lumineuse clairvoyance, son intelligence sagace, n'auraient pas le grave danger que représente une troupe qui ne se reconnaît plus dans celui qui le guide.

Et maintenant ? De quels mots puis-je me servir pour m'adresser à cet ancien président, homme jeune mais aux arêtes momentanément retenues ? De par ce qu'il fut, Valéry Giscard d'Estaing peut encore apporter à la France. Il peut notamment, sans arrière-pensées, aider l'ex-majorité à y voir plus clair, à la rassurer, à mieux se comprendre. Il demeure une voix forte. Mais de cette voix, quel souffle jaillira-t-il ? Les prémices d'un destin recomposé ? Comptes-t-il offrir alors à ces électeurs aujourd'hui dubitatifs un pacte réajusté ? Ou, au contraire, concourra-t-il à la naissance d'autres événements avec l'intention d'y œuvrer ? C'est cet aspect singulier de son cas qui mobilise toute notre attention. Pour ce qui me concerne, je ressens profondément une chose : que le sort de l'opposition passe dans les mois à venir par la reconnaissance claire de celui qui en sera le leader. C'est pourquoi, en dépit du souvenir que je garde de mon passé, mes yeux, dorénavant, se tourneront vers un autre horizon.

(*) Ancien membre du bureau politique de la Fédération nationale des républicains indépendants. Ancien conseiller technique de M. Michel Poniatowski.

Le même phénomène ?

par JEAN-MARIE DAILLET (*)

LES commentaires, qui ont suivi jusqu'à présent la quadruple victoire de députés de l'opposition le 17 janvier, me semblent ignorer un aspect décisif de la psychologie populaire, et qui n'a fait que croître au fil des ans depuis les débuts de la V^e République : le « ras-le-bol », popularisé naguère à la tribune de l'Assemblée nationale par un député de l'Orne particulièrement proche de ses électeurs, M. Roland Boudet, à l'encontre de la technocratie parisienne.

Ce phénomène de rejet était né de la suffisance bien maladroite de gouvernements trop sûrs d'eux-mêmes parce que trop assurés de leur longévité, dans un système évidemment conçu pour éviter l'alternance et se perpétuer au pouvoir.

Les débordements de pouvoir parlementaire qu'avaient connus la IV^e République et la majestueuse autorité du général de Gaulle s'étaient conjugués pour aboutir à la Constitution de 1958, révisée en 1962. Concentrant toutes les décisions à l'Elysée et à Matignon sur la base d'une large majorité parlementaire inconditionnelle et de préférence monolithique, elle conférait du même coup aux cabinets ministériels, intégralement composés de hauts fonctionnaires, d'autant plus de poids et de pérennité qu'en de nombreux cas les membres du gouvernement eux-mêmes étaient délibérément choisis dans la haute administration. Ces gens-là n'avaient jamais rencontré le peuple français face à face, comme doit le faire tout candidat au moindre mandat électif.

Le fait est que cette nouvelle classe dirigeante française, véritable État dans l'État, tenait — et tient encore — les élus, fussent-ils parlementaires, en piètre estime. A peine élu député, en 1973, j'entendais — cela ne s'invente pas — un préfet me dire tout de go : « Oh ! vous savez, monsieur le député, moi, je considère les élus comme des irresponsables ! » Bouteuse ? Non : aven révélateur, proféré à l'évidence d'une mentalité induite par le système.

Reconquête ou conquête ?

Aura-t-on assez parlé du changement qui serait survenu le 10 mai ? S'il y a eu, certes, inversion de majorité, c'est cependant la même classe — et, parfois, les mêmes hommes — qu'ils sont depuis que Balzac les a montrés dans les allées du pouvoir, les mêmes personnes ! — qui détiennent l'État et le détournent du contact et du dialogue avec le « pays réel », la « France profonde ». Les socialistes n'y ont rien changé, même si leurs chefs croient ou essaient de nous faire croire que « le 10 mai, les Français ont voulu le socialisme ». Ces figures de proue au masque méprisant, ces nouveaux prophètes arrogants qui s'appellent Jospin, Joxe, Mermaz, Quilès, pensent-ils vraiment que les quelques pour cent de l'électorat qui firent la différence, c'est-à-dire évidemment des Français qui se situent au centre, ont choisi le « socialisme », la « gauche », pour tout un peuple, alors même que 48 % de celui-ci s'y refusaient ?

Étrange arithmétique : 52 % = 100 % ! Et même, puisque cette majorité fut décisive, 2 % = 100 %. Voilà de quelles aberrations et de quelle intoxication sont capables ces gens qui croient tout savoir, ces gens qui, comme feu le Duce, ont toujours raison. Et qui, pour être plus sûrs d'avoir raison, abusent de leur position majoritaire, contrôlent, censurent et épurent la télévision, confient les radios que l'on ose encore dire « libres », noyautent l'administration, occupent les grands postes, imposent leurs hommes, leurs décisions, leur vocabulaire, leurs concepts... Les sous ! Ils copient, exagèrent, aggravent, ce qui s'était — hélas ! — déjà pratiqué trop longtemps, et dont beaucoup de Français ne voulaient plus. Résultat : le 17 janvier, avec une avance qui n'a rien de marginal, sont élus ou réélus des tenants de... la technocratie précédente.

Si réjouissant que soit pour les hommes de l'actuelle opposition ce qu'à juste titre ils appellent un succès, je crois qu'ils auraient tort de ne pas d'abord y voir surtout l'échec des nouveaux maîtres, et l'intérêt à méditer sur la vraie nature du « retournement » apparent d'un peuple continuellement, fœdalement, hostile à l'emprise des technocrates, et qui rejetera toujours les gens au pouvoir aussi longtemps que celui-ci sera exercé avec suffisance, et à plus forte raison, comme c'est le cas aujourd'hui, avec sectarisme.

L'opposition n'est d'ailleurs pas, encore l'Opposition. Elle n'est que le

reliquat de l'ancienne majorité. Et, s'il est excellent que le R.P.R. et l'U.D.F. aient conçu la trêve et même sachent s'unir, le temps d'une élection, rien n'indique encore qu'une réflexion novatrice se fasse jour chez les leaders de ces deux formations et pénètre leurs cadres. Je crains qu'ils n'en soient guère capables, trop imprégnés qu'ils sont des souvenirs de leur long règne et des confort anesthésiants du pouvoir perpétuel dans la bonne conscience et la non-recherche.

L'opposition ne sera l'Opposition que lorsqu'elle aura un projet, et pas seulement des nostalgies ou des idées de revanche. Que les ci-devants ne se fassent aucune illusion : ce n'est pas l'ancienne majorité telle qu'elle était qui reprendra jamais le pouvoir. Ce n'est pas de reconquête, ce n'est pas de restauration, qu'il faut rêver, c'est de conquête qu'il s'agit, d'un renouvellement profond des thèmes et des objectifs, à partir d'une vision réaliste d'une France où il est vain d'imaginer qu'il sera facile, même simplement possible, d'abolir toute la législation socio-économique socialiste. Il est clair que les nouveaux conquérants ne sauraient être les grands artisans involontaires de la défaite du 10 mai, quels qu'aient été leurs mérites, incontestables, sous le harnais des responsabilités d'État.

L'opposition ne doit pas espérer vaincre par le seul effet des erreurs de la majorité. Si elle se contentait de cet attentisme, elle risquerait de se retrouver à la fois majoritaire et dans une situation pire qu'avant le 10 mai et qu'à la fin du mandat socialo-communiste, faute d'avoir prévu et organisé le changement souhaitable et possible qu'elle n'avait pas su réaliser et que les socialo-communistes, trop pressés de profiter du modèle gaulliste, n'auraient pas eux-mêmes effectué, puis, dans ce cas, ils commettraient eux-mêmes l'erreur de se cramponner au système majoritaire pour conserver le pouvoir, l'ajoutant à leur folle obsession de traduire dans les faits leurs abstractions idéologiques.

Est-on capable, dans la classe politique française, de tirer les leçons du blocage dangereux auquel aboutit la bipolarisation organisée par la Constitution de 1958, aggravée par la loi électorale majoritaire ? Quand comprendra-t-on que ce système est contre nature en France, puisque, dans ce pays modéré, nuancé, il organise l'éclatement des forces raisonnables en deux coalitions étonnantes, dont chacune se voit naturellement imposer la démagogie du partenaire le plus extrême ?

L'ancien président de la République avait eu le courage de dire que la France devait être gouvernée au centre, mais il n'avait pu tirer les conséquences constitutionnelles de cette constatation de bon sens, et cela pas même en termes de loi électorale pour les législatives. Ainsi le sacro-saint système majoritaire, véritable guillotine, coupe-t-il chaque fois le pays en deux motifs sensiblement égaux et, d'élection en élection, institutionnalise-t-il en quelque sorte une guerre civile latente — le coup d'État permanent —, disait l'actuel président de la République lorsqu'il était dans l'opposition. Comment, dès lors, gouverner avec la moindre chance d'obtenir le consensus le plus large sur les grands projets ou les grands sujets ? Plus particulièrement en ces années de crise internationale, non seulement économique mais politique, comment, si l'on entretient un tel rideau de fer entre Français, espérer que l'on puisse rapidement parvenir, en cas de besoin, à une suffisante unité nationale ?

Il n'est peut-être pas trop tard, mais il est pour le moins grand temps. Prenons conscience, dépassant nos préjugés et nos habitudes, de la nécessité de préparer la fin de la bipolarisation. L'appel à l'introduction de la répartition proportionnelle dans tous les scrutins n'est certes pas le seul thème novateur dont une opposition intelligente devrait se faire la championne, mais c'est un point fondamental, puisque les Français, comme vient de le montrer l'élection du 17 janvier, rejettent la technocratie « de gauche » comme ils ont rejeté au printemps 1981 la technocratie « de droite » et aspirent à la possibilité d'un regroupement des talents et des capacités au sein d'une formule abolissant la division organisée, le sectarisme, l'acharnement à imposer durablement le pouvoir des représentants d'une moitié de la France — et encore ! — à l'ensemble d'un peuple trop intelligent pour subir davantage les méfaits d'un si grossier et si dangereux manichéisme.

(*) Député U.D.F. de la Manche, vice-président du C.D.S.

OPPOSITION

Nous donnons aujourd'hui la parole à trois opposants. Le centriste Jean-Marie Daillet, qui voit, dans le résultat des élections partielles du 17 janvier, l'effet d'un « ras-le-bol » comparable à celui qui a entraîné, l'an dernier, la défaite de l'ancienne majorité, voudrait qu'on rejette les deux technocraties de gauche et de droite et qu'on prépare la fin de la bipolarisation. Un autre centriste, André Mousset, relève les erreurs de M. Giscard d'Estaing, qui le conduisent à tourner les yeux « vers un autre horizon ». Pour le gaulliste Philippe Séguin, nul doute, en tout cas, quant au lieu où se situe cet horizon : le R.P.R. n'a pas pris de virage à droite, ses militants réunis à Toulouse en janvier « étaient la France ».

Ils étaient la France

par PHILIPPE SÉGUIN (*)

La manière dont il a été rendu compte des Assises du R.P.R. n'a généralement traduit qu'imparfaitement la réalité profonde, la riche diversité de ses hommes et le véritable enjeu de ses débats.

1. — Une impasse totale a été faite sur l'existence et le rôle du groupe parlementaire. C'est mal comprendre la réalité du groupe R.P.R. Sans être nécessairement en relation conflictuelle (ou, disons, quel, l'appareil du mouvement et le groupe de l'Assemblée nationale constituent, avec le président du R.P.R., les trois bases d'un même triangle. On s'est pâmé de voir « sous-tendues » ailleurs le « projet » et « l'image » du mouvement. C'est oublier un peu vite que le groupe, jour après jour, par son action même, définit ce projet et que, par son comportement, il contribue à la qualité de l'image que se font les Français du mouvement et de son chef.

On ne comprend rien au R.P.R. si l'on néglige que les décisions et orientations essentielles, à peine d'insuccès, sont prises — doivent être prises — par ses dirigeants devant ou au sein du groupe parlementaire.

2. — Un accord implicite s'est fait, de même, sur un prétendu monolithisme du R.P.R. C'est mal apprécier la richesse et la diversité de ses hommes. On a ainsi enterré une nouvelle fois les « barons » (ils en sont à leurs centimes obsèques...) et exalté la montée des hommes de l'appareil. C'est confondre relève et amalgame.

S'il n'y a plus au R.P.R. de notables d'un côté et des dévouements obscurs de l'autre, ce n'est certes pas par élimination, mais par fonte dans un même creuset. Là encore, le groupe parlementaire peut s'enorgueillir d'avoir montré la voie.

La diversité n'est jamais dangereuse. Courants ? Tendances ? Qu'importe ! Pourvu qu'on sache que plus on pourra parler, plus on aura de chances de progresser et de gagner.

3. — Fatalement, les deux premières erreurs ont induit une troisième : la constat (ou le pressentiment) d'un « dérive » dérive dérive ». La vérité est que le R.P.R., plus que jamais sans doute, est placé devant une grande alternative : confirmer sa vocation à constituer un rassemblement ou se résigner à n'être qu'un parti ; assumer la transcendance des aspirations de l'ensemble des Français, toutes catégories confondues ; ou, faisant sienne la conception dogmatique qu'ont ses adversaires de la vie politique, n'être que l'expression d'une minorité sociologique qu'il s'attacherait à compenser au gré de circonstances favorables et d'un peu de démagogie. Et qui ne comprendrait que, par le choix opéré, le « projet » s'en trouverait affecté et l'« image » transformée ?

Le dilemme en recouvre un autre, plus immédiat : faut-il s'en tenir à la préparation de la reconquête du pouvoir et jouer, toujours, la politique du pire, ou faut-il, texte après texte, amendement par amendement, tenter de limiter les effets, pour la France et les Français, des projets les plus insensés. C'est ce dilemme que j'avais tenté d'exprimer aux journées parlementaires de La Baule en fondant la distinction entre opposition systématique et opposition globale.

En tout état de cause, on se méprendrait gravement en prétendant que c'est, d'ores et déjà, la voie de la facilité qui a été choisie. La teneur du discours de Jacques Chirac en constitue l'indice ; son auditoire en est la preuve.

A Toulouse, il eût fallu moins regarder la tribune, moins spéculer sur les places à table et se tourner vers la halle immense où se pressaient les militants. Ils n'étaient pas la droite. Ils étaient la France.

(*) Député R.P.R. des Vosges.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

LES ÉTUDES, L'EMPLOI, L'AVENIR DE LA RECHERCHE

FAUT-IL FAIRE DES SCIENCES ?

Jobs d'été à l'étranger Les métiers de l'hôtellerie

Amérique

Le social-démocrate Lars Ahl a remporté l'élection

Il faut sauver notre d

TRAVERS LE MONDE

Cambodge

Belgique

EUROPE

LA SITUATION EN POLOGNE

DEPUIS LE MOIS DE JUILLET

Le parti ouvrier unifié a perdu près de cinq cent mille membres

« Si les mouvements syndicaux des pays socialistes n'ont pas leur propre identité, leurs propres droits, ils ne sont que des applications des ordres, cela conduira tôt ou tard à des conflits, cette expérience historique a été prouvée par les événements de Pologne », a déclaré samedi 6 février à la télévision hongroise M. Sándor Gaspar, président des syndicats hongrois et de la P.S.M. (Fédération syndicale mondiale). M. Gaspar a affirmé aussi que la « contre-révolution hongroise de 1956 » aurait pu être évitée si les syndicats avaient eu leur mot à dire dans les affaires du pays.

A Varsovie, en revanche, l'existence d'un syndicalisme libre et indépendant a été remise en cause, pour la première fois ouvertement. Depuis l'accord de Gdansk du 31 août 1980, par le président du comité de la télévision polonaise, M. Władysław Łoska. Dans un article publié samedi 6 février par le quotidien *Ziemia Warszawska*, M. Łoska prend le contre-pied de toutes les déclarations officielles faites depuis la proclamation de l'état de guerre sur le respect de l'indépendance syndicale. Pour lui, le mouvement syndical « ne peut être considéré comme libre et indépendant du parti ».

« Nous ne nous en sommes pas rendu compte », écrit-il, que les syndicats constituent l'unique représentation authentique des ouvriers. L'acceptation d'une telle conception signifiait que, dans le domaine politique, le parti serait détruit de la classe ouvrière qui constitue sa base sociale. Il cesserait alors d'être le parti des ouvriers et deviendrait une organisation d'employeurs.

« A la suite de l'opération « Banque d'images pour la Pologne », qui a permis de collecter auprès de plus de soixante plasticiens des peintures ou des sculptures (le Monde du 15 janvier), une exposition des œuvres offertes se tiendra au siège de la C.P.R.T., 5, rue Cadet, à partir du 10 février. Ces œuvres, dispersées au cours d'une vente publique, qui aura lieu le vendredi 19 février, à l'hôtel Drouot. Le produit de cette vente sera versé au profit du comité « Solidarité » en France.

Reste le problème du N.Z.S., dont la dissolution a suscité un choc. Si les dirigeants du mouvement ont été internés, les militants qui restent en liberté ont fait circuler, la semaine dernière, un « appel aux étudiants dans le monde entier » leur demandant de « manifester leur solidarité » à l'occasion de l'anniversaire de l'enregistrement du syndicat étudiant, le 18 février. En outre, l'union étudiante a chargé un avocat de faire appel auprès du tribunal administratif de la décision du ministre de dissoudre le syndicat. Ce recours, déposé vendredi 5 février, conteste notamment la légalité d'une telle décision, s'agissant d'une organisation suspendue dans le cadre de l'état de guerre.

Évoquant la réunion samedi du bureau politique du P.O.U.P. pour examiner la situation politique et économique du pays, M. Mokryszewski a dit que la prochaine réunion du comité central (dont la date n'est pas encore fixée) devrait examiner le problème de l'unité idéologique et politique au sein du P.O.U.P.

Réouverture des universités

Enfin, ce lundi 8 février, les neuf universités d'état, que compte la Pologne, rouvrent leurs portes, après huit semaines de suspension des cours, mais les étudiants seront désormais astreints à une discipline de fer, dont les règlements sont personnellement responsables. Dans un communiqué, un examen raté ne peut être repassé qu'une seule fois. Il n'est à présent possible de redoubler qu'une seule année sur un cycle complet d'études, et toute présence à l'intérieur des locaux de l'université est interdite en dehors des heures de cours et d'ouverture des bibliothèques. Les organes représentatifs élus des enseignants et des étudiants — conseils d'université, de faculté — n'ont plus qu'un rôle consultatif. Toute activité politique — réunion, distribution de tracts — est strictement interdite.

En contrepartie de ces règles, auxquelles s'ajoute la dissolution par le ministre de l'Union indienne (U.I.) de l'Union indienne (U.I.), les autorités semblent avoir renoncé, sans dans des cas isolés, qui n'ont d'ailleurs pas pu être corrigés, à procéder, dans les universités, à des vérifications parmi les professeurs et les étudiants.

Jean-Paul II va recevoir une délégation de Solidarité

Le pape Jean-Paul II recevra, le mardi 9 février, en début d'après-midi, une délégation de membres de Solidarité se trouvant à l'étranger, en même temps que des représentants de plusieurs centrales syndicales européennes. Le Saint-Père fera, à cette occasion, apparemment, une déclaration.

Rome. — Pour la première fois depuis le coup d'état militaire en Pologne le 13 décembre, le pape Jean-Paul II s'est abstenu, dans son message dominical du 7 février, place Saint-Pierre, de toute allusion à la situation dans sa patrie d'origine. Est-ce pour souligner l'importance de l'homélie qu'il avait prononcée, deux heures plus tôt, Mgr Glomp, dans l'église polonaise de Rome, Saint-Stanislas ?

Ce message du pape de Pologne peut être interprété comme un des premiers résultats des

trois jours d'entretiens au Vatican entre les trois évêques polonais (Mgr Glomp était accompagné du cardinal Macharski et de Mgr Gubinkowski) arrivés à Rome jeudi et le pape, ainsi que ses collaborateurs, pour préciser, près de deux mois après la proclamation de l'état de guerre, la stratégie de l'Eglise en Pologne et son articulation avec la diplomatie d'ouverture à l'Est du Saint-Siège.

Sur un ton très mesuré, qui s'explique peut-être par le fait qu'il parlait hors de son pays, et sans dénoncer explicitement l'état de guerre, Mgr Glomp a lancé un appel à la réconciliation nationale. Il a demandé à ses concitoyens d'éviter de se laisser dominer par la colère et de chercher l'accord et le dialogue. « Nous ne pouvons admettre les condamnations sans appel : Jésus n'a pas condamné, il n'y a pas de condamnation, il y a seulement des erreurs », a-t-il dit. « L'Eglise souhaite qu'aucun de nous ne fomenté la colère. Les Polonais sont en mesure de se mettre d'accord. L'un que nous possédons est le dialogue. Il sera possible de trouver une place pour Solidarité comme il y a une place pour l'Eglise. Nous devons trouver un accord parce que la Pologne est la patrie de tous les Polonais dans la

Correspondance

« Cela fait plus d'une année et demie que dans la colère et nous avons réussi à la dominer. Les événements continuent de la même de Wlodek, où ont brisé le mort sept personnes, sont restés au fait isolé. Nous avons confiance qu'avec l'aide de Dieu, nous pourrions nous expliquer les causes de notre colère par le dialogue, non par la force. La Pologne ne peut devenir le champ clos d'affrontements sanglants. »

MARC SEMO.

Le président, polonais, de la C.S.C.E. n'acceptera « aucune sorte de déclaration » sur son pays

« Nous n'admettons aucune ingérence dans les affaires intérieures de notre pays », a déclaré dimanche 7 février, lors de son arrivée à Madrid, le vice-ministre des affaires étrangères et chef de la délégation polonaise à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), M. Józef Wlejak.

M. Wlejak, qui doit présider la séance inaugurale à la reprise de cette conférence, mardi, n'a rien dévié de la stratégie qu'il entend déployer pour empêcher une majorité des trente-cinq membres de la C.S.C.E. — les Occidentaux et les neutres — de condamner sévèrement l'adoption en Pologne des mesures répressives découlant de l'état de siège. « Nous n'acceptons aucune sorte de déclaration sur la situation en Pologne », a-t-il déclaré. Ce sont des « éléments dramatiques », a-t-il reconnu, mais consécutifs à des « problèmes très complexes et très difficiles ». La séance plénière suivante, vendredi 12 février sera présidée par le délégué portugais.

« A BELGRADE », le journal de la région d'Orléansville, à la veille de l'indépendance de l'Algérie, en 1962. Né en 1908 à Soud-Ahras, près de la frontière tunisienne, c'est plus à l'ouest, dans la région montagneuse séparant l'Algérie de l'Oranais, qu'il avait ses racines, parmi la tribu arabe des Bent-Boudouane. Leur village, baptisé avec solennité en plein Ouarsenis du nom de Lamartine, était transporté avec armes, bagages, us et coutumes au Mes-Thibet, en bordure de la Camargue.

Pour ces musulmans déracinés à cause de leur attachement contre vents et marées au maintien de la souveraineté française sur l'Algérie, l'intégration dans l'ancienne métropole n'avait pas toujours été facile. « Je me demande maintenant si j'ai choisi le bon parti », s'était même interrogé le vieux bachaga après que, sur les bords du Rhône, en 1979, encore des « Français de France » aient voulu imposer des horaires différents pour l'accès au travail public des « Européennes » et des « musulmanes ». La vieille distinction coloniale avait survécu aux drames de l'histoire.

Elu député d'Orléansville en 1958, dans l'enthousiasme du 13-Mai, il avait été choisi par ses pairs comme vice-président de l'Assemblée nationale, devenant le porte-drapeau musulman des parisiens de l'Algérie française. Mais c'est sur le terrain qu'il s'était auparavant fait connaître, où, en tant que chef de bataillon de réserve de l'armée française — les musulmans n'étaient pas très nombreux, à son époque, à avoir atteint une telle responsabilité militaire, — il avait été l'un des premiers à organiser en Algérie des « groupes d'auto-défense » autochtones, préfigurant les compagnies de harka.

A la fois très attaché aux traditions proprement algériennes et touché par le parti de l'intégration — politique des musulmans à la nation française, le bachaga Boualem, une fois installé en France, s'était consacré avec la même énergie, à la tête du Front national des rapatriés français de confession islamique, à la défense des droits des Français musulmans rapatriés.

En 1978, il avait été nommé président de la commission nationale chargée de tous problèmes. Il est mort avant que soit exécuté son vœu de voir pleinement intégrée à la communauté nationale les musulmans algériens, dont le choix personnel ou les circonstances politiques ont fait des citoyens français.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Italie

M. Cossutta veut relancer le débat sur la position du P.C.I. à l'égard de l'U.R.S.S.

Correspondance

Rome. — M. Armando Cossutta, seul membre de la direction communiste à s'être opposé au tournant du P.C.I. et à la condamnation du modèle de socialisme soviétique (le Monde du 29 janvier), a décidé de rompre le silence qu'il se taisait depuis un an. C'est à l'occasion du sixième anniversaire de la création du P.C.I., le dirigeant communiste milanais a choisi de mener une bataille au sein du parti dans la perspective du prochain congrès, en 1983.

Les statuts du P.C.I. prévoient en effet que dans les dix jours de préparation du congrès l'ensemble des militants peuvent, section par section, voter ou non, une par une, les thèses proposées par la direction. Certaines d'entre elles, comme cela est arrivé au congrès précédent pour la thèse sur la sexualité, peuvent être mises en minorité par l'ensemble du parti.

M. Cossutta refuse donc de se poser comme le leader d'une fraction, mais se veut comme l'artisan d'une éventuelle scission qui le centre ses attaques moins sur la violence, le terrorisme, le nouveau du P.C.I. que sur la méthode employée par l'actuel

groupe dirigeant, qu'il accuse de ne pas avoir consulté l'ensemble du parti avant d'effectuer ce tournant politique.

« Je ne pense pas empêcher un théoricien de penser tel, a affirmé M. Cossutta. Le principe qui interdit le fractionnisme vaut aussi pour la majorité. Les débats théoriques ne peuvent se conclure avec des votes à la majorité, et l'on ne peut imposer des formulations floues et ambiguës. Le débat doit être le plus vaste possible et toutes les instances du parti doivent se prononcer. C'est ainsi seulement qu'à la fin du prochain congrès il sera possible de connaître les positions de la majorité et des différentes minorités. »

Le dirigeant communiste milanais veut se poser comme le représentant de la tradition. Si l'on rappelle le rôle que joua l'Union soviétique dans le monde face aux Etats-Unis, il a évité, non sans habileté, de se poser comme un adversaire inévitable.

Reconnaître la rôle de l'U.R.S.S. ne signifie pas épouser toutes ses positions ni renoncer à la critique ou à l'autonomie. (...) La critique est saine, la rupture est dommageable. »

M. S.

Turquie

Le sort de Medhi Zana

Nous recevons de M. Alain Chénard, député P.S. et maire de Nantes, la lettre suivante : « Le 9 février 1982, Medhi Zana sera jugé. Vous ne le connaissez sans doute pas. Maître de Diyarbakir, ville turque de Kurdistan, comptant quatre cent mille habitants, il doit faire face à la misère des bidonvilles, il dénonce la violence, le terrorisme, et donna à sa ville un rayonnement qui traversa l'Europe. Socialiste, face à la gravité des problèmes dont souffrait sa ville, il sut en appeler à la solidarité internationale. »

En liaison avec la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, ma ville de Nantes, comme Clermont-Ferrand, Grenoble, Montpellier et Rennes, répondit à sa demande. Pour sa part, disposant d'antennes qui se correspondaient plus aux exigences de ses usagers, mais en parfait état, Nantes décida de les donner à Diyarbakir.

Le 12 septembre 1980, lorsque j'appris le renversement des institutions démocratiques turques par un putsch militaire, j'ai commencé à être inquiet pour la sécurité de Medhi Zana, cet homme que je n'avais jamais vu mais dont je me sentais si proche. En effet, dès le 12 septembre, Medhi Zana était pourchassé, et trois membres de sa famille arrêtés. Pour lui, commençait ce infernal cycle de la répression sanglante. Une semaine plus tard, lui aussi fut emprisonné. Sa détention resta secrète pendant

quarante-deux jours d'interrogatoires, de tortures. Les élus socialistes de toute l'Europe intervenaient alors massivement auprès des autorités turques qui finissaient par faire connaître le sort réservé à Medhi Zana. Au-delà des accusations fabriquées, son sort aura été d'avoir été socialiste et mener un combat profondément humain. Après de multiples reports, le 9 février 1982, il devrait être jugé. D'après les témoignages horribles que j'ai reçus sur les tortures qu'il a déjà subies, je crains que son sort soit qu'une parodie de justice.

Une fois encore, l'un du suffrage universel, c'est celui que l'on frappe dans sa chair lorsque la démocratie défaille et que l'opinion devient défilé. Chaque jour, douloureusement imprimés dans la presse quotidienne, ces élus emprisonnés, battus, torturés, condamnés à l'été comme à l'ouest, portent dans leur corps cette empreinte hideuse et angossante de la démocratie qu'à travers eux on foule aux pieds.

An non de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, car les libertés, la démocratie, l'exigence, l'appelle chaque citoyen, chaque élu, avec la plus insistante solennité, la plus profonde conviction à dire à ces militaires turcs l'indignation que leurs pratiques inspirent. Pour restaurer la démocratie, pour assurer les droits de l'homme, il faut sauver Medhi Zana et ses soixante-dix-huit camarades kurdes. Ils ont besoin, eux aussi, de notre solidarité.

AFRIQUE

Algérie

Une émission de télévision réhabilite en la dédramatisant la revendication culturelle berbère

De notre envoyé spécial

Tizi-Ouzou. — « Etienne Algérie : les « trois glorieuses » de Tizi-Ouzou qui marquèrent, en avril 1980, le point culminant de la contestation culturelle berbère, sont encore présentes dans les mémoires, et pourtant, cette mini-insurrection, dont les militants berbères étaient à l'origine, fut leur mal 1980, vient d'être chantée sur la mode épique à la télévision nationale.

L'événement s'est passé à Tizi-Ouzou même où les caméras de la R.T.A. (radio-télévision algérienne) étaient déployées, à filmer en direct « interviewées », émission suivie par des millions de téléspectateurs et qui fait revivre, tous les jours après-midi, les potaches de différentes régions du pays. La semaine dernière, les films du lycée Fatma-Mecoum (1) de Tizi-Ouzou étaient en compétition avec les élèves du lycée mixte de Khenchela, dans les Aurès, montés par le lycée de Khenchela. Les films de Tizi-Ouzou étaient en compétition avec les élèves du lycée mixte de Khenchela, dans les Aurès, montés par le lycée de Khenchela. Les films de Tizi-Ouzou étaient en compétition avec les élèves du lycée mixte de Khenchela, dans les Aurès, montés par le lycée de Khenchela.

L'émotion était d'autant plus attendue que, dans le passé, la R.T.A. avait censuré à l'antenne des chants en kabyle, provoquant une grève de protestation des lycéennes. L'incident avait alors eu un écho déjà tendu et entraîné, l'an dernier, la mise à l'écart de la Kabylie à l'inter-lucyca. Son retour constituait donc un petit événement. Jeudi après-midi, la maison de la culture était solidement gardée par la police. Le public, très sur le volet, était uniquement composé de cadres, de fonctionnaires,

de membres du parti P.F.N. de parents d'élèves et de lycéens. Le ton a été donné par les filles de « Fatma-Mecoum » qui ont commencé par un chant de bienvenue en kabyle puis en arabe et par des danses, tandis que leurs concurrents, plus traditionnels, donnaient la parole à un homme et modulaient des versets du Coran. Les « filles du Djurdjura » — ainsi se désignent-elles — ont chanté de manière lacerante sur la beauté de leur culture et de leur patrimoine, tout en proclamant bien haut leur attachement à l'Algérie algérienne, constamment le nom d'Amirouch (2) à celui d'Abdel Kader.

Chants et poèmes exprimèrent une triple revendication : culturelle (« Nous voulons par la télévision construire à Tizi-Ouzou une université berbère »), politique (« Le but de notre lutte est la réalisation du socialisme ») et féministe (« Je suis la fille du Djurdjura, je suis la fille de l'Aurès, moi qui ai fait sortir la France de ce pays, vous avez chanté ma beauté mais vous n'avez pas reconnu mon droit »).

Signe tangible de l'évolution des autorités dans un domaine où les sensibilités sont encore à vif, cette émission est de nature, plus que de longs discours, à apaiser les esprits et à dédramatiser le problème culturel. Visiblement satisfait, un jeune cadre a tiré la leçon en nous confiant : « On a promu à la télévision les noms de Jugurtha et de Massinissa et le ciel n'est pas tombé sur nos têtes. »

DANIEL JUNQUA.

(1) Fatma Mecoum (1930-1982), héroïne de la résistance de la colonisation française. Elle avait constitué une armée de deux mille femmes qui accompagnaient les hommes en guerre, remplissant leur rôle de combattantes et de soignantes et les marquant au henné lorsqu'ils étaient de retour.

(2) Chef de la tribu kabyle, tué pendant la guerre d'Algérie.

La mort du bachaga Boualem

Le bachaga Benallah Said Boualem, ancien vice-président de l'Assemblée nationale, est décédé, à Marseille, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 février. Il était âgé de soixante-quinze ans.

De l'Ouarsenis à la Camargue

Reconnaisable entre mille avec sa silhouette toujours enveloppée d'un broussailleux et grandiose par un haut turban blanc, il avait reconstruit près d'Arles sa petite communauté clanique (environ deux mille personnes), rapatriée de la région d'Orléansville, à la veille de l'indépendance de l'Algérie, en 1962. Né en 1908 à Soud-Ahras, près de la frontière tunisienne, c'est plus à l'ouest, dans la région montagneuse séparant l'Algérie de l'Oranais, qu'il avait ses racines, parmi la tribu arabe des Bent-Boudouane. Leur village, baptisé avec solennité en plein Ouarsenis du nom de Lamartine, était transporté avec armes, bagages, us et coutumes au Mes-Thibet, en bordure de la Camargue.

Pour ces musulmans déracinés à cause de leur attachement contre vents et marées au maintien de la souveraineté française sur l'Algérie, l'intégration dans l'ancienne métropole n'avait pas toujours été facile. « Je me demande maintenant si j'ai choisi le bon parti », s'était même interrogé le vieux bachaga après que, sur les bords du Rhône, en 1979, encore des « Français de France » aient voulu imposer des horaires différents pour l'accès au travail public des « Européennes » et des « musulmanes ». La vieille distinction coloniale avait survécu aux drames de l'histoire.

Elu député d'Orléansville en 1958, dans l'enthousiasme du 13-Mai, il avait été choisi par ses pairs comme vice-président de l'Assemblée nationale, devenant le porte-drapeau musulman des parisiens de l'Algérie française. Mais c'est sur le terrain qu'il s'était auparavant fait connaître, où, en tant que chef de bataillon de réserve de l'armée française — les musulmans n'étaient pas très nombreux, à son époque, à avoir atteint une telle responsabilité militaire, — il avait été l'un des premiers à organiser en Algérie des « groupes d'auto-défense » autochtones, préfigurant les compagnies de harka.

A la fois très attaché aux traditions proprement algériennes et touché par le parti de l'intégration — politique des musulmans à la nation française, le bachaga Boualem, une fois installé en France, s'était consacré avec la même énergie, à la tête du Front national des rapatriés français de confession islamique, à la défense des droits des Français musulmans rapatriés.

En 1978, il avait été nommé président de la commission nationale chargée de tous problèmes. Il est mort avant que soit exécuté son vœu de voir pleinement intégrée à la communauté nationale les musulmans algériens, dont le choix personnel ou les circonstances politiques ont fait des citoyens français.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

LIVRES

POLONAIS et livres français sur la Pologne

LIBELLA
11, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-4
Tél. 324-51-09

AGENCES P.P.B. Copies couleurs

Qualité photographique professionnelle.
FORMAT 21x29,7 ou 25,7x42
DELAI 24 H. - UNIFORMES 6 MINUTES
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL
PARIS-12* - 347.21.32

Je suis

ASIE

PROCHE-ORIENT

Les ministres des affaires étrangères des pays du Golfe dénoncent les tentatives iraniennes en vue de déstabiliser la région

Correspondance

Manama. — Le choix de Bahrein pour la réunion « extraordinaire » des ministres des affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe (C.C.G.) ne doit rien au hasard. La conférence a été convoquée à la demande de l'émir, et dans le communiqué final, les ministres arabes unis, du Qatar et du Koweït ont affirmé leur « soutien total à Bahrein » et « ont garanti sa sécurité et son indépendance ». En effet, ce pays estime avoir fait l'objet d'une tentative de coup d'Etat à la mi-décembre, tentative dont les autorités rendent l'Iran responsable.

De fait, l'Iran fait bien figure d'accusé : la déclaration condamne les « tentatives de sabotage perpétrées par l'Iran qui visent à la sécurité de ses citoyens ». Le communiqué résume une agression contre tous ses membres. Le ministre bahreïn des affaires étrangères, cheikh Mohamed ben Moubarak, a cependant parié d'être rassuré lorsque le ministre du C.C.G. à la réponse concrète du C.C.G. à un nouveau bombardement iranien contre le Koweït.

Par ailleurs, les ministres estiment que l'Irak (qui n'est pas membre du C.C.G.) tente de troubler une solution équitable au conflit qui oppose à l'Iran. Téhéran est invité à répondre positivement aux médiations proposées tant par la Conférence islamique que par les non-alignés et l'ONU.

Les ministres du C.C.G. ont donc interpellé directement l'Iran sur deux tocs, celui de la condamnation et celui de la conciliation. Une conciliation il est vrai menacée par un soutien sans équivoque à Bagdad.

La sécurité demeure donc l'obsession des monarchies pétro-

lières. Les ministres de la défense du C.C.G., réunis à Ryad les 24 et 25 janvier, avaient conclu leurs travaux par des « décisions secrètes ». La voie qui les entoure a depuis été partiellement levée par le ministre bahreïn de la défense. Selon lui, les pays membres sont tombés d'accord pour « coordonner leur défense aérienne », coordination facilitée par la proximité de ces pays.

La visite qu'effectuait actuellement en Arabie Saoudite le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, revêt donc une importance toute particulière. D'autant qu'il s'est arrêté à Ryad, il a indiqué que la « coproduction d'armes de conception américaine (avec l'Arabie Saoudite) était une possibilité très réelle », ajoutant qu'il allait s'entretenir de la sécurité de l'Arabie Saoudite « et d'autres pays du Golfe ». Ces révélations sembleraient avoir inquiété les responsables saoudiens, alors que au même moment, la souveraineté des pays riverains du Golfe en matière de défense.

Cette rencontre avait également pour but de préparer la conférence ministérielle arabe qui se tiendra le 13 février à Tunis. Concernant l'Egypte, le ministre bahreïn a tenu à démentir catégoriquement les rumeurs selon lesquelles le pays du Golfe s'apprêtaient à rompre des relations diplomatiques avec Le Caire. Ces rumeurs se sont d'ailleurs amplifiées lorsque, le 4 février, l'ambassadeur ommanite à Washington a transmis au président Moudjahid un message du ministre Qabous (I). « Depuis Camp David, nous sommes en bons termes », a-t-il déclaré.

(I) Oman n'a jamais rompu ses relations diplomatiques avec l'Egypte, contrairement aux autres pays du C.C.G.

Israël

Les rumeurs au sujet d'une intervention au Sud-Liban se multiplient

De notre correspondant

Jérusalem. — Les rumeurs prédisant une prochaine intervention israélienne au Liban se multiplient depuis que le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a lui-même fait état d'une telle menace après la récente incursion d'un commando palestinien dans la vallée du Jourdain (le Monde du 2 février). Selon une information diffusée ce lundi 8 février par la radio israélienne, un émissaire du gouvernement de M. Begin se serait rendu secrètement la semaine dernière à Washington pour exposer aux dirigeants américains « la gravité de la situation » et leur demander de ne plus s'opposer à une opération militaire qui remettrait en cause le cessez-le-feu au Sud-Liban conclu en juillet 1981 sous les auspices des Etats-Unis. Mais cet émissaire n'aurait pas convaincu ses interlocuteurs et Washington aurait mis Israël en garde contre une nouvelle opération militaire. Le cabinet de M. Begin aurait accepté de « tenir compte » des objections américaines.

Le regain de tension à la frontière israélo-libanaise est manifeste. Le commandant Saad Haddad, qui assure la protection d'Israël, dirige les opérations militaires du Sud-Liban, a souligné, le 4 février, au cours d'une conférence de presse, que le réarmement des Palestiniens devenait « de plus en plus dangereux », et a affirmé notamment que les forces disposaient de pièces d'artillerie capables de bombarder la ville de Haïfa. Autre indication : les localités libanaises proches de la frontière libanaise, celles qui ont subi pendant des jours des tirs de roquettes en juillet 1981, des représentants de la population ont fait connaître au gouvernement de Jérusalem leur « inquiétude » devant les risques, selon eux grandissants, d'une reprise des combats.

Le vote à l'Assemblée générale de l'ONU

Le cabinet de M. Begin a réagi, le 7 février, au dernier vote de l'Assemblée générale des Nations unies préconisant des sanctions contre Israël après l'annexion du Golan, mais il a insisté entendre qu'il n'attachait guère d'importance à cette nouvelle initiative de la « majorité automatique », systématiquement hostile à Israël. Le conseil des ministres a publié un communiqué déclarant que le gouvernement israélien considérait la dernière résolution comme « suite et non événement ». Dans ce texte, le cabinet de M. Begin souligne avec satisfaction que soixante et onze pays ont voté contre la résolution, se sont abstenus ou n'ont pas pris part au vote. M. Begin a notamment apprécié l'attitude de la plupart des pays européens qui se sont opposés à des sanctions contre l'Etat hébreu. M. Begin, fort du soutien américain, ne craint pas qu'Israël puisse être mis au ban des Nations unies, comme le voudraient certains pays arabes. A Jérusalem, on a été rassuré par les dernières déclarations du gouvernement américain mettant en garde l'organisation internationale contre toute mesure d'expulsion.

FRANCIS CORNU.

Rencontre entre M. Sharon et M. Gemayel ?

D'autre part, la presse israélienne reprend une révélation publiée par l'hebdomadaire américain Time qui croit savoir que, voilà deux semaines, le ministre de la défense, M. Ariel Sharon, a rencontré, à bord d'une vedette de la marine israélienne, le chef des milices phalangistes, M. Bachir Gemayel. Cet entretien aurait eu pour but de préparer une « coordination » avec les forces chré-

Chine

M. Deng Xiaoping aurait pris une semi-retraite

(Suite de la première page.)

Il y avait : M. Hu Yaobang, président du parti, les vice-présidents Li Xiannian et Chen Yun, M. Wei Guoqing, chef du département politique de l'Armée, ainsi que M. Yang Shangkun, secrétaire de la commission militaire du comité central. Depuis lors, plus rien.

Dans ces conditions, les spéculations allaient bon train. Aussi bien, la direction, par l'intermédiaire de M. Wan Li, vice-premier ministre et membre du secrétariat du parti, s'est-elle enfin décidée le samedi 6 février à lever un coin du voile. Recevant M. Glen Benthien, directeur administratif de l'agence Reuters, M. Wan Li, qui lisait un texte écrit par lui à l'avance, a fait une révélation de taille : « M. Deng Xiaoping, a-t-il dit, s'est retiré de la première ligne et est en excellente santé. Du fait qu'il est âgé de soixante-dix-sept ans, il a jugé de bon de se retirer de la première ligne et de se consacrer à l'étude et à la réflexion sur les questions importantes. » Parmi celles-ci, il aurait mentionné la préparation du plan quinquennal. M. Wan Li aurait ajouté que M. Deng avait passé trois semaines de repos dans le sud du pays. Il aurait encore dit que le vice-président du parti avait joué un grand rôle dans les efforts actuels pour réduire la bureaucratie, pour la réforme de l'économie. Voilà pour l'information. A partir de là, et en l'absence d'une version chinoise de l'entretien qui n'aurait sans doute pas avant longtemps, l'agence Chine nouvelle ayant fait indirectement savoir qu'elle ne rapporterait pas cette partie de l'entretien, on entre dans le domaine de l'extrapolation et des hypothèses.

Avant d'y pénétrer, encore faudrait-il être absolument sûr du contenu des propos de M. Wan Li. Or, même à ce sujet, une incertitude demeure. Tout au moins sur un point. Le dirigeant chinois a-t-il fait état de la « solidité » des collègues de M. Deng Xiaoping ? Le texte en anglais de l'agence Reuters porterait pour la seconde hypothèse (« greatly concerned about him »). Toutefois le terme chinois (« guanxin ») employé, selon un témoin sinisant de l'entretien, par M. Wan Li implique davantage l'idée que l'on s'inquiète au sujet de quelqu'un et qu'on le fait en y mettant une certaine marque de respect et d'attention.

Ce point mérite qu'on s'y arrête, car il commande en partie la nature des hypothèses que l'on peut ébaucher pour tenter d'expliquer l'effacement de M. Deng Xiaoping. Celles-ci, en

effet, ne peuvent être que de deux sortes : ou bien, pour une cause inconnue, l'état de santé de M. Deng Xiaoping est devenu soudainement défectueux, ce qui aurait nécessité qu'il se retire temporairement des affaires ; ou bien, excédé des résistances qu'il rencontrait dans la politique qu'il essayait de mettre en place depuis trois ans, « l'homme fort » du régime s'en serait décidé à prendre du recul, soit aurait été contraint de le faire. Bien quelle ne puisse être complètement exclue, l'explication « biologique » se heurte à certaines objections. La première d'entre elles découle des propos mêmes de M. Wan Li. Certes, ce dernier a mentionné l'âge avancé de M. Deng. Mais s'il avait voulu exprimer une préoccupation au sujet de sa forme physique, pourquoi aurait-il indiqué qu'il se trouvait dans une « excellente santé » ? Par ailleurs, la direction chinoise, pour courir, au moins momentanément, aux spéculations sur le sort de M. Deng, de mettre en avant des raisons de santé ?

Or, depuis le début, toutes les mises au point officielles se sont refusées à cette éventualité. Resterait donc l'hypothèse politique. Et, à ce propos, on ne peut pas ne pas être frappé, d'une part, parce que M. Wan Li aurait pu dire pour écarter ce type de réflexion, qu'il n'a pas dit et d'autre part, par les soulèvements faits dimanche sur cette affaire par une source chinoise officielle. M. Wan Li aurait pu, par exemple, mettre en valeur l'unité de la direction, comme d'autres dirigeants chinois, à commencer par M. Deng Xiaoping, l'avaient fait eux-mêmes ces derniers temps en recevant des visiteurs étrangers. Il aurait pu encore remarquer qu'il était bien normal qu'un dirigeant de sept ans de repos en plein hiver, mais qu'il serait très préoccupé de la situation du pays. Or, apparemment, il ne l'a pas fait. On ne peut qu'être frappé d'autre part par la façon politique par laquelle une source chinoise, visiblement informée, a présenté dimanche le problème à des correspondants étrangers. Selon cet interlocuteur, la nomination (en 1980) de M. Zhao Ziyang comme premier ministre et celle (en juin 1981) de M. Hu Yaobang comme président du parti permanent, aujourd'hui, M. Deng Xiaoping « de se retirer du travail opérationnel quotidien ». Dépourvu de ces obligations, le vice-président du parti aurait ainsi « plus de temps pour réfléchir aux questions stratégiques du développement de la Chine ». Et d'ajouter : « Le camarade Deng Xiaoping aurait pu, s'il l'avait

voulu, devenir président du parti. Il a refusé. Il est l'un des dirigeants de notre parti ayant le plus d'expérience et de mérite. Il conserve toutes ses fonctions. Ainsi, si l'on veut bien le raisonner, M. Deng Xiaoping, rassuré quant à l'avenir, serait en mesure aujourd'hui de se mettre un retrait (ou en retraite) et ce geste serait le fruit d'une décision personnelle très réfléchie.

Il y a sans doute une part de vérité dans cette explication, compte tenu surtout de la confirmation donnée, ce lundi matin, par le département de l'information des affaires étrangères, que M. Deng conserve effectivement ses différentes fonctions. Que son départ soit volontaire, cela paraît également fort plausible. Mao Zedong lui-même, ne s'était-il pas retiré en 1959 sur le deuxième front en attendant des jours meilleurs ? Mais que « l'homme fort du parti » soit aujourd'hui certain de la pérennité de sa politique, c'est une tout autre histoire. Depuis plusieurs mois, les indécisions s'accumulent au sein du parti qui tendent à montrer que des débats sans doute profonds, divisent la direction sur de nombreuses questions et que M. Deng Xiaoping et ses amis ont beaucoup de mal à imposer leurs vues. En raison de divergences persistantes sur le rétablissement de la présidence de la République, la nature de l'Etat, l'Assemblée nationale populaire n'a pu adopter, comme prévu, lors de sa dernière session, en novembre dernier, la révision de la Constitution. Celle-ci a été repoussée d'un an. Il est donc probable que le plan quinquennal 1981-1985.

Résistances au changement

En matière économique, les partisans de l'industrie lourde et ceux d'une centralisation et d'une planification plus efficaces ont repris du poil de la bête face aux réformateurs soucieux de favoriser l'initiative des entreprises et des individus, ainsi que la rentabilité économique. La division entre fonctions politiques et de gestion au sein des entreprises paraît avoir été abandonnée. Le rôle primordial de l'industrie est de nouveau affirmé. L'expérience industrielle de la base pétrolière de Daqing, dirigée en modeste par Mao Zedong, a été remise en valeur. Dans les campagnes, les systèmes accordant davantage de responsabilités aux agriculteurs sont soumis à diverses critiques.

Dans le domaine idéologique et artistique, il n'est pas niable qu'une certaine libéralisation a été donnée. M. Deng Xiaoping l'avait lui-même amorcée dès 1979. L'affaire Bai Hua, cet écrivain contraint de faire son auto-

critique pour avoir mis en cause le prestige du parti, a accablé, l'an dernier, la tendance (1). Enfin, et surtout, il y a le parti. Avec ses vingt millions de cadres, dont beaucoup ont adhéré pendant la révolution culturelle, le parti représente une masse difficile à remuer. Le socle de conservation l'emporte sur celui d'innovation. Les résistances au changement se manifestent fortement à tous les échelons jusqu'au sommet, en particulier contre le mouvement antibureaucratique lancé à la fin de l'an dernier.

Sans doute faut-il voir là l'un des principaux facteurs à l'origine de la décision de M. Deng Xiaoping. Comment, en effet, le vice-président ne s'inquiéterait-il pas de voir que, par exemple, son conseil des anciens regroupait les dirigeants les plus âgés afin de laisser la place à des hommes plus jeunes et plus actifs n'a-t-il pas subi récemment deux vagues de discussions ? Sur vingt-quatre membres du bureau politique, seize ont plus de soixante-dix ans de quatre-vingt ans. Certains, en raison de leur faiblesse physique, sont quasiment dans l'incapacité d'exercer leurs fonctions. Explication historique de cette situation est paradoxale dans un pays aussi jeune que la Chine populaire où l'âge moyen se situe autour de vingt-cinq ans. Il est évident que, si elle veut être représentative des aspirations de la population, la direction du parti et l'ensemble des instances gouvernementales doivent s'ouvrir à de nouvelles générations. Le douzième congrès du parti, repoussé à la fin de la présente année, offre une occasion idéale pour procéder dans le parti à cette mutation déjà engagée sur le plan de l'Etat par M. Zhao Ziyang.

On ne peut exclure que tel soit en définitive l'objectif de M. Deng Xiaoping. L'urgence des problèmes et les résistances de la vieille garde ayant pu l'amener, pour donner l'exemple, à résister par anticipation son désir annoncé de longue date de se retirer de la vie politique au plus tard en 1985. Il reste que ce sont aujourd'hui l'unité et la stabilité de la direction du parti, qui sont en cause et qu'on ne peut, une fois de plus, que s'interroger sur les orientations du pays, tant à court terme qu'à long terme. Le repli de M. Deng Xiaoping pourrait n'être que tactique. Ce fait, toutefois, il a pris un risque : dans une zone de turbulence, gagner-t-il son pari ?

MANUEL LUCBERT.

(1) Voir notamment le Monde du 2 janvier 1982.

Du 11 au 28 février,

50 villes US à saisir avec TWA!

A l'occasion du Salon du Tourisme, le tarif "TWA Visite USA", uniquement réservé aux passagers de TWA sur l'Atlantique, vous offre une occasion extraordinaire : sillonner les USA sur le réseau TWA, comme bon vous semble pendant 90 jours. Et ce à un prix incroyable : 1700 F pour vous et 1335 F pour enfants de 2 à 12 ans !*

Ne manquez pas cette occasion de joindre l'économie au plaisir et au confort. Bien d'autres tarifs transatlantiques promotionnels vous sont offerts par TWA, la compagnie qui connaît bien l'Amérique. Pour tous renseignements, consultez votre agent de voyages ou TWA à Paris, Nice, Bordeaux, Nantes, Lyon ou Strasbourg.

*** Du 11 au 28 février 1982, tout acheteur d'un billet aller-retour transatlantique sur TWA bénéficie de cette offre spéciale "TWA Visite USA". Le billet aller-retour transatlantique et le billet "TWA Visite USA" doivent être achetés et émis conjointement. Ils peuvent être utilisés jusqu'au 31 décembre 1982.**

Vous plaire, ça nous plaît.

LE VINGT-QUATRIÈME Congrès de gouvernement

CONGRÈS DU P.C.F.

M. André Lajoinie : un dirigeant chevronné

M. André Lajoinie, nouveau membre du secrétariat du comité central du P.C.F., est un cadre chevronné, dont les responsabilités politiques s'accroissent régulièrement depuis dix ans. Entré au parti à dix-neuf ans — il est né le 26 décembre 1929 à Châteaux (Corrèze) — il quitte l'agriculture, sept ans plus tard, pour devenir permanent de la fédération de Corrèze. Son premier voyage dans les pays de l'Est date de 1955, année où il se rend en Pologne à l'occasion du Festival mondial de la jeunesse. Il visite aussi la Belgique, la Suisse, quelques années plus tard, les cours de l'école des cadres du P.C. soviétique.

M. Lajoinie a connu, aussi l'épreuve de l'engagement physique avec l'adversaire. Gravement blessé par les forces de l'ordre au cours d'une manifestation, à Brive, en 1968, il doit subir une intervention et passe au cours de la convalescence en rééducation. Entré, en 1963, à la section agricole du comité central, dont le responsable est alors M. Waldeck Rochet, il travaille, ensuite, sous la direction de M. Gaston Filsen. En 1972, il est élu au comité central et prend la responsabilité de la section agricole (il deviendra directeur de l'hebdomadaire la Terre en 1977).

L'ascension de M. Lajoinie s'accroît à partir de 1975, années de son entrée au bureau politique, lors du vingt-deuxième congrès. Deux ans plus tard, Pierre Villon, ancien président

du Front national, lui laisse la place dans le troisième circonscription de l'Allier, dont il devient le député le 19 mars 1978. M. Lajoinie devait, alors, prendre la présidence du groupe communiste de l'Assemblée nationale, mais Robert Ballanger n'attend pas son retour à cette fonction. M. Lajoinie ne devendra président du groupe qu'en février 1981, après la mort de Robert Ballanger, et il sera reconduit dans cette fonction le 29 juin suivant.

M. Lajoinie n'en assume pas moins, dès juin 1978, en même temps que la direction de la section agricole, les relations du bureau politique avec les groupes parlementaires. C'est lui qui, dans la préparation du vingt-troisième congrès (mai 1979), avait été chargé de tirer officiellement un trait, dans la « Tribune de discussion » de l'Humanité, sur la période du programme commun.

Pendant la campagne pour l'élection présidentielle, M. Lajoinie déclare, sur une station de radio, à cinq jours du premier tour, qu'un score de moins de 20 % des voix ne serait « pas bon » pour le candidat communiste ; la phrase lui a-t-elle échappée ? Prend-il date pour l'avenir ?

Par sa formation, sa carrière, sa façon d'associer l'initiative à une grande fermeté dans l'application de la politique du parti, M. Lajoinie ne manque pas d'élus. — P. J.

L'avenir dira si le vingt-quatrième congrès est un moment important de l'histoire du P.C.F. comme M. Marchais l'a affirmé dimanche. On peut observer, cependant, que l'impression qui a dominé, à Saint-Ouen, du 3 au 7 février, n'était pas de vivre cinq journées historiques. Le temps semblait plutôt suspendu. L'événement — le recul électoral du P.C.F. — la victoire de M. Mitterrand et du P.S. l'entrée de communistes au gouvernement, la naissance, puis l'effacement d'un pouvoir ouvrier en Pologne — apparaissent, en fait, comme le décor d'un jeu, un « congrès des ombres », dont les organisateurs ont cru sortir un interpellant les moyens d'information, avant de s'apercevoir que la manœuvre pourrait se retourner contre eux.

Cet immobilisme et cette grisaille tiennent, pour une part, à la situation politique générale, où l'on croit voir beaucoup de choses bouger, sans percevoir un réel changement. Ce sentiment était manifeste dans de nombreuses interventions de délégués à ce congrès. La réponse qui leur a été donnée — les communistes doivent lutter et d'abord à l'intérieur — ressemble plus à une pétition de principe qu'à une directive préalable. Quelques-uns, parfois, spéculant sur le fait que le congrès se déroule en période de vacances, ne peuvent dissimuler le comportement d'attente, qui est le plus largement répandu.

Les dirigeants communistes ne semblent pas, au demeurant, vouloir assumer l'initiative d'une multiplication des confrontations entre salariés et employeurs privés ou publics. M. Marchais a donné peu d'échos à l'interven-

tion, à la tribune, de M. André Sainjon, nouveau membre du comité central, secrétaire général de la fédération C.G.T. de la métallurgie, qui avait dénoncé vendredi l'ordonnance gouvernementale sur les 39 heures de travail hebdomadaire. Le secrétaire général du P.C.F. s'est borné à déclarer, dimanche, que la solution des problèmes posés par l'application de cette ordonnance relève de « l'initiative des intéressés ». Et si M. Henri Krasucki, membre du bureau politique, hausse le ton, lundi, dans l'Humanité, c'est en tant que secrétaire confédéral de la C.G.T. qu'il s'exprime.

L'appel à militer dans la C.G.T., renforcé par amendement à la résolution adoptée par le Congrès, a été l'un des thèmes les plus constants des interventions entendues à Saint-Ouen. Les autres thèmes syndicaux n'ont été cités — rarement — que pour être critiqués, en termes parfois vifs. L'unité d'action est entendue, mais le mouvement, limité en nombre, mais politiquement significatif, qui affecte le bureau politique. Le départ, à sa demande, de M. Georges Ségué, est l'aboutissement d'une bataille menée le dernier sera le départ de M. Ségué du poste de secrétaire général de la C.G.T. (le P.C.F. l'entraîne au congrès). Le quarantième congrès

de la confédération était arrivé, en décembre 1978, au moment où le P.C.F. sortait de sa politique d'union. La volonté d'ouverture manifestée par M. Ségué et par le P.C.F., notamment par l'augmentation du nombre de non-communistes dans les instances dirigeantes de la C.G.T., était déphasée par rapport à la direction prise par le P.C.F.

L'affrontement entre la ligne défendue par M. Ségué et celle de la direction du P.C.F., exprimée par M. Henri Krasucki, a duré un an et demi. On a pu voir M. Ségué intervenir, par exemple, lors de la réunion du conseil national du P.C.F. sur les entreprises, en octobre 1979, pour appeler les communistes à appliquer le quarantième congrès de la C.G.T. au sein de celle-ci.

L'intervention soviétique en Afghanistan a été l'occasion d'une nouvelle confrontation, qui s'est soldée par la défaite des socialistes et des communistes critiques. En juin 1980, le comité confédéral national de la C.G.T. dressait l'acte de décès de l'unité d'action avec la C.F.D.T.

M. Ségué tire la conclusion de cet échec et choisit, quoi qu'il en dise, de le manifester publiquement, en quittant, successivement, le bureau politique du P.C.F. et le secrétariat général de la C.G.T. Il se trouve que le dirigeant cégétiste qui le remplace, M. Louis Vianelli, est le responsable d'une fédération — celle de P.T.T. — qui s'est signalée par ses critiques contre l'unité d'action et par son appui à la ligne dite « dure ». Avec MM. Krasucki, Le Guen et Vianelli, la C.G.T. est représentée de façon homogène à la direction du P.C.F. L'entrée au comité central de M. Alain

Obadia, l'un des responsables des cadres C.G.T., confirme cette tendance.

Le départ du secrétariat de M. Jean Colpin, dont le secteur d'activité — celui des entreprises — avait été mis en cause pour ses insuffisances dans la publication du projet de résolution, en octobre dernier, était attendu. Son remplacement par M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, confirme l'ascension d'un dirigeant dont la carrière accompagne, depuis 1972, celle de M. Marchais.

L'entrée au bureau politique de M. Jean-Claude Gayssot, responsable en second de la section économique du comité central, après M. Philippe Herzog, lui aussi membre du bureau politique, prend son sens à la lumière de son intervention au congrès. M. Gayssot avait, en effet, insisté sur la nécessité de ne pas se limiter, pour combattre la domination du capital, aux seuls outils de démocratie et d'autogestion, et d'affirmer que les travailleurs doivent imposer leurs intérêts contre la notion de rentabilité financière.

Telle est la tonalité du congrès, confirmée par ces modifications des organes dirigeants. Sa traduction en ligne politique reste à découvrir.

PATRICK JARREAU.

PRISES DE POSITION DE JOURNALISTES

En Picardie

Après le meeting organisé à Amiens, vendredi soir, pour la visite de M. Czerwinski, ministre (le Monde daté 7-8 février), les journalistes de la station FR 3-Picardie démontrent, dans un communiqué, les « agressions verbales » subies par l'équipe de reporters de leur station « de la part du service d'ordre du P.C.F. et de la C.G.T. », en tant que représentants de la télévision.

Lors du départ de M. Czerwinski — et alors que des militants des sections locales C.G.T., réunis par ailleurs pour manifester leur soutien à « Solidarité », sortaient de leur meeting —, un photographe de presse, qui prenait des clichés de la bousculade qui s'ensuivit, a lui aussi été pris à partie par le service d'ordre du P.C.

Les journalistes (S.N.J., S.J.F., C.F.D.T. et non syndiqués) de Picardie « réaffirment leur vœu de rester libres, en toutes circonstances, librement et en totale indépendance, et qu'ils ne céderont à aucune sorte de pression ».

Au syndicat C.G.T.

Au même moment, le Syndicat national des journalistes C.G.T. rappelle, dans un communiqué, que, « après le changement (du 10 mai) voulu par la majorité des Français, rien d'essentiel n'a changé dans l'information audiovisuelle » et conclut que « la situation appelle une réflexion collective des journalistes et leur intervention ».

Le S.N.J.-C.G.T., après avoir énoncé quelques règles déontologiques fondamentales (présentation complète des faits, vérification des sources, renoncement à l'autocensure, etc.), ajoute : « La liberté d'expression ne saurait être contestée à quiconque. Elle doit être reconnue également à ceux qui s'estiment injustement mis en cause ».

« Il appartient aux journalistes d'agir auprès des directions des entreprises de presse pour exiger le respect des règles professionnelles élémentaires, l'instauration d'un réel pluralisme dans le domaine de l'information, l'ouverture à d'autres sensibilités sociales et politiques, afin que tous les grands courants de pensée puissent y trouver leur expression ».

LA MAJORITÉ ET L'ACTION GOUVERNEMENTALE

L'autonomie, la durée et l'information

Les communistes, qui sont associés au gouvernement, continueront à participer à la construction des changements voulus par les Français. M. Marchais l'a répété au terme du vingt-quatrième congrès du P.C.F. pour qu'il n'y ait pas d'équivoque à ce sujet. De leur côté, les socialistes, s'ils sont prêts à soutenir la concurrence avec leurs partenaires, n'entendent pas les rejeter et les dirigeants de l'opposition, tel M. Jean Lecanuet, n'envisagent pas, à court

terme, une rupture de l'alliance socialo-communiste.

La majorité paraît avoir plus de difficultés dans ses rapports avec l'opinion en général pour faire comprendre le sens de son action qu'avec ses divergences internes. Le prochain conseil des ministres fixera le programme de travail du gouvernement pour le prochain semestre, comme cela avait été fait fin août pour la fin de l'année.

En marquant que le « socialisme aux couleurs de la France » ne se situe pas du côté du P.C.F., les dirigeants du P.S. veulent maintenir une certaine pression sur leurs partenaires, mais sans priver les Français de la transmission de l'information. M. Pierre Mauroy l'a fait précéder lors de son passage à l'émission R.T.L.-le Monde « le Grand Jury », en soulignant que la gauche reste au haut niveau de l'âge des élections législatives de juin dernier et en précisant : « Chacun comprend que si l'on diminue le nombre des voix de l'une des composantes de la majorité actuelle, on affaiblit cette majorité ».

Le vrai problème

Que la gauche dispose, institutionnellement, d'une assurance de durée au pouvoir et qu'elle veuille la préserver, l'opposition n'en doute pas et ne s'y méprend pas. L'activisme de M. Chirac s'inscrit dans cette perspective avec l'espoir que des succès électoraux aux cantonales de mai 1982 ou aux municipales du printemps 1983 entraîneront la flamme. M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., compte lui aussi avec le temps. Le temps que les Français fassent, selon lui, les frais de la gestion socialiste. Il ne lui paraît donc pas urgent de se déterminer par rapport à l'échéance présidentielle. S'il estime qu'une rupture de la coalition socialo-communiste devrait entraîner une dissolution de l'Assemblée nationale, il ne voit pas se dessiner cette éventualité. Dans la mesure où cette alliance a rélésté à « la tragédie polonaise », il juge qu'après le vingt-quatrième congrès du P.C.F., les communistes et les socialistes sont « mariés » pour trois ans.

Le vrai problème de la majorité est moins dans des divergences incontestables, mais coustées au niveau du gouvernement, que dans la difficulté à faire percevoir l'œuvre de transformation entreprise, ses promesses et ses limites. L'opposition a plus de succès apparent lorsqu'elle en dénonce les dangers que n'en ont les partis et les syndicats de gauche lorsqu'ils en soulignent la portée et les avantages : ils sont mieux entendus lorsqu'ils se plaignent de l'insuffisance ou des mauvaises surprises du changement.

Le message ne passe pas très bien entre le pouvoir et l'opinion parce qu'il est très difficile d'illustrer les nuances du changement dans des sociétés dont les structures économiques et sociales sont si complexes. En 1936, il

terme, une rupture de l'alliance socialo-communiste.

La majorité paraît avoir plus de difficultés dans ses rapports avec l'opinion en général pour faire comprendre le sens de son action qu'avec ses divergences internes. Le prochain conseil des ministres fixera le programme de travail du gouvernement pour le prochain semestre, comme cela avait été fait fin août pour la fin de l'année.

En marquant que le « socialisme aux couleurs de la France » ne se situe pas du côté du P.C.F., les dirigeants du P.S. veulent maintenir une certaine pression sur leurs partenaires, mais sans priver les Français de la transmission de l'information. M. Pierre Mauroy l'a fait précéder lors de son passage à l'émission R.T.L.-le Monde « le Grand Jury », en soulignant que la gauche reste au haut niveau de l'âge des élections législatives de juin dernier et en précisant : « Chacun comprend que si l'on diminue le nombre des voix de l'une des composantes de la majorité actuelle, on affaiblit cette majorité ».

Le vrai problème

Que la gauche dispose, institutionnellement, d'une assurance de durée au pouvoir et qu'elle veuille la préserver, l'opposition n'en doute pas et ne s'y méprend pas. L'activisme de M. Chirac s'inscrit dans cette perspective avec l'espoir que des succès électoraux aux cantonales de mai 1982 ou aux municipales du printemps 1983 entraîneront la flamme. M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., compte lui aussi avec le temps. Le temps que les Français fassent, selon lui, les frais de la gestion socialiste. Il ne lui paraît donc pas urgent de se déterminer par rapport à l'échéance présidentielle. S'il estime qu'une rupture de la coalition socialo-communiste devrait entraîner une dissolution de l'Assemblée nationale, il ne voit pas se dessiner cette éventualité. Dans la mesure où cette alliance a rélésté à « la tragédie polonaise », il juge qu'après le vingt-quatrième congrès du P.C.F., les communistes et les socialistes sont « mariés » pour trois ans.

Le vrai problème de la majorité est moins dans des divergences incontestables, mais coustées au niveau du gouvernement, que dans la difficulté à faire percevoir l'œuvre de transformation entreprise, ses promesses et ses limites. L'opposition a plus de succès apparent lorsqu'elle en dénonce les dangers que n'en ont les partis et les syndicats de gauche lorsqu'ils en soulignent la portée et les avantages : ils sont mieux entendus lorsqu'ils se plaignent de l'insuffisance ou des mauvaises surprises du changement.

Le message ne passe pas très bien entre le pouvoir et l'opinion parce qu'il est très difficile d'illustrer les nuances du changement dans des sociétés dont les structures économiques et sociales sont si complexes. En 1936, il

M. Marchais : M. Fiszbin n'est pas communiste

M. Georges Marchais, qui s'entretenait avec les journalistes, vendredi 5 février, en fin de matinée (nos dernières éditions datées 6 février), a été interrogé sur l'intervention à la tribune de M. André Sainjon, responsable C.G.T., qui a critiqué l'ordonnance sur la réduction du temps de travail. M. Marchais a déclaré : « L'accord qui a été conclu en juillet dernier par certaines organisations syndicales n'est pas un bon accord, et il ouvre la porte à la possibilité pour les patrons de l'interpréter. Les communistes sont pour les trente-neuf heures à condition que les avantages occupés par les deux partis sur les pays de l'Est, M. Marchais a déclaré : « Cette divergence d'appréciation existe depuis longtemps. Il n'y a rien de nouveau. Cela ne nous empêche nullement de gouverner ensemble dans une solidarité sans faille et de mener l'action sur la base de l'accord du 23 juin dernier ».

Interrogé sur le document du bureau exécutif du parti socialiste constatant une « divergence d'appréciation fondamentale » entre les deux partis sur les pays de l'Est, M. Marchais a déclaré : « Cette divergence d'appréciation existe depuis longtemps. Il n'y a rien de nouveau. Cela ne nous empêche nullement de gouverner ensemble dans une solidarité sans faille et de mener l'action sur la base de l'accord du 23 juin dernier ».

M. Marchais a estimé d'autre part, au sujet du débat interne au parti communiste, que M. Fiszbin « n'est pas communiste ».

Il a ajouté : « Ce démocrate qui vient nous donner des leçons, ANDRÉ LAURENS.

nous l'avions élu au comité central lors du dernier congrès. C'est lui qui a démissionné. Quand on est si sûr de ses idées, on ne s'en va pas. Il a été élu sur ses positions et c'est par là que M. Marchais a ajouté : « Si vous ne respectez pas nos statuts, vous n'êtes pas communistes ». Or, à l'époque, M. Fiszbin n'a pas respecté ces statuts puisqu'il a constitué une « tendance ».

M. Fiszbin a répliqué samedi, au secrétariat général du P.C.F., en raillant que la direction du parti « n'a jusqu'à ce jour, jamais accepté de faire connaître aux communistes le contenu de sa lettre de démission du comité central, en novembre 1979 ». « Il serait injustifiable », a déclaré M. Fiszbin, après les déclarations de Georges Marchais, que ce secret ne soit pas levé et que la lettre de démission du comité central ne soit intégralement communiquée aux délégués du vingt-quatrième congrès ».

M. DELANOE (P.S.) SE DIT « CHOQUÉ » DE L'ACCUEIL RÉSERVÉ AU REPRÉSENTANT POLONAIS

M. Bertrand Delanoe, porte-parole du P.S., a commenté lundi matin 8 février les travaux du XXIV^e congrès du P.C. Il a relevé deux « symboles » : le premier concerne « la fierté et l'émotion » exprimées par des militants pour marquer leur appartenance au gouvernement ; le second concerne l'accueil réservé par ces mêmes militants au représentant du P.O.U.P. M. Delanoe a jugé « très sympathique » le premier symbole ; il s'est dit « choqué » du second contact : « C'est-à-dire que le P.O.U.P. a osé se présenter pour mériter de tels témoignages de sympathie ? ».

M. Delanoe a ensuite relevé plusieurs « contradictions » dans les débats du congrès, qu'il attribue au fait que le P.C. a refusé de traiter de façon critique deux problèmes, à savoir son propre comportement, entre 1977 et 1981, et son jugement sur les pays de l'Est. Le porte-parole du P.S. a demandé : « Comment le P.C. peut-il juger positive l'action du gouvernement et dénoncer la politique d'union de la gauche entre 1977 et 1981 ? Comment peut-il souhaiter instaurer une société pluraliste et continuer de cautionner le système qui prévaut à l'Est ? Ces contradictions rendent le discours communiste « moins convaincant », a conclu M. Delanoe.

STAGE DE PSYCHANALYSE

L'ENFANT, LA PSYCHANALYSE ET LES INSTITUTIONS
du 19 avril au 14 mai 1982 (60h)
L'ENFANT ET LE LANGAGE
du 26 avril au 11 juin 1982 (60h)

Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. : 821.63.64 poste 15.97 ou 829.23.00

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1926 LEAVENWORTH STREET AT UNION,
SAN FRANCISCO, CALIFORNIA 94133 U.S.A.

For students who wish to participate in a 9-week program in management from

April 19 - June 18, 1982

in San Francisco, California

are an engineer or have a university diploma

You may apply to the EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

The 30 participants in this program will receive, upon completion, a certificate of graduate studies in management.

Selection and admission tests for the European University of America are directed for France by Institut Supérieur de Gestion Application before February 20, 1982 European University of America c/o Institut Supérieur de Gestion... 8 RUE DE LOTA, 75116 PARIS - FRANCE

Other programs : Summer Session July 12 - Sept 10 Full year Session November 82 - October 83

Jeune Université



Directeur général

300.000 F

La filiale française d'un important groupe international spécialisé dans la fabrication et la vente d'accumulateurs électriques, recherche son Directeur Général. Basé en proche banlieue parisienne, il rendra compte directement à la Maison-mère, située à l'étranger et prendra en charge l'ensemble des activités de cette filiale (environ 100 personnes). Bénéficiant d'un soutien efficace de la part du groupe, il sera surtout jugé sur sa capacité à développer l'outil existant. Ce poste s'adresse à un cadre dirigeant, âgé de 35 ans minimum, doté d'une solide formation d'ingénieur (électricité, électronique...) ou équivalent et pouvant justifier d'une expérience réussie dans une fonction de Direction d'une unité autonome en France. Préférence sera donnée à un candidat ayant déjà une bonne connaissance du secteur des accumulateurs électriques et/ou de leurs applications commerciales ainsi que l'habitude des procédures de reporting en vigueur dans les groupes internationaux. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 300.000 francs et pourra être supérieure si les compétences offertes le justifient. Voiture fournie. Ecrire à J.M. JACLOT à Paris. Réf. A2170M

Responsable exploitation informatique

250.000 F

GRACE - Pour faire face à l'expansion soutenue de ses activités en Europe (chiffre d'affaires : 750 millions de dollars - 8.300 personnes) le Groupe GRACE a entrepris de développer un système de traitement de l'information commun à ses différentes filiales européennes et recherche le Responsable d'Exploitation de son centre Européen de Traitement. Situé à Epemont (à 45 minutes au Sud-Ouest de Paris) ce centre informatique utilise les techniques les plus élaborées (bases de données, temps réel), il est équipé de 2 ordinateurs IBM 4341 exploités en DOS/VSE migrant MVS et reliés aux divers sites européens par des terminaux B100. Agé de 32 ans minimum, ce Responsable aura la charge complète du dispositif de production informatique et veillera à l'adéquation permanente des moyens matériels, logiciels et humains avec les projets en cours. Ce poste s'adresse à un candidat possédant une réelle maîtrise du hardware et du software IBM, un sens pout de l'organisation et de la planification et une aptitude reconnue à animer une équipe (25 personnes). L'exercice de responsabilités similaires dans un centre de traitement relié à des sites éloignés ainsi qu'une expérience vécue de migration VSE en MVS constitueront de très solides atouts. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de l'ordre de 250.000 francs pourra être supérieure si le niveau du candidat retenu le justifie. Ecrire à J.M. JACLOT à Paris. Réf. A2174M

Développement des ressources humaines

Rhône-alpes

Une importante société industrielle, filiale d'un groupe international, recherche son responsable du développement des ressources humaines. Dépendant de la Direction Générale, sa mission sera d'élaborer, proposer et mettre en œuvre les politiques et systèmes de gestion prévisionnelle du personnel et son action portera sur l'ensemble des collaborateurs (cadres, ETAM, ouvriers) des différents établissements. Dans le cadre d'une structure participative, il se consacra principalement à la prise en charge des aspects dynamiques et innovateurs de la fonction. Cette opportunité s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur de préférence (quelle qu'en soit la discipline) âgé de 33 ans au moins et possédant une connaissance et une expérience approfondies des principaux domaines de la gestion du potentiel humain. Elle aura été acquise dans une entreprise industrielle et/ou portera idéalement sur toutes les catégories concernées (cadres, ETAM, ouvriers). De réelles perspectives de carrière peuvent être envisagées à moyen terme. La rémunération, largement ouverte, sera liée à l'acquis et au potentiel du candidat retenu. Elle saura motiver un élément de premier plan. Ecrire à R. DAUDIN à Villeurbanne. Réf. A3625M

Spécialiste système

180.000 F

GRACE - Pour faire face à l'expansion soutenue de ses activités en Europe (chiffre d'affaires : 750 millions de dollars - 8.300 personnes) le groupe GRACE a mis en place un système d'information commun à ses différentes filiales. Ce très important projet, en cours de réalisation, intégrera à terme l'ensemble des fonctions des sociétés européennes du groupe : comptabilité, vente, production, personnel... Faisant appel aux techniques les plus élaborées (bases de données, temps réel) il repose sur un réseau d'ordinateurs 2 x 2 IBM 4341 et de 12 terminaux B100, exploités en DOS/VSE migrant MVS. Afin de renforcer l'équipe Système de son centre informatique Européen, situé à 45 minutes au Sud-Ouest de Paris, GRACE recherche aujourd'hui un Spécialiste Système qui sera chargé de la maintenance du software de base et qui assistera les secteurs Analyse, Programmation et Exploitation dans le cadre du développement des projets. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur Système ou un Programmeur Système expérimenté d'environ 3 ans, familiarisé avec l'environnement IBM et possédant une connaissance pratique approfondie en Assembleur DL1, CICS, VTAM. La pratique courante de l'anglais est indispensable et quelques déplacements à l'étranger sont à prévoir. Le salaire annuel sera de l'ordre de 180.000 francs et pourra être supérieur si le niveau du candidat retenu le justifie. Ecrire à J.M. JACLOT à Paris. Réf. A2175M

Jeune directeur administratif et financier

180.000 F

Rhône-alpes - Une PMI française (125 personnes) de l'industrie mécanique appartenant à un groupe leader sur son marché recherche dans le cadre de son développement son Directeur Administratif et Financier. Rendant compte au Directeur Général, il aura la responsabilité dans un premier temps de toute la fonction comptable et financière de l'entreprise (comptabilité, trésorerie, investissements, fiscalité...), de l'informatique et de l'administration du personnel. Progressivement, il aura à mettre en place la comptabilité analytique et le contrôle de gestion, et à développer l'informatique. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé ESC ou équivalent + DEC2, âgé d'au moins 28 ans et possédant au minimum une pratique de quatre à cinq années de la comptabilité et de la gestion financière. Elle aura été idéalement acquise au moins partiellement dans une PME à caractère industriel. Compte tenu de la taille de l'entreprise, ce poste exige des capacités à la fois conceptuelles et de réalisation dans des domaines techniques. Des perspectives d'évolution à moyen terme sont envisageables au sein du groupe. La rémunération sera de l'ordre de 180.000 francs voire plus si l'acquis professionnel du candidat retenu le justifie. Ecrire à R. DAUDIN à Villeurbanne. Réf. A3626M

Futur directeur de la logistique

Normandie

polyGram - Cette société de fabrication et de distribution de disques, musiques et vidéos, est une filiale commune aux groupes PHILIPS et SIEMENS. Elle recherche, pour son usine de Louviers, son Futur Directeur de la Logistique Industrielle. Véritable interface entre les sociétés commerciales du groupe d'une part et les ateliers de fabrication et la sous-traitance d'autre part, il prendra d'emblée la responsabilité d'un service logistique comprenant environ 30 personnes dont 3 cadres. A moyen terme, il élargira ses responsabilités à la fonction achats et relations avec les fournisseurs. Ce poste charnière conviendrait à un jeune ingénieur âgé d'au moins 27 ans et maîtrisant bien l'anglais. Il aura, à travers une première expérience industrielle de la production, fait preuve du sens de l'organisation et de la capacité d'encadrement nécessaires pour prétendre à un poste évolutif. Ecrire à J. SCARINOFF à Paris. Réf. A2064M

Conseiller technique de haut niveau

Electronique

Nous recherchons pour l'un de nos clients, important groupe industriel, un homme très qualifié en électronique qui, rattaché à la Direction d'une division, conseillera celle-ci au niveau des orientations techniques à prendre dans le moyen et long terme. Pour cela, il devra appréhender les plus récentes évolutions techniques et technologiques du domaine de l'électronique en entretenant un contact permanent, en France comme à l'étranger, avec les laboratoires de recherches de l'industrie ou de l'enseignement. Ce poste très fonctionnel et de liaison, ne peut concerner qu'un scientifique de haut niveau, ayant une qualification poussée en électronique générale (même cycle par exemple) et s'exprimant facilement en anglais et en allemand. Le candidat retenu aura en outre une expérience professionnelle et des entrées dans les milieux de l'enseignement, de la recherche ou de l'industrie qui travaillent sur des technologies de pointe en électronique. La rémunération de départ, fonction du niveau de compétence offert, saura être attractive pour un candidat de valeur. La plus grande confidentialité est assurée dans cette recherche. Ecrire ou téléphoner à G. MASSON à Paris. Réf. A1132M

Ingénieur chef de département

Normandie

Moulage plastique - La filiale française d'un groupe multinational, leader sur ses marchés (emballages plastiques pour pharmacie, cosmétologie et parfumerie) recherche, pour faire face à son développement, un ingénieur responsable du département Injection Plastique. Sous l'autorité du Directeur d'Usine et assisté d'un cadre de production et d'un cadre responsable de la conception des moules, il se verra confier la responsabilité humaine (80 personnes), technique (quantité, qualité, délais, coûts) et organisationnelle d'un atelier de 80 presses. Il sera également chargé de la promotion de nouvelles méthodes et de l'évolution des moyens de production (machines et moules). Ce poste conviendrait à un ingénieur (Arts et Métiers ou équivalent) ayant acquis une expérience de production et d'encadrement dans le domaine des matières plastiques en général, et de préférence dans la fabrication de petites pièces techniques injectées. La connaissance de l'anglais est souhaitée. La rémunération annuelle sera fonction du niveau de compétence du candidat. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A2124M

Chef de projet

Banlieue nord

Informatique de gestion - Filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, cette société spécialisée dans la production et la vente de biens d'équipement, recherche un Chef de Projet. Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, il devra, en un premier temps, rationaliser les diverses applications informatiques existantes et permettre une utilisation optimale de l'ordinateur IBM 34 de l'usine. Ensuite, il participera activement à la mise en place du plan informatique à 3 ans en tenant compte des besoins des utilisateurs (siège, usines, agences et concessionnaires). Ce poste conviendrait à un (e) diplômé (e) de l'enseignement supérieur, possédant la maîtrise de la conduite de projets d'analyse (production de cahiers des charges, encadrement...) ayant déjà participé à la conception et à l'organisation de systèmes informatiques. La connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle sera fonction des compétences du candidat. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A1172M

Cadre comptable et de gestion

180.000 F

Moselle - Une société industrielle de caractère international recherche pour son usine française (700 personnes) le chef des services administratifs et comptables. Sous l'autorité de la direction générale, il assurera les services comptables (comptabilité générale et analytique, budgets, contrôle de gestion), l'informatique, personnel, achats, expédition et douane. L'une de ses premières missions consistera à réduire l'implantation de l'informatique dans le but de rendre plus efficaces les services aux utilisateurs et notamment dans le domaine de la gestion de production. Ce poste intéresse un candidat de formation supérieure (ESG étou de gestion), âgé de 35 ans au moins et pouvant justifier d'une expérience similaire acquise au sein d'une entreprise industrielle. Ses talents d'organisateur ainsi que d'homme de contact devront être confirmés et il lui faudra pratiquer couramment l'allemand. Le niveau de rémunération ne sera pas inférieur à 180.000 francs annuels pour un candidat répondant au profil demandé et pourra être supérieur si l'expérience le justifie. Ecrire à F. WILLIGSECKER à Strasbourg. Réf. A6111M

Recherches, exploitation et marketing statistiques

Banlieue nord-ouest

Cette société de renommée internationale dans le domaine de la recherche Marketing a réussi depuis longtemps son implantation française qui connaît toujours un développement croissant. Afin d'éclaircir l'organisation existante, elle souhaite recruter un cadre de haut potentiel pour renforcer son activité de recherches statistiques. Partie prenante à l'animation d'une jeune équipe d'ingénieurs et de programmeurs, il devra, dans le cadre des applications dont il sera entièrement responsable, intervenir sur les projets (études préliminaires - statistiques - faisabilité...), déterminer après étude du problème en clientèle, les schémas de traitement des données, utiliser au mieux son savoir-faire et les outils statistiques et informatiques, et obtenir des services internes les données nécessaires avant de présenter la synthèse des études réalisées. Ce poste, qui implique également une seconde dimension, importante, de "Recherches" (nouvelles méthodes, rationalisation...) conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de solide formation initiale (ENSAE - ISUP - Ecoles d'ingénieurs - DES Statistiques...) qui, après environ 5 années d'expérience professionnelle réussie comme consultant ou responsable d'études statistiques dans une société de produits de grande consommation par exemple, désirerait évoluer au sein d'une entreprise qui percevra son intégration en termes de "développement". Dans cet esprit, la rémunération saura tenir compte de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Ecrire à J. HAYATRE à Paris. Réf. A2171M

Jeune contrôleur de gestion

Banlieue nord

Filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, cette société, spécialisée dans la production et la vente de biens d'équipement, recherche un Jeune Contrôleur de Gestion (homme ou femme). Rattaché directement au contrôleur de gestion de l'entreprise, il participera à la définition des procédures de gestion, à l'élaboration des budgets et des comptes d'exploitation, à la mise en place et au suivi d'un système de prix de revient usine, à l'établissement et au suivi des tableaux de bord, ainsi qu'à des analyses financières. Dans le cadre de ses activités, il devra proposer des actions correctives. Ce poste conviendrait à un (e) candidat (e) diplômé (e) de l'enseignement supérieur (ESCAE ou ingénieur ayant complété sa formation vers la gestion) possédant une première expérience du contrôle de gestion et de la comptabilité générale et industrielle. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle sera fonction des compétences acquises. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A2173M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini - 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505.14.30

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich

POLITIQUE

DANS UNE INTERVIEW AU « SUNDAY TIMES »

M. Giscard d'Estaing s'attribue le mérite de la modération de l'U.R.S.S. au début de la crise polonaise

De notre correspondant

Londres. — Dans une interview au *Sunday Times* publiée le dimanche 7 février, M. Giscard d'Estaing s'attribue le mérite de la retenue manifestée par l'U.R.S.S. durant les premiers mois de la crise polonaise. Il considère qu'il s'agit d'une conséquence de son voyage controversé à Varsovie en mai 1980, quelques mois après l'intervention soviétique en Afghanistan.

L'ancien président de la République revient d'abord sur cette rencontre avec M. Brejnev : « Les communications entre Washington et Moscou étaient proches, totalement inopérantes, dit-il aussi, si je dois aller dire à Brejnev que j'avais rencontré chaque année (il) que cette fois (il) les Soviétiques étaient allés trop loin, que cette sorte de chose pouvait être faite à la détente qu'ils souhaitaient », M. Giscard d'Estaing croit que son « comportement de Varsovie » est responsable de la modération de Moscou pendant les quatre premiers mois d'existence du syndicat Solidarnosc : « Bien entendu (les Soviétiques) souhaitaient la réduire dans le départ, mais ils ont reculé parce que je leur avais fait comprendre les conséquences ».

Interrogé sur l'affaire des diamants, M. Giscard d'Estaing croit qu'il s'agit d'une campagne de délégitimation orchestrée par la gauche « quand celle-ci a réalisé qu'elle ne pouvait pas me battre électoralement ». Les accusations de complot, de trahison, et d'abus de pouvoir ne pouvaient pas être évitées. « On a écrit, déclare-t-il au *Sunday Times*, que j'avais reçu des diamants

de vingt-quatre carats. Je ne pense pas que de telles pierres puissent être trouvées en Centrafrique. Je crois, à la bonne foi, je ne pourrais me résoudre à répondre ».

L'ancien président de la République indique que les cadeaux de Bokassa n'avaient pas une grande valeur, que de Gaulle et Pompidou avaient reçu des présents semblables de Rhodésie, et que lui-même avait eu du roi du Maroc des cadeaux beaucoup plus précieux. Tout a été donné à des moments : les diamants ont été vendus à Moscou (1974 et 1977) et une fois à Varsovie (1980). Il n'y avait aucun complot franco-soviétique, mais il y avait eu une déclaration dans laquelle il exprimait leur volonté de « se réunir à l'avenir sur une base égale ».

(2) M. Giscard d'Estaing, par la suite, demanda à Mme Anne-Elizabeth Montet, qui l'avait interviewé, de ne pas transmettre ce qu'il avait dit sur les diamants, arguant du fait qu'il s'agissait d'un « fait divers ». Ce qui n'aurait pas été pris en compte par l'interlocuteur, mais qui a été pris en compte par le journaliste du *Sunday Times* (1). — D.V.

Les jeunes giscardiens : l'« entrisme » tous azimuts

Afin de préparer les futures élections locales, le Mouvement des jeunes giscardiens a réuni, en conseil national extraordinaire, l'ensemble de ses responsables départementaux, dimanche 7 février, à Charente.

Après la réunion à huis clos du matin, les deux cent quatre-vingt-douze membres du M.J.G. répartis sur toute la France, l'après-midi a commencé un peu comme une séance de patronage, avec le président d'un montage audiovisuel des neuf derniers mois, réalisé par le comité de Charente. Comme au guichet, on a applaudi les « succès » et on a applaudi les « échecs ». D'un côté, M. Giscard d'Estaing qui « avec grandeur a su accueillir son successeur », de l'autre, « messieurs les socialistes » qui « ont mené une lutte sans merci ».

L'apprentissage de l'opposition n'est pas toujours facile. Les plus dynamiques se sont efforcés de faire partager leurs premières expériences et ont encouragé les autres à partir à la découverte du monde du travail, du monde syndical, de la vie associative en cherchant à « nouer » les organisations qui les repré-

sentaient. Outre cette pratique de l'« entrisme », M. Patrick Gérard, délégué général du mouvement depuis octobre 1981, a présenté la stratégie définie, venue par le bureau politique en vue des élections cantonales. Il a dénoncé « l'échec total de la politique gouvernementale » et a appelé à l'action des jeunes giscardiens devant toujours s'inspirer de cette formule célèbre : « le changement dans la continuité ».

La continuité, c'est évidemment la fidélité à l'ancien président de la République. « Nous sommes fiers d'avoir voté Giscard, ne serons pas ceux qui ont voté pour un président qui a mis les amis de Jaurès à la gouvernance », a proclamé le délégué général du M.J.G. Il a ajouté : « Nous sommes persuadés que, plus on avancera dans le temps, plus on s'apercevra que le septennat de Giscard d'Estaing est un jour, au-delà des partis politiques existants, une grande formation libérale. Il faudra que cette formation propose aux Français une autre voie que le socialisme. Et nous sommes sûrs que le meilleur pour inspirer cette formation est Valéry Giscard d'Estaing. (1) — C.F.-M.

RÉUNI EN CONSEIL NATIONAL

Le CNIP cherche un nouveau « bon sens »

Le Centre national des indépendants et paysans réunit, samedi 6 février, à Paris, son conseil national. M. Philippe Malaud, confirmé dans ses fonctions de président, lors du dernier conseil, a ouvert la séance en position de son parti qui, « déjà dans une demi-opposition durant le dernier septennat », entend se placer « dans la perspective d'une confrontation totale avec le socialisme », sans aucun complexe ni souci de nuancer ses critiques ».

Il s'est félicité des bonnes relations entretenues avec le R.P.R. pour lequel le CNIP avait appelé à voter et qui était représenté par M. Jacques Toubon, député de Paris, et a regretté l'absence de concertation avec l'U.D.F. Un rapprochement paraît peu probable si l'on en juge à la qualité de l'accueil réservé à M. Jacques Toubon et, par conséquent, la vigueur des attaques portées contre la politique giscardienne.

A l'ouverture de la réunion, M. Raymond Bourguin, sénateur et maire adjoint de Paris, a annoncé que son parti soutiendrait M. Jacques Chirac aux élections municipales.

M. Raymond Brun, sénateur de la Gironde, a évoqué les thèmes chers au CNIP : « liberté, autorité, nation », tandis que M. Michel Junot, député à l'Assemblée européenne et maire adjoint de Paris, s'en prenait à M. Giscard d'Estaing « qui, force de critique, veut que l'Union européenne soit administrée par la social-démocratie, la force de vouloir la détente à l'extérieur et la décapitation à l'intérieur en est pratiquement arrivé

à écarter les Français à voter socialistes et à être la cause de sa propre perte ».

M. François-Xavier Parent, secrétaire général du CNIP, a affirmé : « Notre organisation n'est absolument entachée de rien, nous sommes une organisation qui ne s'inscrit pas dans le cadre de la gauche, nous sommes une organisation qui n'admet aucune compromission avec le socialisme, même nous la forme de ce socialisme qui s'est déformé la rue à force de loucher à gauche ».

Après l'intervention de M. Toubon et un court débat qui a permis de faire apparaître une volonté de « dédoublage » du CNIP, dont certains élus sont d'avis de « des notables des milieux », M. Philippe Malaud a tiré les conclusions de ces travaux. Il a notamment déclaré : « Pour trouver un bon programme, il suffirait de proposer dans chaque commune à peu près la contraire de ce qui se fait actuellement. La politique actuelle faussement européenne et atlantique est socialement neutrale et prosociale. La liberté et la sécurité des Français sont menacées. Dans le domaine économique, les décisions des socialistes communistes ont conduit à la concurrence internationale et conduisent à la liquidation des réserves financières laissées par M. Raymond Barre. » M. Malaud a conclu : « L'Union européenne, version française de la révolution conservatrice » de M. Reagan. Elle se traduit dans leur nouveau slogan : « L'Europe dans le bon sens. » — C.F.-M.

INVITÉ DE L'ÉMISSION R.T.L. - « LE MONDE »

M. Jean Lecanuet : il faut que la France reçoive sa leçon de choses de la gauche

Invité du grand jury R.T.L. le dimanche 7 février, M. Jean Lecanuet (C.D.S.), sénateur-maire de Rouen, a estimé que l'U.D.F., dont il est le président, a « plusieurs leaders présidentiables », mais que la question du choix du candidat ne se posera que dans les « deux ans qui précéderont l'échéance ».

Il a donné raison à l'ancien président de la République dans sa volonté de se tenir sur la réserve : « Sa démarche est celle d'un observateur », a-t-il précisé. Selon M. Jean Lecanuet, ce qui importe, ce n'est pas que l'U.D.F. et le R.P.R. soient comme « deux courants de fond, jaloux de passer l'un devant l'autre », mais que ces deux formations s'entendent pour « arrêter ce glissement de la France vers le socialisme que l'on connaît mal mais dont on voit que finalement il se laisse glisser peu à peu sur la pente tracée par le parti communiste ».

Il a estimé que si l'alliance socialiste-communiste a pu « résister à la tragédie polonaise », c'est sur « le terrain économique et social » que se joue la séparation. Dans l'hypothèse d'une rupture, il faut que le pays se prononce : « Il faut une dissolution de l'Assemblée nationale », et pas a-t-il dit.

de ralliement », a-t-il affirmé en précisant ainsi sa pensée : « La gauche a trop fait rêver les Français. Elle leur a tout promis : le bonheur, l'avancement, le repos, le développement de revenus, tout, tout, tout, ce qu'ils pouvaient désirer. Il faut que la France reçoive sa leçon de choses de la gauche. Il faut qu'elle voie ce qu'est que d'être administrée par la gauche. Elle jugera sur les faits, sur les impôts, sur le chômage ».

Interrogé sur la politique gouvernementale, il a considéré que la France était « en guerre économique » et que « le dépit des Français, ainsi de suite de la politique, c'est de sauver leur pays ». Les Français sont éberlués, a-t-il dit, ils cherchent qui a tort et qui a raison. Il faut laisser les faits parler. Le président de l'U.D.F. a encore affirmé que « si les communistes et les socialistes ont administré la majorité, la libération de l'enseignement, qu'ils n'ont jamais supportée, était condamnée ».

A propos de la défense européenne, il a déploré que l'Europe se contente de discuter, mais que l'action ne soit pas. « La surdité de l'alliance socialiste-communiste passe par l'absence, l'absence et le verbalisme », a-t-il dit.

Les communistes ont célébré le 20^e anniversaire de la tuerie de Charonne

Les trois jeunes gens interpellés samedi 6 février par le service d'ordre du P.C. et de la C.G.T. lors de la manifestation célébrant le vingtième anniversaire de la tuerie du métro Charonne (le *Monde* daté 7-8 février) et qui avaient été emmenés au commissariat Saint-Marguerite dans le onzième arrondissement, ont été remis en liberté. Ces trois jeunes gens, en compagnie de quelques autres, avaient lancé sur les personnes du service d'ordre des sacs de sang de porc frais ainsi que des tracts intitulés « Les socialistes rétrogrades », « Les communistes à la prochaine », « Régions la dette polonaise », « Liquidons nos institutions ». Les trois participants à cette opération ont été libérés, mais ont été reversés par un procureur institué « Les inconnus du 6 » ont été libérés. Une procédure judiciaire est en cours.

An cours de la cérémonie, qui a rassemblé près de mille cinq cents personnes, M. Malberg, secrétaire de la fédération de Paris du P.C., a déclaré : « C'est la fois de plus nous venons d'écrire une page d'histoire de notre pays avec le sang des travailleurs », et a salué la présence de membres des familles des victimes. M. Paul Laurent, secrétaire du comité central, a rappelé que « les coupables n'avaient pas été châtiés », s'en est pris à M. Maurice Papon, alors préfet de police, « qui avait commencé sa carrière pendant la guerre à Bordeaux en contribuant à la déportation de juifs », et à M. Roger Frey, à l'époque ministre de l'Intérieur, aujourd'hui président du Conseil constitutionnel qui « s'occupe uniquement d'entraver les réformes démocratiques adoptées par l'Assemblée nationale ». M. Paul Laurent s'en est pris également à la manière dont les journaux de la « fausse gauche » avaient rendu compte à l'époque de l'événement. De son côté, M. Georges Séguier, faisant allusion à la situation en Pologne, a déclaré : « En matière de liberté, de démocratie, les communistes ont été les premiers à se battre. Les contre-maîtres avaient accablé auparavant sur la façade d'un immeuble un portrait de Staline avec cette citation : « La liberté est l'essence ».

Le sang des travailleurs », et a salué la présence de membres des familles des victimes. M. Paul Laurent, secrétaire du comité central, a rappelé que « les coupables n'avaient pas été châtiés », s'en est pris à M. Maurice Papon, alors préfet de police, « qui avait commencé sa carrière pendant la guerre à Bordeaux en contribuant à la déportation de juifs », et à M. Roger Frey, à l'époque ministre de l'Intérieur, aujourd'hui président du Conseil constitutionnel qui « s'occupe uniquement d'entraver les réformes démocratiques adoptées par l'Assemblée nationale ». M. Paul Laurent s'en est pris également à la manière dont les journaux de la « fausse gauche » avaient rendu compte à l'époque de l'événement. De son côté, M. Georges Séguier, faisant allusion à la situation en Pologne, a déclaré : « En matière de liberté, de démocratie, les communistes ont été les premiers à se battre. Les contre-maîtres avaient accablé auparavant sur la façade d'un immeuble un portrait de Staline avec cette citation : « La liberté est l'essence ».

PRESSE

Les accords de zones dans le Centre-Ouest réduisent la diversité des titres

De notre correspondant

Limoges. — Le quotidien *limousin* le *Populaire du Centre*, imprimé à Limoges, s'apprête à abandonner son édition de Dordogne. Ce retrait, prévu samedi 13 février, coïncidera avec la disparition, le même jour, des trois éditions limousines de *Centre-Presse*, qui se répartira sur son centre d'impression de Poitiers, et deviendra ainsi un quotidien départemental.

Cette restructuration n'entraînera pas de licenciements des journalistes. Les collaborateurs limousins de *Centre-Presse* seront repris par le *Populaire du Centre* et la *Montagne*, deux quotidiens du groupe *Centre-France* qui couvrent la région limousine ; les journalistes périgourdiens seront intégrés au groupe *Sud-Ouest* de Bordeaux, lequel fait ainsi son vaste mouvement de restructuration qui affecte la presse quotidienne régionale au sud de la Loire. Cette opération pourrait être liée à l'avenir du dernier réduit de *Centre-Presse*, la Vienne, dont il est de notoriété publique qu'il intéresse le groupe *Sud-Ouest*.

L'abandon de la région limousine par M. Robert Berrant, propriétaire de *Centre-Presse*, n'est pas, semble-t-il, lié à un accord financier direct. Il pourrait, par contre, avoir été négocié dans le cadre de la vente du *Berry républicain* de Bourges par le même Robert Berrant au groupe *Centre-Presse* (la *Montagne*).

Ces divers « accords de zones » sont complétés par un retrait de *Centre-Presse* du département du Lot, au bénéfice de la *Dépeche du Midi*, et par la vente de son édition aveyronnaise au *Midi libre* de Montpellier (le *Monde* daté 12 janvier). C'est un peu de plus vers la monopolisation de l'information régionale quotidienne dans cette « zone frontalière » du Centre-Ouest qui se caractérisait encore jusqu'à présent par une pluralité des organes d'information assez exceptionnelles en France : *Centre-France* se réserve le Limousin, *Sud-Ouest* la Périgord et la *Dépeche du Midi* le Quercy. Il ne reste

plus, en face de ces trois grands quotidiens régionaux, que le quotidien communiste de Limoges, l'*Echo du Centre*.

Dans un communiqué publié le 5 février, les syndicats C.G.T. du Lot et les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. des journalistes du *Populaire du Centre*, tout en prenant acte du fait que « cette suppression d'éditions n'entraîne pas de licenciements », s'élève contre le principe de ces « accords de zones » qui ont « notamment pour conséquences de priver trois mille lecteurs de la Dordogne de leur quotidien présent dans ce département depuis 1965 ».

Les trois organisations syndicales, « fidèles aux positions traditionnelles renouvelées », réaffirment leur opposition à cette logique de la pratique par les grands groupes de la presse régionale au détriment de leurs lecteurs et de la pluralité de l'information. Elles en appellent aux pouvoirs publics pour que « la législation toujours en vigueur depuis les ordonnances de 1944 soit enfin respectée ».

Par ailleurs, on apprend que M. Paul Simon, a été nommé général du groupe *Centre-France* ; il remplace à ce poste le « patriarche » du quotidien la *Montagne*, Pierre Malberg, qui a quatre-vingt-trois ans, qui demeure conseiller à la direction du quotidien.

GEORGES CHATAN.

[Entré à la *Montagne* en 1945, M. Paul Simon est, depuis 1980, P.-D. G. du *Journal du Centre*, de Nevers, et également administrateur du *Populaire du Centre* et du *Berry républicain*.]

André Fontaine

Un seul lit pour deux rêves

Histoire de la «détente» 1962-1981

C'est toute l'histoire de l'après guerre froide qui se déroule comme un film implacable.

Hélène Carrère d'Encausse, LE MONDE

Chaque page incite à la réflexion... Un seul lit pour deux rêves est au cœur de notre actualité.

Jean Bothorel, LE MATIN

On admire sans réserve le sang-froid de l'auteur.

Jacques Julliard, LE NOUVEL OBSERVATEUR

Une analyse politique d'une admirable clarté.

Denis Buican, LE MATIN

Un tour de force... Ici, la lecture, sérieuse, demeure un plaisir.

Annie Kriegel, LE FIGARO

Indispensable... Un livre qui se lit et se déguste mieux que cinq feuilletons télévisés.

Pierre Ysmal, SUD-OUEST DIMANCHE

Fontaine rend aux personnages l'épaisseur humaine trop souvent gommée dans les récits d'analyse géopolitique.

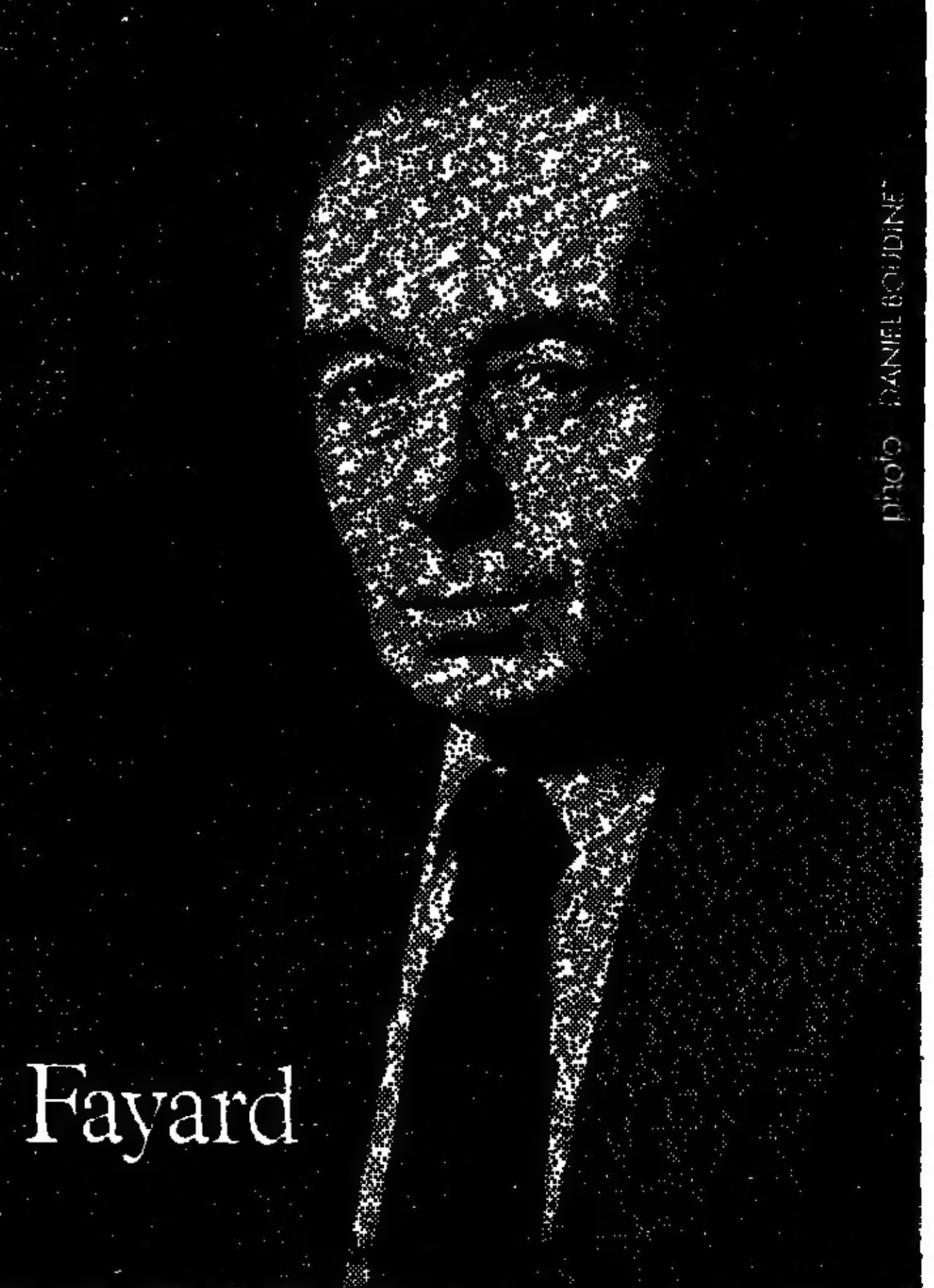
Michel Faure, LIBERATION

Tout le talent de l'auteur consiste à faire croire à la simplicité de son propre travail.

Bernard Lecomte, LA CROIX

Un pavé qui se lit comme un véritable roman.

André Rivier, LE TELEGRAMME DE BRESI



Fayard

Le Monde

Société

A PARIS

Un asile pour fugueurs

Chaque année, trente mille jeunes, d'après les chiffres officiels, font une fugue. Seules réponses, pour l'instant, à cet appel des adolescents en rupture, le square, la rue ou le café, et, à plus ou moins brève échéance, le cabinet du juge ou le poste de police — où le dialogue avec la famille reprend alors dans des conditions difficiles.

Une structure de médiation — Point Jeunes — entre les jeunes fugueurs et leurs familles, est proposée depuis le 25 janvier par

l'association la Sauvegarde de l'adolescence : à toute heure du jour ou de la nuit, un jeune en crise peut être accueilli et quelquefois hébergé par une équipe de sept professionnels. Là, en gardant éventuellement l'anonymat, le jeune fugueur peut trouver, quarante-huit heures durant, d'après le docteur Jean Bieker, instigateur de ce centre, « l'asile dont il a besoin ». Un accord du procureur général de Paris a été obtenu, afin que les responsables de ce centre ne soient pas passibles de « détournement de mine ».

Après ce répit, trois solutions s'offrent au jeune : reprendre contact avec sa famille, faire appel à un juge pour enfants, ou même, en toute impunité, reprendre éventuellement son errance si tel est son choix. En accord avec ses parents ou avec le tribunal, le jeune peut choisir aussi de rester, pour une durée de huit jours au plus, dans le centre d'accueil, afin d'aménager dans les meilleures conditions son retour à une vie ordinaire.

Le fonctionnement administratif du centre comporte une triple originalité adaptée au caractère préventif de son action : la présence à terme autour de l'équipe du centre d'une cinquantaine de bénévoles qui, momentanément accueillis quelques heures, la budgétisation des ressources du centre (2,4 millions de francs) qui échappe ainsi aux contraintes du p. r. x. e. journalier ; la collaboration honnête avec les services de police, qui se sont engagés à ne pas enquêter sur place puisque ce centre ne doit accueillir ni délinquants ni drogués. « Il y a des seuils de tolérance, déclarent ses responsables, à ne pas dépasser si ce centre veut rester un lieu d'accueil et de prévention ».

Une permanence téléphonique est enfin assurée vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans un centre qui se veut aussi ouvert aux familles qu'aux jeunes.

NICOLAS BEAU.

* Point Jeunes Paris, 121, boulevard Diderot, 75012 Paris. Tél. : 347-46-40.

DÉFENSE

LE NIGÉRIA A PRIS OFFICIELLEMENT POSSESSION DE SES TROIS CANONNIÈRES CONSTRUITES A CHERBOURG

De notre correspondant

Cherbourg. — Bloqués dans l'arsenal de Cherbourg parce qu'ils contestent le financement de ces trois canonnières, les Nigériens ont finalement accepté de les recevoir. Les trois canonnières, construites pour le compte du Nigeria, ont été officiellement prises en possession par le Nigeria, trois jours après leur livraison à Cherbourg.

Il s'agit, en effet, d'un « prêt » de trois canonnières officiellement au Nigeria, mais les canonnières sont restées à Cherbourg. Les trois canonnières, construites pour le compte du Nigeria, ont été officiellement prises en possession par le Nigeria, trois jours après leur livraison à Cherbourg.

Seul le contrat portant sur la livraison du prototype, la vedette Sirt, a été signé le 6 février, mais les équipages ont pu hisser le pavillon de leur pays sur les trois vedettes. Comme le chantier

Brest veut rester fidèle à la marine à vapeur

De notre correspondant

Brest. — La marine nationale envisage, à Brest, de renforter l'un de ses deux derniers bâtiments à vapeur, l'Onée, qui a sombré, à la fin de janvier, dans la Penfeld, cette profonde rivière soumise aux jeux des marées sur les bords de laquelle s'étend l'arsenal.

A l'heure de la marine nucléaire, la présence dans les rangs de la Royale de l'Onée — un petit navire de 30 mètres de long et de 7 mètres de large — et de sa sœur jumelle, l'Averse, peut être considérée comme anachronique. Mais les deux bâtiments ont encore leur utilité. Ils servent au transport de l'eau potable (250 tonnes chacune) destinée à certaines installations de la marine. On les voit parfois, quand l'est est torride, pousser vers les îles assolées de la pointe de Bretagne en crachant des volutes de fumée.

Pendant la dernière guerre mondiale, tous deux furent utilisés comme citernes en Angleterre.

C'est leur rôle depuis 1936, année de leur lancement à Cherbourg. Pour la marine nationale, l'Onée et l'Averse sont en même temps des « musées flottants », auxquels s'attachent des souvenirs des Forces navales françaises libres.

Chaque chaudière de ces deux bâtiments de servitude consomme 250 kilogrammes de charbon à l'heure. Les 55 tonnes de combustible emmenées dans les soutes de ces vieux navires leur donnent, à chacun, une autonomie de 1200 milles (environ 2100 kilomètres) à la vitesse de 8 nœuds (soit 15 kilomètres à l'heure).

L'Onée gît par 8 mètres de fond. Son renforcement devrait être entrepris sous peu. Elle constitue une gêne pour la navigation dans la rivière. Sera-t-elle ramisée en état après son bain forcé ? La décision ne sera prise qu'après la récupération et l'examen de la réparation.

J. DE R.

L'affectation des appelés d'outre-mer en France

Soldats des îles en Bretagne

De notre correspondant

Brest. — « Mais Châteaulin où est-ce ? Je n'avais jamais entendu parler de Châteaulin. J'ai regardé une carte. Je ne suis informé d'un copain qui a fait son service à Brest. Il m'a dit : « Il y a beaucoup à Châteaulin. » Quand Charles Saint-Prix, qui demeure à François, une ville côtière de la Martinique, reçoit sa feuille de route pour effectuer son service national au 41^e régiment d'infanterie à Châteaulin (Finistère), il est un coup sur cœur. « Quand je suis arrivé, j'étais complètement désemparé », ajoute le jeune Martiniquais. Il n'est pas le seul à avoir ressenti cette impression d'éloignement à la descente de l'avion du Commandement du transport aérien militaire (COTAM) qui l'a conduit en France. Plusieurs centaines de jeunes originaires des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) accomplissent chaque année leurs obligations militaires dans des garnisons métropolitaines.

« Chez nous, on a chaud. Ici, il fait froid. On a les pieds et les doigts gelés », se lamente Gérard Lambert, 20 ans, jeune Breton, à presque un climat alpin. « De la Bretagne, je ne connais que la boue. Il y a du froid en grande quantité », ajoute un autre soldat. Pour ce garçon né lui aussi à la Martinique, la pointe de Bretagne qu'il découvre comme tous les soldats des Antilles incorporés au 41^e R.I. est un pays bien froid. Il avait souhaité faire son service en Guadeloupe. Sa demande n'a pas été acceptée, et il en a ressenti une certaine amertume.

En général, quand un conscrit des DOM-TOM apprend son affectation dans un régiment métropolitain, il n'est pas très heureux. Il est déçu de ne pas avoir été retenu dans son département, dans le cadre du service militaire adapté (SMA). De quoi s'agit-il ? Depuis une vingtaine d'années, les jeunes gens des départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) peuvent être

Des cas sociaux

Est-ce à dire que les appelés d'outre-mer dépechés en France sont les moins doués ? Pas nécessairement. Leurs officiers les apprécient. La plupart de ces jeunes gens sont, hélas ! des cas sociaux et des chômeurs. « Je n'ai pas de métier fixe », reconnaît Jean-Pierre Pivert, il habite à Fort-de-France, la capitale de la Martinique. « Mais j'ai le sens de tout savoir faire », s'enorgueillit-il de préciser. Ses camarades prétendent, comme lui, avoir le « don de la débrouillardise ». Beaucoup ne rejoignent pas directement leur île natale. Ils mettent à profit leur facilité d'adaptation pour tenter de trouver un emploi en métropole.

« On n'a pas de travail chez nous. » Leur billet de retour est valable pendant cinq ans. Isolés en Bretagne, où ils souffrent en fait beaucoup plus d'« conditions climatiques que de l'éloignement », les « soldats des îles » se découvrent tout un parent, un cousin lointain, à Paris. Leur première « grande » permission est pour la capitale, non pas pour la visiter, mais pour se retrouver en famille. Bien souvent, le déplacement en train est payé par les œuvres sociales du régiment. En fait, les soldats d'outre-mer quittent rarement la caserne. Pour adoucir leur sort, le colonel Pierre Vinot-Préfontaine, commandant du 41^e R.I., a lancé un appel à la population. Mais très peu de personnes se sont présentées pour recevoir un soldat martiniquais ou guadeloupéen le dimanche.

JEAN DE ROSIÈRE.

RELIGION

JEAN-PAUL II SE RENDRA EN ESPAGNE A LA MI-OCTOBRE

Cité du Vatican (A.F.P.). — La confirmation officielle du voyage de Jean-Paul II en Espagne à la mi-octobre a été faite le 8 février par le porte-parole du Saint-Siège alors que le pape recevait en audience sept évêques espagnols en visite ad limine, dont le président de la conférence épiscopale d'Espagne, Mgr Gabino Díaz Merchán, archevêque d'Orviedo. Dans un discours en espagnol, le pape leur a parlé d'un affai-

blissement du sens religieux et moral en Espagne, du notamment de l'importance des campagnes et à l'influence des médias, « qui préfèrent susciter la sensibilité, favoriser la consommation ou servir certaines idéologies ».

Il a également mis en relief le rôle des prêtres, qui, dans des situations sociales nouvelles, doivent considérer leur accord avec « comme un don de Dieu et non pas comme un lourd fardeau ». Il a enfin invité les évêques à « renforcer la fraternité et la collaboration avec leurs frères ».

SCIENCES

● Le troisième vol d'essai de la navette spatiale Columbia, aura lieu le 23 mars prochain, avec retour prévu le 29 mars, vient de confirmer le vice-président américain George Bush. Cette déclaration a été faite lors d'une cérémonie à Cap-Canaveral, pour la réception officielle du Space Shuttle fabriqué par les Européens et qui sera embarqué en septembre 1983 dans la navette. — (A.F.P.)

ÉDUCATION

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

De l'utilité des études scientifiques

Faut-il faire des sciences ? C'est la question que pose le Monde de l'éducation dans son numéro de février, en ouverture d'une vaste enquête sur la formation et l'emploi scientifiques. On a observé dans les années 70 une « fuite devant les études scientifiques », aux motivations multiples. Mais la recherche est à l'honneur, au moins dans les préoccupations gouvernementales, et l'on prévoit que les secteurs de l'électronique, de l'informatique, des télécommunications, de l'espace vont offrir de nombreux postes aux jeunes diplômés scientifiques.

Ces postes sont-ils remplis ? C'est la grande question : le système de formation scientifique ne parait guère à même de fournir les diplômés adéquats. Plusieurs écoles d'ingénieurs n'ont pas su adapter un enseignement trop spécialisé et ne s'ouvrent que lentement à la recherche.

L'enseignement universitaire est souvent inadaptable, généralement trop théorique : le diplôme d'études approfondies, obtenu en théorie à la base, après un an d'initiation à la recherche, par les maîtres des sciences, n'est pas dans l'ensemble un diplôme professionnel, constate M. Guy Oudin, directeur des enseignements supérieurs.

D'autre part, comme le note Mme Françoise Pécaut, professeur de mathématiques au centre universitaire d'Avignon, les universités scientifiques reçoivent des bacheliers médiocres. Les meilleurs vont dans les classes de préparation aux grandes écoles, les suivants préfèrent les instituts universitaires de technologie. Il faudrait soit les empêcher d'entrer, soit leur offrir des études adaptées à leur niveau : ce que Mme Pécaut juge parfaitement possible.

Ces insuffisances de l'actuelle formation scientifique sont sérieuses et préoccupantes — cela fut massivement mis en lumière lors du colloque national sur la recherche et la technologie. Elles ne doivent pas cacher d'incontestables réussites, et surtout qu'une formation scientifique reste de loin la meilleure assurance contre le chômage. Dans le même numéro du Monde de l'éducation, le chanteur Renaud déclare qu'« il s'agit de trois métiers que l'on peut faire sans qualification, sans études : gangster, homme politique ou artiste ». Si vous n'avez de vocation pour aucun des trois... faites des sciences.

Le Monde de l'éducation, n° 80, février 1982, 9 p.

Réduction du temps de travail et portion congrue

La réduction du temps de travail joue des tours inattendus. Il y a au moins deux cents enseignants et autant de familles qui lui trouvent un goût plutôt aigre : ce sont les élèves du lycée Jean-Zay à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), qui avaient pour habitude de prendre le repas de midi, le samedi, à la cantine de l'établissement. Terminé. « A la suite de la réduction hebdomadaire du temps de travail au 1^{er} février, l'intendance et le personnel de service ne serviront plus ces repas », a écrit la direction du lycée aux parents.

Mme le proviseur abrite sa décision derrière une consultation du conseil d'établissement et ne s'empêche pas outre mesure. On ne peut dire, à l'entendre, qu'elle imagine les problèmes posés par cette mesure, prise

en cours d'année et sans délai, qui plus est. Personne ne prétendrait refuser aux cuisiniers, serveurs, économes et comptables, le droit de profiter de l'allongement du temps de travail. Tout de même, il devait être possible de trouver une solution dans laquelle les seules victimes ne soient pas ceux qui justifient l'emploi et la rémunération de tous les autres. Est-il sûr qu'au lycée Jean-Zay, avant de prendre la décision, on se soit demandé : « Pour qui travaillons-nous ? »

En tout cas, en fait de réduction, c'est plutôt le service public — dont le sont à n'en pas douter les enseignants — que les responsables du lycée ont ramené à la portion congrue. Si c'est ça le progrès, il est bien... malgré.

CHARLES VIAL.

MICRO INFORMATIQUE
Stage 23, 24, 25 février
Initiation langage BASIC
Notions programmes et données
Travaux pratiques sur micro-ordinateur
INFORTEC
10, rue Saint-Marc, Paris (2^e)
Tél. : 508-96-94

Édité par le S.A.R.L. le Monde
Gérants : Jacques Favrot, directeur de la publication, Claude Jelin.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 51 437
I.S.S.N. : 0395-2032.

PORTE-AVIONS CONTRE CUIRASSÉS: La guerre des amiraux



LA MARINE VOLANTE
René Maïne

Comment de 1918 à 1940, l'avion s'imposa aux marins.

Après La marine à rames et à voiles (tome 1) La marine à vapeur (tome 2), voici le 3^e tome de la Nouvelle Histoire de la Marine.



EDITIONS MARITIMES
ET D'OUTRE-MER

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

47/120.152

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE Les grands projets parisiens entre la mairie et l'Élysée

C'est vraisemblablement le 11 février, que le maire de Paris rencontrera à l'Élysée le président de la République. « Démarche de courtoisie », tient-on à préciser à l'Hôtel de Ville. Visite de travail aussi puisque MM. François Mitterrand et Jacques Chirac doivent parler de quelques-uns des grands dossiers qui, par la force des choses, et quelle que soient les

arrière-pensées politiques intéressent, à la fois, l'Élysée et l'Hôtel de Ville. Ils sont nombreux (« Le Monde » daté 7-8 février).

Celui de la Villette d'abord. Des journées d'études sur le musée des sciences et des techniques qui doit être construit sur l'emplacement des anciens abattoirs seront organisées sous la « présidence » de M. Jack Lang, ministre

de la culture, les 9 et 10 février. Autre grand projet : l'organisation de l'exposition universelle de 1989, qui sera pour l'essentiel, cela paraît sûr maintenant, organisée à Paris.

Le président de la République et le maire de la capitale ne pourront aussi manquer d'évoquer peut-être les Halles, mais certaine-

ment le déménagement, décidé, du ministère des finances et, bien sûr, la construction d'un nouvel Opéra en bordure de la place de la Bastille.

Ce quartier, où sont prévus d'autres aménagements et qui fait partie de cet « est » plutôt désertifié, va donc dans les prochaines années changer de visage. Il mérite que l'on y retourne.

UN NOUVEL OPÉRA ET UN NOUVEAU PORT

La Bastille va changer de visage

Entièrement à retrouver l'esprit et le souvenir des grands anciens ou, plus simplement, volonté de bien ancrer la reconquête de l'Est parisien (le Monde du 3 novembre) ? Les deux à la fois vraisemblablement. Toujours est-il qu'avec un nouvel opéra, construit par l'État, et la rénovation du bassin de l'Arsenal, conduite par la Ville, c'est une nouvelle place de la Bastille qui va, enfin, être offerte, dans les prochaines années, aux Parisiens mais aussi aux provinciaux qui débiteront à la gare de Lyon, toute proche.

Où le promeneur peut-il rencontrer aujourd'hui un tel décalage entre l'événement historique

et l'urbanisme ? La place de la Bastille n'est plus, en effet, qu'un vaste carrefour planifié d'un immense chandelier délabré autour duquel tournent les automobiles comme des grues autour d'un pot de miel.

Cinq boulevards et cinq rues, dont l'une conduit au Père-Lachaise, viennent buter contre cette vaste esplanade polie par les pots d'échappement. Seule une ligne de parcs colorés, située au débouché du boulevard Henri-IV, rappelle le tracé de la forteresse honnie. Mais les riverains ont-ils changé ? Sont-ils toujours les mêmes que ceux qui, il y a près de deux cents ans, un matin de juillet, décidèrent de changer le cours de l'histoire ?

Apparemment oui. Car dans ce quartier coupé de cours profonds, imprégnés par l'odeur du bois et de la cire et où travaillent menuisiers, ébénistes (il n'en reste plus beaucoup), marqueteurs, batteurs et marbriers, on aime encore fronder et parfois dresser des lanternes. On aime bien aussi danser. Mais la rue de Lappe a perdu en « espaces » ce qu'elle a gagné en touristes.

Bref si les pierres de la Bastille ont disparu et si précédemment rien ne rappelle le souvenir du 14 juillet 1789, la tradition demeure tout de même dans ce quartier.

L'inauguration d'un opéra populaire à la Bastille à l'occasion des fêtes organisées pour célébrer le bicentenaire de la Révolution sera hautement symbolique. Mais avec le temps le symbole n'a-t-il pas été exagéré ?

A la fin du dix-huitième siècle, on phantasmeait en effet abondamment dans les rues de la capitale à propos du vieux château-fort. « Au déclin de l'Antique Régime, pour les lecteurs des philosophes et des romanciers, la vieille Bastille Saint-Antoine devint l'appareil comme le personnage de l'histoire où les noms des auteurs de la fin du siècle, en Angleterre comme en France, avaient entraîné leurs héros pour les tuer aux fureurs des

monnes noirs et autres tortionnaires », écrit M. Jean-Pierre Babelon, conservateur en chef aux Archives nationales. Bref, « c'est le monde des souterrains et des cachots, de l'humidité et de l'obscurité, des gémissements et des chaînes. Toutes les victimes étaient vertueuses et attendaient leur libérateur ». Il vint.

Ce fut le peuple de Paris. Et, après un combat héroïque contre trente-deux Suisses, quatre-vingt-deux invalides et quinze vieux canons de marine, employés exclusivement pour le tir de salves d'honneur les jours de fête, la forteresse se rend. La prison ne parlait que sept démons, tous de droit commun, sauf un aliéné qui gagna aussitôt Charenton. La plupart des prisonniers furent bientôt remis sous les verrous.

Juste à côté de cette gare se trouve le bassin de l'Arsenal où le canal Saint-Martin termine sa course. C'est au mois de mai prochain que les travaux vont commencer pour rénover ce site injustement oublié au cours de ces dernières années.

La mairie a décidé de mettre en valeur le plan d'eau qui occupe un ancien fond de la Bastille. Sur la berge sera réalisé un jardin de 9 000 mètres carrés qui répondra ainsi à la demande en espaces verts mal satisfaite dans ce quartier. Un port de plaisance, qui fait actuellement défaut à Paris, sera aussi créé. Les travaux seront achevés en 1983.

Pendant des siècles, cette « gare d'eau », longue de 585 mètres et large de 58 mètres, n'a été bordée que par des baraques et par des chantiers où l'on accumulait et défilait le bois destiné aux artisans de la rue du Faubourg-Saint-Antoine. Mais les canaux ont remplacé les bords. L'Arsenal devait donc faire peau neuve. C'est chose presque faite.

JEAN PERRIN.

L'opéra sera construit sur l'em-

placement de l'ancienne gare de

banlieue, qui appartenait à la

S.N.C.F., et du cinéma qui la

obole. Mais le projet du gouver-

nement ne risque-t-il pas de

s'étendre jusqu'à la rue de Clu-

renton, qui borde ces terrains ?

La petite gare mise en service

en 1880, désaffectée depuis 1969,

date à laquelle a commencé à

rouler le R.E.R., abrite aujourd'hui

des expositions. (Œuvre de l'architecte

Berthelin, elle a coûté

20 millions de francs.)

Dans ses Promenades dans les

vingt arrondissements de Paris

publiées à la fin du siècle der-

nier, Alexis Martin raconte :

« En une heure et demie, elle vous

conduit de Paris à Bre-Combe-

Robert, s'arrêtant toutes les cinq

minutes à peu près à proximité

de fols villages : Bel-Air, Saint-

Maur, Vincennes, Nogent-sur-

Marne, Joinville-le-Pont, Saint-

Maur, Champigny, La Varenne. »

Bref, une voie royale pour les

beaux dimanches d'été de l'épo-

que.

Juste à côté de cette gare se

trouve le bassin de l'Arsenal où le

canal Saint-Martin termine sa

course. C'est au mois de mai pro-

chain que les travaux vont com-

mencer pour rénover ce site

injustement oublié au cours de

ces dernières années.

La mairie a décidé de mettre en

valeur le plan d'eau qui occupe

un ancien fond de la Bastille.

Sur la berge sera réalisé un jardin

de 9 000 mètres carrés qui répon-

dra ainsi à la demande en espa-

ces verts mal satisfaite dans ce

quartier. Un port de plaisance,

qui fait actuellement défaut à

Paris, sera aussi créé. Les tra-

vaux seront achevés en 1983.

Pendant des siècles, cette « gare

d'eau », longue de 585 mètres et

large de 58 mètres, n'a été bor-

dée que par des baraques et par

des chantiers où l'on accumu-

lait et défilait le bois destiné aux

artisans de la rue du Faubourg-

Saint-Antoine. Mais les canaux

ont remplacé les bords. L'Arsenal

devait donc faire peau neuve.

C'est chose presque faite.

MÉTRO FLOTTANT

Un projet seulement

Un « métro flottant » sur la Seine, qui fonctionnerait en permanence à Paris, « ne serait pas rentable ». Les transports en commun existants sont suffisants pour assurer les déplacements des usagers, estiment les responsables du port autonome de Paris. Mais, dans le cadre de l'exposition universelle de 1989, qui se déroulerait en bordure du fleuve, « il ne serait pas possible qu'il n'y ait pas une liaison fluviale de Javel à Bercy pour assurer la continuité de cette manifestation ».

Dans cette perspective on pourrait envisager la construction d'une quinzaine de bateaux pouvant transporter cinq cents passagers et dont le départ serait donné toutes les sept minutes. Pour les responsables du port autonome, ce mode de transport ne peut toutefois être considéré comme une solution d'appoint et en outre touristique, le « métro flottant » pourrait éventuellement assurer le déplacement de quatre mille à cinq mille pas-

sonnes par heure, ce qui est nettement inférieur à ce que peut faire un métro ou un train.

En tout état de cause, pour les responsables du port autonome, un transport fluvial de voyageurs pendant l'exposition universelle « ne doit en aucun cas interrompre le transport marchand sur la Seine ». De même, cette manifestation ne doit pas provoquer le départ des installations portuaires de Paris intra-muros.

« Certes notre avenir n'est pas dans Paris mais notre présent y est, encore, dans l'intérêt des Parisiens », a affirmé M. Troria, président du port autonome. « Si nous n'assurons pas par voie d'eau le transport des 4 millions de tonnes de marchandises chargées ou déchargées par an, à Paris même — premier port fluvial de France — ce tonnage devrait emprunter la voie routière par camions, ce qui aggraverait considérablement les difficultés de la circulation parisienne. Une péniche remplace dix-huit camions de 20 tonnes.

VACARME AUX HALLES

Les habitants de Montorgueil n'en peuvent plus des bruits du métro

Pour tenter de réduire les nuisances sonores occasionnées par le passage des rames du R.E.R. circulant entre Châtelet et Gare du Nord, sous les immeubles du quartier Montorgueil (deuxième arrondissement), la R.A.T.P. va engager un certain nombre de travaux. Mais « ne pouvant pas prévoir ces nuisances avant de réformer le chantier » demandent aujourd'hui les riverains des rues Tiquetonne, Bachaumont et d'Aboukir ?

Dans ce vieux quartier des Halles qui émerge, enfin, des boulevards de ces dernières années, une autre affaire fait aujourd'hui grand bruit. A intervalles réguliers, en effet, entre 6 heures et 22 heures, « les bruits des appareils à vapeur », des Motos, « les tuyauteries craquent », rue Bachaumont, « les pendules à balancier se dérèglent », rue Tiquetonne, « les vibrations se font sentir dans les buffets », rue Montorgueil. La cause de ces phénomènes ? Le passage des rames du R.E.R. « C'est une violence violente », dit un habitant, « dans un grand silence, balancerait tout son poids sur le sol », affirme encore un riverain de la rue Tiquetonne qui ajoute « ce n'est pas supportable ». Naturellement des pétitions circulent dans le quartier pour que cessent ces nuisances.

Elles sont adressées à la mairie de Paris, aux élus, et surtout, à la R.A.T.P. Cette dernière doit être particulièrement attentive à cette affaire puisque M. Claude Quin, son nouveau « patron », représentait, avant d'être nommé à la tête de la Régie, cet arrondissement au Conseil de Paris. Mais aujourd'hui, exécuté, certains riverains posent la question : « A-t-on fait tout ce qu'il était nécessaire pour éviter ces nuisances quand les travaux ont été effectués ? » Le conseil de la R.A.T.P. présentait ce nouveau tunnel lors de

l'ouverture, en décembre 1981, de la liaison Châtelet-Gare-du-Nord, précisait, en effet, que « le site géologique dans lequel s'inscrivent les travaux a été de ce fait particulièrement défavorable ». En ce rapport ajoutait que le « léger » déplacement du sol « a entraîné des difficultés d'exécution du génie civil : présence d'un terrain anormalement fracturé, nappe phréatique active, zones de remblais et passages en tréfonds d'immeubles souvent vétustes constituant un site urbain très dense ».

La Régie ne s'est pas désintéressée de cette affaire. Des inspecteurs de la R.A.T.P. ont, en effet, procédé à des relevés sonores dans les appartements des particuliers concernés par le bruit. Il apparaît, cependant, que cette nuisance est plus ou moins forte selon le matériel qui roule. Une modernisation plus rapide que prévue du matériel en service sera-t-elle possible ? La question est posée. Mais pour la Régie « les injections effectuées au cours des travaux pour consolider le terrain accentuent les facultés de propagation des ondes de bruit ».

Deux mesures immédiates viennent donc d'être prises : les voies sont actuellement nivelées pour tenter de les rendre moins bruyantes et, au mois de mars prochain, des « semelles » antivibratoires seront posées sous les traverses des rails.

Ces initiatives permettront-elles de retrouver le calme ? Les riverains l'espèrent. « Mais si ce n'est pas suffisant, nous nous plaindrons », affirment-ils. Même s'ils redoutent de voir défoncer les chaussées et les trottoirs pour effectuer des travaux plus importants. « Car des grues et des machines, dans ce quartier, il y en a rue-le-bol », confie-t-on, en effet, du côté de la rue Étienne-Marcel.

J. P.

Misérable colonne

Délabrée, saccagée et sale, telle est la colonne de Juillet qui se dresse place de la Bastille. Cette colonne de bronze fut érigée entre 1840 et 1841 à la mémoire des victimes de la révolution de juillet 1830.

« Ce monument présente aujourd'hui un état de délabrement choquant », affirme M. Paul Perrin, député (C.D.S.) du 12^e arrondissement, qui vient de demander au ministre de la culture, dans une question écrite, « quelles mesures il comptait prendre afin d'en assurer la sauvegarde ».

Au terme de la plupart des manifestations ou rassemblements qui ont lieu place de la Bastille, la colonne est, en effet, régulièrement visitée. Le soubassement de marbre blanc et les deux pentilles d'entrée sont recouverts de graffiti et d'effigies : des clochards y élisent parfois domicile ; le bronze extérieur se dégrade et les noms des victimes de 1830 et de 1848 s'effacent au fil des ans.

Les vitraux du soubassement ont disparu ; la peinture et le revêtement mural des deux caveaux doivent être refaits, les dalles funéraires nettoyées. La remise en état de l'escalier intérieur s'avère nécessaire, car plusieurs fissures sont apparues dans le bronze du fil de la colonne. L'armature supérieure du monument qui maintient en place le génie de la Liberté est attaquée. L'éclairage extérieur est à revoir complètement, car de nombreux projecteurs ont été détruits par des vandales. Quant à l'éclairage intérieur, il a complètement été saccagé. Enfin, la clôture antérieure en fonte a été abîmée en plusieurs endroits.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points à pompe LAPERCHE
(Fabrication Française) depuis 1788

GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10°

+ 4 goudrons d'acier anti-dégondage

2.350 F TTC
Pose et dépt. compris
PARIS-BANLIEUE

autres marques :
BRICARD - PICARD
IZIS - FICHT - MUEL
DEMS GRATUIT

Société PARIS PROTECTION
(à seule adresse)
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS

566.65.20

CREDIT GRATUIT
80 à 4 VERS

SUPER CAGNOTTE

20.000.000

ST. VALENTIN



10 FEVRIER

CLOTURE des JEUX: MARDI 9 (après-midi)

DES LENTILLES CHEZ OSIRIS

1^{re} ADAPTATION (offre exceptionnelle) + examens: 200 F.

396 F LA-FAIRE

Vos lentilles en 1 heure satisfait ou remboursé (par contrat)

Compétence technique, 1^{er} fabricant mondial (Bausch & Lomb)

OSIRIS: LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

5 centres spécialisés

Laboratoires OSIRIS

BORDEAUX - 4 cours Allée-Lorrain (56) 52.94.26
LILLE - 102 rue du Poteau d'Or (20) 54.62.78
LYON - 4 quai du Général Sarrail (7) 824.12.46
PARIS 1^{er} - 20 quai de la Magenta (1) 223.00.28
PARIS 8^e - 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99

Le Monde

équipement

Faits et projets TRANSPORTS

M. ROCARD
EN SOLOGNE.

M. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, a inauguré, le 6 février, la Ferté-Saint-Aubin (Loiret), en Sologne, les installations d'une chaufferie au bois déchiqueté, qui alimentera un lotissement communal de deux cents pavillons. Ce genre d'installations fonctionne couramment à l'étranger, en Suisse notamment. Une dizaine de réalisations sont en cours en France.

M. Rocard a, à cette occasion, précisé les vertus du « développement régional intégré », c'est-à-dire appuyé sur les richesses locales et non pas sur des projets ou des subventions venus d'ailleurs. « La crise, a-t-il dit, ne doit pas être une excuse à l'immobilisme. Elle doit être un défi à l'effort commun pour que le développement des régions les plus défavorisées se fasse par des transferts d'activités venues de zones de territoire plus prospères. La crise a été, en effet, un véritable révélateur d'inégalité puisque le chômage atteint aujourd'hui toutes les régions de France ».

Sur l'avenir de la Sologne et l'éventuelle création d'un parc naturel régional (Le Monde du 23 janvier), M. Rocard a précisé : « Aucune formule ne sera imposée. Le choix sera laissé aux Solognois ».

L'AUTOROUTE BLANCHE S'ALLONGE.

Quarante nouveaux kilomètres d'autoroute viennent d'être mis en service entre A 10 et A 101 (Eure-Sarcelles) et Bellegarde-Châtillon-le-Michallé (Ain). Ils prolongent les 58 kilomètres de l'autoroute blanche qui mène aux abords du tunnel de Mont-Blanc. La construction de cette nouvelle section d'autoroute par la S.T.M.B. (Société du Tunnel de Mont-Blanc) constitue l'avant-dernière étape de la réalisation de l'axe autoroutier international Paris-Genève-Turin-Rome. Seuls 100 kilomètres restent encore à ouvrir entre Châtillon et Pont-d'Ain, puis vers Mâcon. La jonction avec l'autoroute Paris-Marseille est envisagée pour les années 1988-1989.

La mise en service de la section Châtillon-Annemasse permettra notamment d'éviter l'agglomération de 100 véhicules par jour, dans une zone de 1 050 mètres qui enjambe le Rhône, mais également plusieurs « points noirs » de cet axe international. L'axe autoroutier est financé par des emprunts émis par la S.T.M.B. et par des contributions des collectivités locales. La construction de cette section d'autoroute est financée par la S.T.M.B. et par des contributions des collectivités locales.

EVRY S'EXPORTE.

Les villes nouvelles françaises vont-elles devenir productrices d'exportation ? Le Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer (B.C.E.O.M.), une société d'économie mixte, a été créé par le ministère de l'Industrie et de la Coopération pour promouvoir, avec le concours et les conseils techniques de l'établissement public d'aménagement d'Evry (E.P.A.E.V.), un concours international pour la réalisation d'une agglomération de quelque deux cent mille habitants au Venezuela.

Il s'agit plus exactement de déplacer, pour les besoins d'une exploitation pétrolière, la population qui s'est installée tant bien que mal sur les bords du lac de Maracaibo. Mais les autorités vénézuéliennes et les compagnies pétrolières, qui seront amenées à financer l'essentiel de l'opération, veulent également profiter de l'occasion pour créer autour de ce lac un véritable « pôle restructurant ».

L'EXPLOITATION MINÈRE DE L'ESTÈREL.

Une pétition demandant au président de la République de « respecter les promesses de consultation démocratique en matière de recherche d'uranium faites par candidat Mitterrand » a été rédigée par soixante associations de la Côte d'Azur.

Ces associations, dont la GADERCA (Groupement des associations de défense des sites et de l'environnement de la Côte d'Azur) et des Amis de la Terre, protestent contre le décret, signé le 13 janvier dernier par le premier ministre, qui autorise les recherches d'uranium dans le massif de l'Estérel, demandées depuis de nombreuses années par la Cogema (Compagnie générale des matières nucléaires). Elles citent la réponse faite le 10 mars 1981 au Collectif uranium par M. Mitterrand, qui dénonçait « la plus totale absence de démocratie de la politique gouvernementale en matière de recherche d'uranium ».

La pétition demande au président de la République de « faire annuler le décret du 13 janvier comme les autres décrets du même ordre pris dans d'autres régions de France depuis le 20 mai », et de « faire engager des procédures démocratiques de concertation avec tous les intéressés ».

CONSTRuite AVEC L'AIDE DE LA R.A.T.P.

La première ligne du métro d'Alger devrait être ouverte en 1985

Alger. — MM. Claude Quin, président de la R.A.T.P. et Bouabou, président de la Société algérienne des transports ferroviaires (S.A.T.F.), ont signé le 7 février à Alger, un contrat de 157 millions de francs, confiant à la SOFRETU, filiale de la Régie, l'étude de réhabilitation et d'ingénierie du futur métro d'Alger.

Les choses devraient être menées rondement, puisque les autorités algériennes souhaitent que le premier tronçon de ce métro souterrain, long d'une dizaine de kilomètres, et qui reliera la

De notre correspondant

grande poste dans le centre ville au faubourg oriental d'El Harrache soit ouvert en 1985.

Cette première ligne sera ensuite prolongée vers Bab-el-Oued et El Star jusqu'à l'ensemble olympique à proximité duquel sera édifiée une cité nouvelle de plusieurs milliers de logements. La ligne n° 1 s'étendra sur 23 kilomètres et permettra de transporter quinze mille à vingt mille voyageurs par heure et par sens. Elle sera connectée au réseau ferré.

Deux autres lignes, dont le tracé reste imprécis, devraient compléter ce dispositif, qui assurera en partie la desserte inéquivalente de transports en commun dans une agglomération dont la population a presque triplé depuis l'indépendance et qui est envahie par les voitures particulières chaque jour plus nombreuses.

Les Algériens ont voulu donner un certain lustre à la cérémonie de signature, qui s'est déroulée — fait tout à fait exceptionnel — en présence de la presse nationale et étrangère. C'est accord, a-t-il dit, M. Bouabou, intervenant à son moment où nos deux pays entendent un nouveau processus de coopération à travers lequel, dans le respect de leurs intérêts mutuels, l'Algérie et la France s'efforceront de démontrer qu'il y a d'autres perspectives à explorer pour donner au dialogue Nord-Sud une tonalité nouvelle.

M. Quin, de son côté, a souligné que la réalisation du métro d'Alger « allait rapprocher et faire collaborer deux grands secteurs économiques », et il a fait remarquer que ce contrat constituait un chaînon d'une série d'accords très significatifs de la volonté de coopération des deux pays. « C'est le troisième million, a-t-il dit, et il y en aura d'autres ».

Technip et Saint-Gobain viennent en effet de signer avec la Société algérienne d'industrie chimique (S.A.I.C.) un contrat pour la construction d'une usine de verre plat à Djidjelli pour la somme de 525 millions de francs ; la

ENVIRONNEMENT

MONTEL ACHÈTE SON CHATEAU

La municipalité de Montel, dans le Val d'Oise, a décidé d'acquiescer à la demande de la mairie de Montel de préserver le cachet de la commune et la tranquillité de ses habitants. Elle souhaite transformer le château et une partie du parc en un « ensemble sportif d'intérêt régional », qui pourrait aussi être mis à la disposition d'une grande fédération nationale pour la formation de jeunes joueurs et pour l'entraînement.

Ce château est entouré d'un parc de 58 hectares dessiné par Le Nôtre. Il appartient à un agent de change parisien, qui désire s'en défaire pour un prix proche de 3,5 millions de francs.

La mairie fait valoir que le village de Montel a « un caractère identitaire » et qu'il convient donc de préserver le cachet de la commune et la tranquillité de ses habitants. Elle souhaite transformer le château et une partie du parc en un « ensemble sportif d'intérêt régional », qui pourrait aussi être mis à la disposition d'une grande fédération nationale pour la formation de jeunes joueurs et pour l'entraînement.

LONDRES

Laissez-vous surprendre

Tradition et avant-garde, Covent Garden et rock, shopping sage ou fou. Avec toujours breakfast, pubs et speaker's corner...

Le week-end : 870 F*

* Vol direct de Paris, 2 nuits et petit déjeuner.

REPUBLIQUE TOURS des gens précis

1 AV. DE LA REPUBLIQUE
75011 PARIS 355 39 30

Où contactez votre agent de voyages

Envoyez-nous gratuitement votre brochure « London IS » ainsi que le catalogue République Tours

Nom : _____

Adresse : _____

M3

A envoyer à l'Office Britannique de Tourisme
6 Place Vendôme - 75001 Paris.

UN CONSORTIUM BANCAIRE POURRAIT REPRENDRE LA COMPAGNIE LAKER

Londres (A.F.P., Reuters). — « Nous vous aimons, Sir Freddie », disait le 7 février sur sept colonnes le plus important journal dominical britannique, *News of the World*, tandis que, dans le public, se multipliaient, en faveur du sauvetage de la compagnie Laker Airways, en faillite, pétitions et collectes (lesquelles auraient rapporté plus de 2 millions de livres, soit 22 millions de francs).

Tandis que les financiers de la City analysaient, eux, de façon critique, la façon dont les affaires de Sir Freddie ont été menées, des efforts sérieux étaient entrepris, tant en Grande-Bretagne qu'à l'étranger pour tenter de reprendre les actifs de l'entreprise et éviter ainsi sa liquidation.

M. Bill Mackey, l'un des syndics désignés pour administrer provisoirement Laker Airways, a annoncé, le 7 février, qu'il comptait s'entretenir avec les représentants de la banque canadienne Orion Royal, filiale de la Banque royale du Canada. La banque s'est déclarée prête à former un consortium — auquel pourraient participer des établissements financiers du Proche-Orient — pour racheter la compagnie en déconfiture. Selon Orion Royal Bank, un apport de 25 millions de livres (275 millions de francs) serait suffisant pour payer les intérêts immédiatement dus par Laker, et une dizaine de millions de livres (110 millions de francs) pour faire face aux échéances des prochains mois.

Une solution « britannique » est aussi proposée par le chancelier Peter Caddy, qui a par ailleurs critiqué l'attitude du gouvernement de Mme Margaret Thatcher dans cette affaire.

M. Mackey doute toutefois de la possibilité de sauver l'intégrité de l'empire Laker, qui, outre la compagnie aérienne, comptait diverses filiales spécialisées dans le tourisme. Son organisation de voyages, Arrowmount Holidays, intéressait cependant au moins deux tour operators britanniques, Cosmos et Taber Holidays.

En attendant, les hôteliers espagnols qui accueillent nombre de clients des vols charters de Laker Airways font grise mine. Ceux des Canaries s'inquiètent, du fait de cette défection, de perdre un milliard de pesetas (60 millions de francs) et ceux des Baléares 90 millions de pesetas (3 millions de francs).

GRATUIT CHEZ VOUS PENDANT 10 JOURS

l'humour féroce de

LAUZIER

1^{er} volume de la collection reliée
"Les rois de la B.D."



"Lauzier" gratuitement chez vous pendant 10 jours

Mais oui, vous les connaissez bien les personnages de Lauzier ! Voici le portrait féroce de votre voisin de palier déguisé en jeune cadre aux dents longues... et voici votre patron en personne ! Caricatures à souhait... plus vraies que nature ! Vous les retrouverez tous dans ce premier volume de la collection "Les rois de la B.D." que nous vous invitons à lire gratuitement chez vous pendant 10 jours.

Et aussi Brétèche, Greg, Cabu... et tous les autres !

Où, l'envoi de ce premier volume sera suivi — si vous le souhaitez — des 11 autres volumes de la collection. Vous y retrouverez les aventures du fabuleux Achille Talon par Greg, puis Brétèche, sa princesse Cellulite et ses tristes Fred et son univers fantastique, Gollib et ses délires, Mic Delux, Godard et leur jungle en folie, Cabu et le Grand Duduche...



Pour la première fois dans une édition de bibliophilie 12 luxueux volumes reliés en plein Reliure avec vignettes originales. Format géant 23 x 30 cm. Et en tête de chaque volume un dossier exclusif et inédit sur chacun de ces célèbres traits de la B.D.

voire cadeau ce puzzle géant hors commerce de 500 pièces, une aventure d'Achille Talon

bon gratuit pour 10 jours de lire

A retourner dès aujourd'hui — sans argent — à Bompard Editeur, 76047 Rouen Cedex.

Où, envoyez-moi vite en examen gratuit pendant 10 jours "Lauzier" premier volume de la collection "Les rois de la B.D." accompagné de mon cadeau. A l'issue de cette période d'examen gratuit, je pourrai soit vous renvoyer le tout sans rien vous devoir, soit conserver ce volume et vous le régler en 2 petites mensualités, chacune de (79,90 F + 5,90 F de participation aux frais d'envoi). Ensuite, je recevrai aux mêmes conditions successivement les autres volumes de la collection, les 11 autres tomes, à raison d'un volume tous les 2 mois. Bien entendu, je règle l'abonnement à la collection à tout moment.

Nom : _____ Prénom : _____

N° et rue : _____

Ville : _____ 253 5 045

Code postal : _____

Signature indispensable

Je vous garantis qu'à l'issue de mon examen vous serez très satisfait de la collection complète. C'est la collection complète que vous recevrez gratuitement si vous ne souhaitez pas la conserver. Sinon, vous devrez me la retourner à l'adresse ci-dessous.

Pour recevoir votre premier volume "Lauzier" en examen gratuit et votre cadeau, renvoyez ce bon dès aujourd'hui !

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUNESSE

Dix-neuf centres d'information

Les centres d'information jeunesse sont des organismes chargés de renseigner les jeunes sur tous les sujets les intéressant dans le domaine des sports, des vacances, des loisirs, de la vie sociale, de la formation professionnelle.

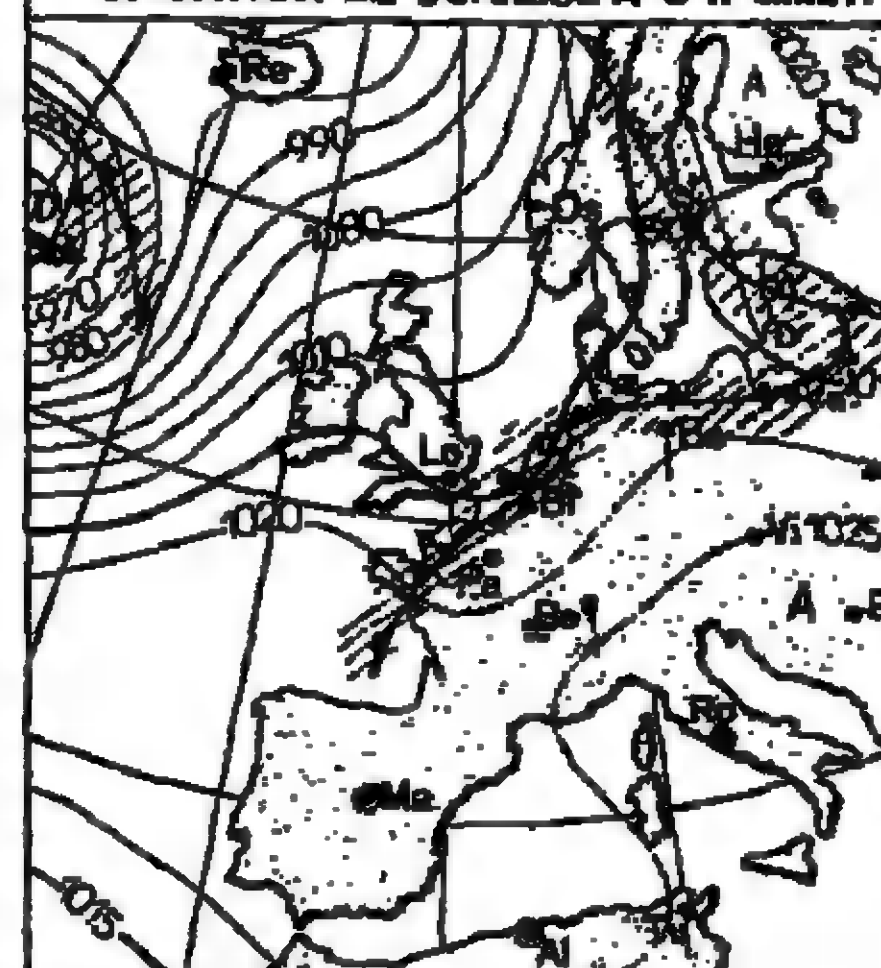
Pour la promotion de ces centres, le ministère de la jeunesse et des sports organise un concours ouvert à tous les jeunes de seize à vingt-six ans, qui récompensera un dessin ayant pour thème : « La promotion des centres d'information jeunesse ». La maquette de l'affiche devra être présentée sous format 20 x 60 cm et être réalisée en couleurs. Pour tous renseignements complémentaires, appeler à Paris le 524-14-07.

Voici la liste et les adresses des dix-neuf centres d'information établis dans l'Hexagone, ainsi que les noms de leurs responsables.

- AMIENS** : 16 (22) 91-21-31 ; délégué : Mlle Marie-Hélène ; Centre d'information jeunesse, 45, rue des Otages, 80039 Amiens.
- BORDEAUX** : 16 (58) 48-55-50 ; délégué : M. Stéphane Delaux ; Centre d'information jeunesse Aquitaine, 5, rue Duffour-Dubergier, 33000 Bordeaux.
- CAEN** : 16 (31) 85-73-60 ; délégué : M. Philippe Larsson ; Centre d'information jeunesse Basse-Normandie, 104, boulevard du Maréchal-Ledoux, 14300 Caen.
- CERGY-PONTOISE** : 032-66-98 ; délégué : Mme Elizabeth Mesleage ; Centre d'information jeunesse du Val-d'Oise, Centre culturel André-Malraux, place des Arts, B.P. 315, 95027 Cergy Cedex.
- CLERMONT-FERRAND** : 16 (78) 35-10-10 ; délégué : M. Gérard Veutay ; Centre d'information jeunesse Auvergne, 8, place de Régensburg, 63000 Clermont-Ferrand.
- DIJON** : 16 (80) 30-35-58 ; délégué : Mme Catherine Norquet ; Centre d'information jeunesse Bourgogne, 22, rue Audra, 21000 Dijon.
- EVRY** : 077-37-83 ; délégué : M. Christian Bens ; Centre d'information jeunesse Essonne, 110 Agora, 91000 Evry.
- FORT-DE-FRANCE** : 19 (596) 71-50-57 ; délégué : M. R. Enout ; Centre d'information jeunesse Martinique, 14, rue André-Aliker, 97200 Fort-de-France.
- LIMOGES** : 16 (58) 77-53-53 ; délégué : M. Jean-Marie Arnault ; Centre d'information jeunesse Limousin, 3, rue Jules-Guesde, 87000 Limoges.
- LYON** : 16 (7) 8377-15-28 ; délégué : Mlle Ghislaine Guillot ; Centre régional d'information jeunesse Lyon, 9, quai des Célestins, 69000 Lyon.
- MARSEILLE** : 16 (91) 49-19-40 ; délégué : M. Jacques Crouzilhac ; Centre d'information jeunesse Provence-Alpes, 4, rue de la Visitation, 13248 Marseille Cedex 04.
- NANCY** : 16 (83) 37-04-48 ; délégué : M. Jacques Bureau ; Centre d'information jeunesse Lorraine, 20, quai Claude-Lorrain, 54000 Nancy.
- NANTES** : 16 (40) 48-58-25 ; délégué : Mlle Yvette Jeunesse ; Centre d'information jeunesse Pays de Loire, 10, rue La Fayette, 44000 Nantes.
- NICE** : 16 (93) 80-93-93 ; délégué : M. Gilbert Fischbach ; Centre d'information jeunesse Côte d'Azur, esplanade des Victoires, 06300 Nice.
- PARIS** : 566-06-53 ; délégué général : M. Philippe Atger ; Centre d'information et de documentation jeunesse, 101, quai Branly, 75740 Paris Cedex 15.
- POITIERS** : 16 (49) 88-64-37 ; délégué : M. Jean-Claude Guilbert ; Centre d'information jeunesse Poitou-Charentes, 64, rue Gambetta, B.P. 176, 86004 Poitiers Cedex.
- RENNES** : 16 (99) 79-28-55 ; délégué : M. Pierre Vitoria ; Centre d'information jeunesse Bretagne, Maison du Champ-de-Mars, 6, cours des Alliés, 35100 Rennes.
- ROUEN** : 16 (35) 98-38-75 ; délégué : M. Richard Pallier ; Centre d'information jeunesse Haute-Normandie, 11, quai Cornille, 76100 Rouen.
- STRASBOURG** : 16 (88) 37-33-33 ; délégué : M. René Eggenschwiler ; Centre d'information jeunesse Alsace, 7, rue des Ecrivains, 67000 Strasbourg.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 08.02.82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le 8 février à 8 heures et le 9 février à 24 heures :

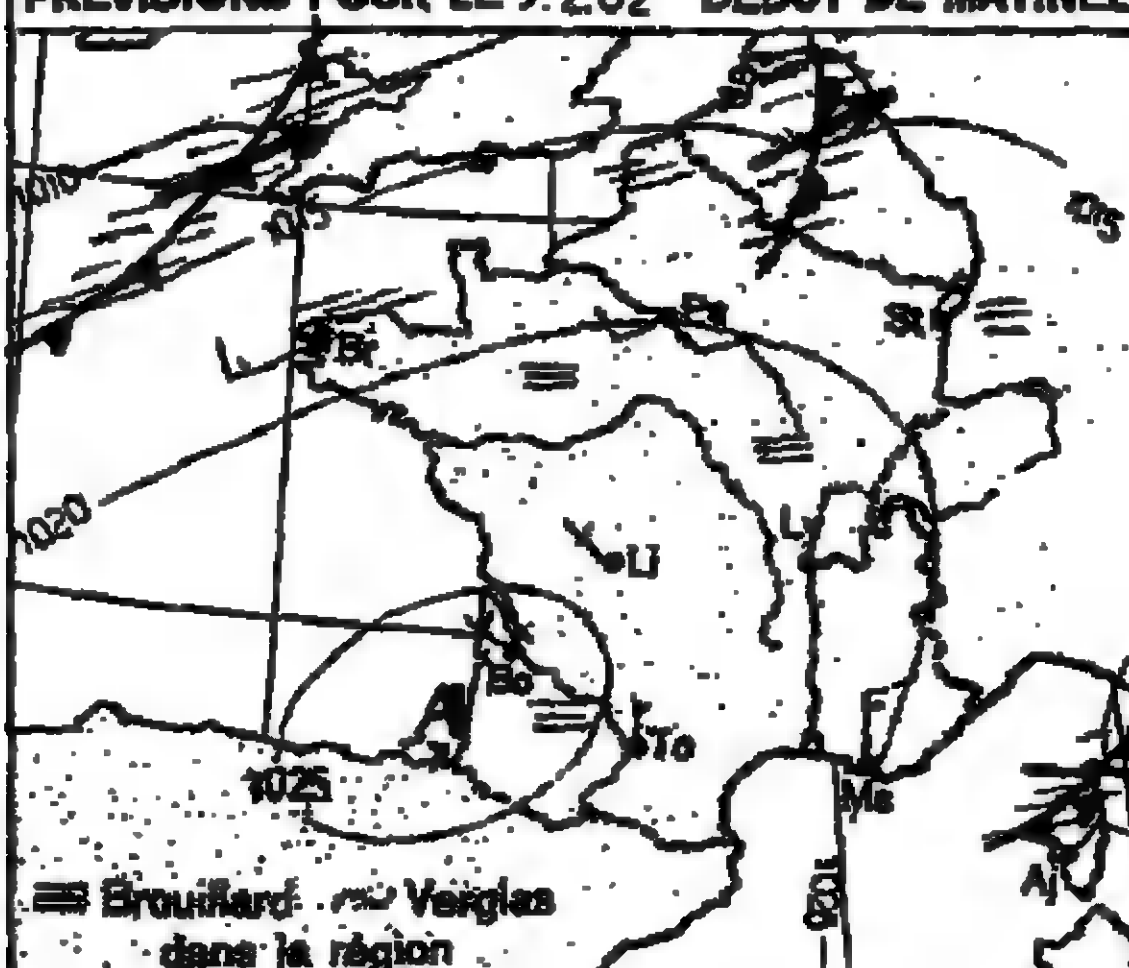
Hausses temporelles du champ à l'arrière de la faible perturbation qui s'évacuera rapidement vers l'Est aujourd'hui. Mais dès mardi, retour à un régime perturbé de sud-ouest près des côtes de la Manche et de l'Atlantique.

Mardi matin, les nuages seront assez abondants près de la Manche et sur les Alpes. Il y aura même quelques averses en Corse. Sur le reste de la France, on observera de nombreux brouillards au lever du jour, de faibles gelées de l'Alsace au Morvan. Au cours de la journée le beau temps doux et ensoleillé prédominera sur l'ensemble du pays, toutefois des ondées localement orageuses sont possibles sur nos régions les plus méridionales. De plus, en soirée, des pluies détonneront sur la Bretagne. Les vents seront faibles à modérés. Les températures maximales s'échelonneront du Nord au Sud entre 10 et 16 degrés.

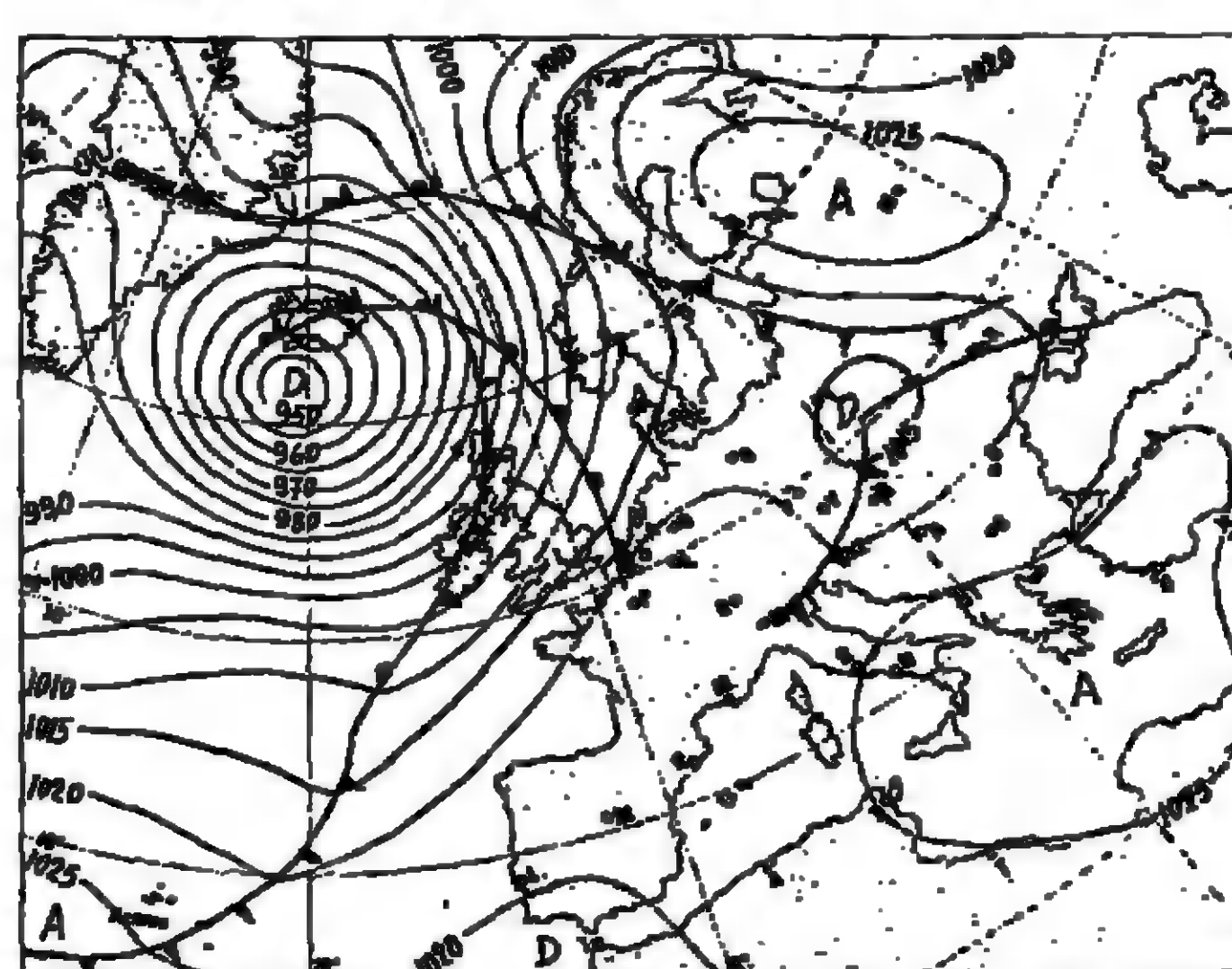
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 8 février 1982 à 7 heures, de 1 020,6 millibars, soit 765,5 millimètres de mercure.

Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 février ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8 février) : Ajaccio, 14 et 4 degrés ; Biarritz, 17 et 11 ; Bordeaux, 13 et 5 ; Bourges, 13 et 6 ; Brest, 11 et 4 ; Caen, 13 et 6 ; Cherbourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand, 15 et 6 ; Dijon, 9 et 3 ; Grenoble, 13 et 1 ; Lille, 8 et 6 ; Lyon, 12 et 7 ; Marseille-

PRÉVISIONS POUR LE 9.2.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



Marignane, 15 et 10 ; Nancy, 12 et 6 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 14 et 9 ; Paris-La Bourget, 10 et 2 ; Pau, 17 et 6 ; Perpignan, 10 et 6 ; Rennes, 12 et 3 ; Strasbourg, 11 et 6 ; Tours, 13 et 8 ; Toulouse, 14 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 8 et 7 degrés ; Amsterdam, 8 et 6 ; Athènes, 12 et 3 ; Berlin, 7 et 3 ; Bonn, 11 et 2 ; Bruxelles, 8 et 7 ; Le Caire, 15 et 7 ; Les Canaries, 23 et 16 ; Copenhague, 5 et -1 ; Dakar, 22 et

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 10 FÉVRIER

- « Collection Thyssen », 10 h, Petit-Palais, Mme Zujovic.
- « La Conciergerie racontée aux jeunes », 14 h 30, 1 quai de l'Horloge, Mme Hubot.
- « Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux.
- « L'Arsenal », 15 h, musée biblique, rue de Sully, Mme Garnier-Ahlberg.
- « Notre-dame », 15 h, façade, portail central, Mme Meyval (Caisse nationale des monuments historiques).
- « La Conciergerie », 14 h 30, 1 quai de l'Horloge (Approche du Paris).
- « Hôtel Lantini », 14 h 45, métro Pont-Marie (Art et Histoire).
- « Le Mobilier », 15 h, Musée de Louvre, Porte Denon (L'art pour tous).
- « Montmartre », 15 h, métro Abbesses (Connaissance d'un quartier).
- « Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, 29, rue de Rivoli (Mme Ferrand).
- « Les Impressionnistes », 15 h, Musée du Jeu de Paume (P.-Y. Jastel).
- « Chefs-d'œuvre du musée », 10 h, Musée de Louvre.
- « Les catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
- « Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
- « L'Opéra », 13 h 30, 13, rue des Marchés (Tourisme culturel).
- « Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, 2, rue Mabillon (Le vieux Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 7 février :

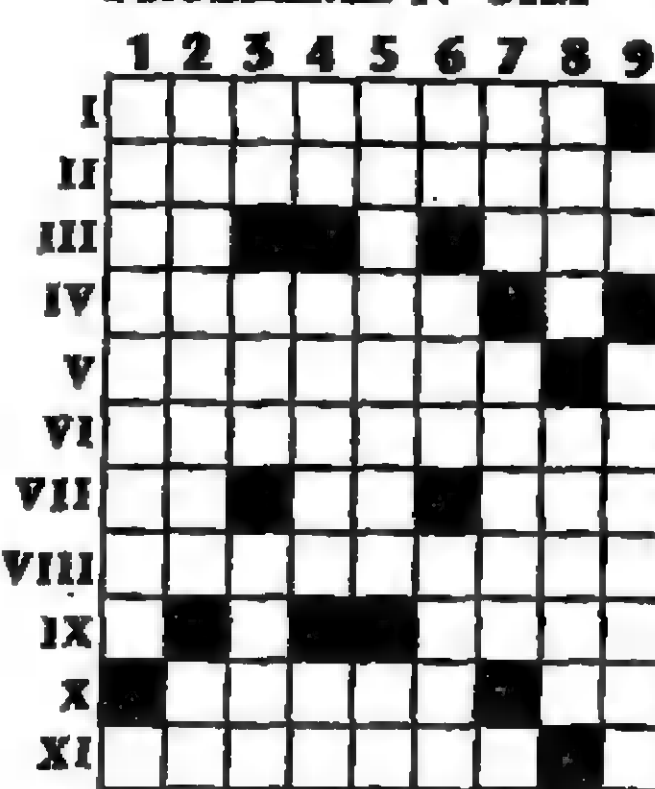
- DES DÉCRETS
 - Portant nomination de membres du conseil d'administration de la compagnie aérienne Air France.
 - Portant publication des amendements à la convention pour la reconnaissance réciproque des poinçons d'épreuves des armes à feu portatives du 1^{er} juillet 1969, adoptés à Vienne en juin 1980.

COLLOQUES

- ASSOCIATIONS ET DÉCENTRALISATION. - Le Groupe de recherche pour l'éducation permanente (GREP) organise, en coopération avec l'Institut national d'éducation populaire, des journées d'études du 22 au 24 mars à Marly-le-Roi (Yvelines) sur le thème « Associations et décentralisation ».
- * Inscriptions avant le 15 février au GREP, 13-15, rue des Poitevins, 75020 Paris, tél. 824-50-36. Prix de la session (tous frais compris) : 350 francs.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3121



HORIZONTALLEMENT

- Certains le mangent, d'autres la nourrissent.
- Construit du provisoire en vue de bâtir du définitif.
- Note. Démonstratif.
- Coton.
- V. Pêché capitaine.
- Registre.
- VII. En pleine foule. Ont tout pour s'opposer. Peut être bon, fin, grand ou gros.
- VIII. Ne savonne jamais ce qu'il s'efforce de blanchir.
- IX. On n'en donne pas cher quand elle est mise à prix.
- X. Charge d'infanterie. Participe passé.
- XI. Ça marche bien chez eux quand ça roule mal dehors.

VERTICALEMENT

- Point d'interrogation.
- Tien, à la fois, de l'écorce et de la linette. Demi-nal.
- Facteur pour un généticien. Lieu de pèlerinage dans l'Ain et de pêche dans l'autre. Devenu fidèle avec le temps.
- Injonction cornélienne. Elle révèle souvent une tare. Quartier de Paris.
5. Fait verser des larmes dans la joie et du sang dans le malheur. Préposition.
6. Prise d'air dans la fosse. Venise pour Vénise. Castor ou Pollux vu du mont Palomar.
7. Patron des cambions ou des rapins. Exemple de fidélité durable.
8. Ses locataires furent les victimes d'une mesure d'expulsion. On peut l'emprunter pour réaliser une traite.
9. Copulative. Fait bonne mesure, mais s'applique pour ne jamais la dépasser.

Solution du problème n° 3120

Horizontalement

- Toussotements.
- Ris-tourné. Oatés.
- III. As. Elie. Lait.

- Ca. - IV. Gien. Ivoirier. - V. Evitabile. Sol. - VI. Démon. Lus. Slave. - VII. Râtelier. Orat. - VIII. Eta. Ra. Général. - IX. Négocié. Soia. - X. Ruche. Etudes. - XI. Iso. Eternel. - XII. Xérta. Pâlis. - XIII. Air. Tuée. Obus. - XIV. Crise. En. Roussé. - XV. Tes. Sûre. Sut. As.

Verticalement

- Tragédien. Exact.
2. Oisive. Ter. Eire.
3. Us. Ein. Agueris.
4. Stentor. Oc.
5. Sol. Anarchistes.
6. Oul. Taies.
7. Treille. Opter.
8. En. Veule. Aune.
9. Mélo. Se. Stèle.
10. Ais. Egocent.
11. I. Noire. elder. On.
12. Taillonneur. Out.
13. St. Ara. Snobs.
14. Ecrivain. U.S.A.
15. Ise. Sels. Alises.

GUY BROUTY.

Le Monde

- Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. PARIS 4207-23
- ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois
- FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F
- TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 563 F 1 241 F 1 620 F
- ÉTRANGER
(par mandats)
- 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F
- II - SUISSE TUNISIE
386 F 607 F 949 F 1 230 F
- Par voie aérienne
Tarif sur demande
- Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
- Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
- Johanna la dernière bande d'envoi à tous correspondants.
- Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'impression.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE sur saisie immobilière après folle enchère au Palais de Justice à VERSAILLES, le mercredi 17 février 1982, à 10 h. EN UN LOT UN APPARTEMENT extérieur et couvert, buanderie, dans un ensemble immobilier, résidence de l'Orangerie, 1-17, allée de la Joachère, 24, allée des Vignes et 2-6, allée des Gallions à LA CELLE-SAINT-CLOUD (78) M. à P. : 150.000 F S'adresser Cabinet M. LELLUCH, avouat, 8, rue Nationale, Mézidon-sur-Seine, 095-60-19 ; M. JOHANET, avouat, 39, avenue de Saint-Cloud, Versailles, 021-46-46 ; au greffe du Tribunal de Grande Instance de Versailles ; et sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice à Créteil, jeudi 25 février 1982, 9 h. 30 PROPRIÉTÉ A JOINVILLE-LE-PONT (94) 15, avenue Joyeuse Comprendant PAVILLON D'HABITATION sur caves, rez-de-chaussée de 3 pièces, 2 étages de 3 pièces chacun - Un petit bâtiment à usage d'habitation d'un rez-de-chaussée de 4 pièces, jardin - Le tout d'une contenance de 635 m² M. à P. : 441.100 F S'adresser pour renseignements à S.C.P. BRUN et ROCHER, avocats associés, 60, rue de Londres à Paris (8), tél. 293-50-40 ; M. LARROUET-CUPILLARD, avouat, 46, avenue Albert-I^{er}, La Varenne-Saint-Hilaire (94) ; M. Bernard DE SARIAC, avouat à Paris (16^e), 70, avenue Marceau ; à tous avocats près les T.G.I. de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil ; et sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 18 février 1982, à 14 h. En un lot PROPRIÉTÉ GAMBIAIS (Yvelines) - les Brayères - 179, Chemin Départemental, sous Quatre-Piliers, 240, avenue de Neuville M. à P. 616.000 F S'ad. M. G. BENZEAU, avouat à la Cour de Paris, 130, rue de Rivoli, Paris (1^{er}) ; M. WISLÉN, avouat à la Cour de Nanterre, 7, avenue de Madrid à Neuilly-sur-Seine ; M. Agnès GUERIN, avouat à la Cour de Paris, 14, quai de la Mégisserie, Paris (1^{er}) ; à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS, le JEUDI 25 FÉVRIER 1982, à 14 h. - EN UN LOT UN STUDIO 2^e étage et CAVE n° 19 au premier sous-sol, formant les lots 59 et 45 du règlement de copropriété et 273/10.000 et 1/10.000 de la copropriété indivise du sol et des parties communes de l'immeuble sis 31 et 33, RUE JOUVENET - PARIS (16^e) M. à P. 180.000 F S'adresser pour renseignements à M. Guy GONDINET, avouat, ancien avoué, 18, rue Blanche à PARIS (9^e), tél. 874-64-99 et 874-69-97.

Vente au Palais de Justice à PARIS, le LUNDI 22 FÉVRIER 1982, à 14 heures EN UN SEUL LOT : QUATRE BOUTIQUES et dépendances DIVERS LOGEMENTS, caves dans un immeuble sis à PARIS 18^e - 23, rue Houdon ou partie libre, en partie occupée MISE A PRIX : 800.000 FRANCS M^{rs} Yves TOURAILLE, ancien avoué, avouat à Paris, 48, rue de Clichy, 874-45-85 ; M^{rs} René MICHEL, administrateur judiciaire à Paris, 206, rue de Rivoli ; pour visiter : les vendredis 12 et 19 février 1982, de 11 h à 12 h.

Vente par adj. au Palais de Justice à Chartres (28), jeudi 18 fév. 1982, 14 h. TR. BELLE MAIS. D'HAB. sise à Rouvres (E-et-L.) Rebut « les Noms », arr. de Dreux, comp. gd séjour av. chemin, 3 ch., s. de bal, 2 s. d'eau, s. de bain, s. de cuisine, s. de salle à manger, s. de bureau, s. de chambre, s. de garage, terrain planté d'arbustes d'ornement. MISE A PRIX : 71.500 F S'ad. M^{rs} Claude GERRET, av., 6, r. du D^r Maunoury, Chartres, (37) 21-55-25.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à BOIGNY, le mardi 23 février 1982, à 13 heures 30 PAVILLON A NOISY-LE-GRAND (93) avec jardin et puits - Contenance 328 m² MISE A PRIX : 100.000 FRANCS S'ad. à M^{rs} KIBADEAU-DUMAS, avouat, 17, av. de Lamballe, Paris (16^e).

Vente au Palais de Justice à NANTERRE, le 24 février 1982, à 14 heures en un lot LOCAL A USAGE DE BUREAU formant le bâtiment 3 - Passage Jean-Georges, sans numéro ISSY-LES-MOULINEAUX (92) MISE A PRIX : 170.000 FRANCS S'adresser pour renseignements à M^{rs} Marcel BRAZIER, avouat, 178, bd Haussmann, Paris (8^e), tél. 562-39-03 ; M^{rs} BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avocats associés, 14 r. d'Anjou, 75008 Paris, tél. 265-92-75.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à VERSAILLES le mercredi 24 février 1982, à 10 heures MAISON D'HABITATION Comprendant dix-sept studios - 28, rue de Versailles PORT-MARLY (Yvelines) MISE A PRIX : 700.000 FRANCS S'adresser à M^{rs} Pierre COURTAIGNE, avouat à Versailles, 32, avenue de Saint-Cloud (tél. 950-42-28) ; et à tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES.

Vente sur saisie au Palais de Justice à NANTERRE, le MERCREDI 24 FÉVRIER 1982, à 14 heures EN UN SEUL LOT : Un PAVILLON D'HABITATION élevé sur sous-sol d'un rez-de-chaussée divisé en cuisine, salle de bain, 4 pièces JARDIN - Contenance totale 967 m² RUEIL-MALMAISON (92) 69, rue Jean-Bourguignon MISE A PRIX : 150.000 FRANCS S'ad. à M^{rs} André VALENSI, avouat à PARIS (5^e), 72, rue Gay-Lussac, tél. 633-74-51 ; M^{rs} Michel CANTIN, avouat à PARIS, 3, boulevard de Charonne ; M^{rs} T. HERVE-BAZIN, avouat à PARIS (16^e), 48, rue Claude-Terrasse.

Le Monde

THÉÂTRE

«Entretien avec M. Saïd Hammadi»
à Chaillot

Au plein soleil de l'illusion

Ce dialogue entre un Algérien émigré en France, qui travaille dans la banque de Marseille, et un journaliste, a été publié par Tahar Ben Jelloun dans le *Monde* du 11 avril 1978.

A l'usage des intersections de corridors et d'escaliers du Palais de Chaillot, Antoine Vitez fait intervenir ce texte par deux hommes de sa brigade internationale : Jean-Marie Winling, acteur et metteur en scène (l'ouvrier), Farid Gazzah, né au Maroc, acteur et poète (l'intervenant).

Le décor a été fait par Yannis Kokkos : c'est une boîte dont toutes les parois, sous des peintures en blanc cru, et violemment éclairées. Sans signe extérieur algérien particulier, vêtu d'un costume et d'un imperméable qu'il a achetés en France (il nous dit y travailler depuis plus de dix ans), Winling va et vient dans ce volume vide immaculé, se replie parfois sur lui-même, garde le silence avant de répondre à telle ou telle question. Le questionnaire est assis devant une petite table peinte en noir, sur l'avant-scène noire aussi. Il y a un magnétophone et du papier blanc sur la table.

Les paroles des deux hommes, l'Algérien ouvrier en France et le Marocain journaliste en France (l'auteur du texte, Tahar Ben Jelloun, est marocain, lui aussi), ont trait aux faits qui ont déterminé l'émigration de Saïd Hammadi, puis à son travail d'ouvrier qualifié, à ce qu'il fait le soir et les jours de congé, à sa solitude (il ne voit qu'une fois par an, l'été, ses deux enfants et sa femme restés dans leur village en Algérie).

Ce qui fait de ce travail de théâtre l'un des plus marquants qu'ait réalisés Vitez, c'est que l'espace sensible mental dans lequel se dialogue a lieu se situe hors de la fiction, hors de l'émotion, et même hors de l'information. Les détails précis de réalité que Saïd Hammadi a donnés à Ben Jelloun font, l'un plus que l'autre, dresser les cheveux sur la tête, et, de sa voix toute de sérénité et d'indifférence, Saïd Hammadi remarque : « *Aucun ouvrier français n'accepterait de vivre ainsi* ». Mais l'art on ne peut plus sincère et réfléchi des deux acteurs, Winling et Farid Gazzah, s'exerçant dans la nudité pure de la lumière blanche, ou à contre-jour tout noir de cette lumière, dépouille de tous ses attributs affectifs la réalité (invivable, inadmissible) qui est racontée ici.

Le dénuement, l'isolement, et disons un enfer de l'ouvrier algérien immigré, sont une vérité. Nous, Français, admettons la présence de cette vérité, mais nous l'écartons de

PETITES
NOUVELLES

■ RECTIFICATIF : Nous avons, dans notre compte rendu de *Trile* (le spectacle du groupe T.S.E. au Théâtre Moderne), commis un fiducieux quiproquo en intervenant sur les noms des personnages, et donc des trois comédiennes... qui interprètent le rôle des trois sœurs en scène. L'absence, Léonor, jouée par Michèle Loubet, tandis que le rôle d'Esther est tenu par Raquel Izquierdo. C'est, enfin, Marilène Marini qui interprète Amanda, la secrétaire. — M. L. B.

■ M. Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la culture, a été nommé président du Comité de documentation de la musique contemporaine. M. André Jouve, directeur des programmes et services musicaux de Radio-France, est devenu le secrétaire de ce comité, le poste de trésorier revenant à M. Jean-Louis Tournier, directeur de la SACEM (Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique).

■ La chorégraphe Françoise Adret vient d'être nommée inspectrice de la danse au ministère de la culture. Elle quittera donc le 31 juillet la direction du ballet de l'Opéra de Lyon, fonction qu'elle occupait depuis l'automne 1979. C'est la chorégraphe néo-zélandaise Gray Verdon qui devrait la remplacer à ce poste. Ce dernier présente le 13 mars prochain, avec le ballet de Lyon et en création, une adaptation de la comédie d'Aristophane, *Les Nuées*, sur une musique de compositeur hongrois Silvio Focini.

■ Le centre culturel turc, présente chaque vendredi à 19 h, tout au long du mois de février, des films réalisés par des femmes arabes égyptiennes. (11, rue de Tilsit, Paris-XVII).

culture

DUPIN DANS UN HANGAR

(Suite de la première page.)

Tentez l'expérience, au moins une fois, ne serait-ce que par curiosité. L'idée en est jolie, même si la teneur des réalisations est d'intérêt... variable. Nous ne jugerons pas sur deux essais mais nous recommanderons néanmoins vivement de ne pas chôser, dans la série des « Intérieurs » proposés celui du *Théâtre Autonome de Rome*, un groupe pourtant composé de professionnels du genre puisé que, dans leur ville, ils se montrent en permanence chez leur metteur en scène Silvio Benedetti. Sous le prétexte d'une fresque « suggestive » et « hypnotique » (sic) consacrée à sainte Thérèse d'Avila, ces comédiens-là sont carrément ennuyeux.

Cela dit, vous choisirez vous-même, selon le thème, selon les interprètes. Mais ne manquez pas une production qui, d'ailleurs, n'obtient pas vraiment à la loi du genre, n'est pas présentée chez quelqu'un d'ancien de 1966 au sommet de sa réussite. L'« *Eboulement* », de Jacques Dupin, mis en scène par Jacques Guimet, est donné dans une sorte d'atelier, un hangar, plus que rustique, au fond d'une cour, près de l'Unité pédagogique d'architecture n° 6 (144, rue de Flandres).

Le peintre Antoni Tapies a tendu, à l'arrière de la charpente, un large drap blanc qui aurait mis à sécher une voile blanche, une voile dessinée de deux chiffres. Au sol, sur le ciment, il a peint deux empreintes de pieds nus, la trace très rouge d'un pas sans suite. Sur le mur latéral, il a marqué, comme au goudron, un cercle coupé de lignes obliques, séparant, délimitant des noms : Thomas, l'irlandais...

Cinq personnages au total habitent le texte de Jacques Dupin : deux hommes donc et trois femmes, qui ont soulevé et tourné de cet irlandais exilé volant entre deux terres, ce « danseur » qui mourra de n'avoir pu traverser la mer, déchirure qui sépare son île d'un inaccessible finistère.

Il y a entre les lignes de Dupin des nuages de signes, des espaces de silence, des cassures de sons. Il y a des couleurs, beaucoup de couleurs, et des odeurs (parfums des êtres et senteurs des arbres et des labours). La musique de ne poète-là, qui fait penser peut-être à Dadaï et à Char, est d'une veine, d'une seule et même veine.

René Guimet n'a rien changé à son registre particulier. Il a traité les dialogues comme on déchiffre une partition. En leur laissant leurs secrets, leurs instants d'ombres, et des points de chute. Et c'est bon à écouter.

A regarder aussi : la mise en scène, entrecoupée de « noirs » ressemblant à un cérémonial, à la célébration d'un couplet de scènes d'un film japonais. Jacques Guimet joue lui-même l'irlandais, et Francis Arnaud interprète Thomas, celui qui s'enfuit aussi, autrement. Il y a aussi Florence Carrière, Otilia, la jeune encore prisonnière de l'atmosphère. Et surtout Monique Terret, la vieille au magnifique visage qui sait tout, distillant malheur et sagesse face à des tisons mourants, et Martine Pascal, Gabrielle d'équinoxe, dont les mains, les pas, la voix se posent en toute justesse.

MATHILDE LA BARDONNIE.

* Renseignements et locations
Alpha-FNAC, rue de Rome.

CINÉMA

TRÉSORS DE LA CINÉMATHEQUE

Une femme vêtue d'une longue robe sombre sur laquelle tranche la blancheur d'un grand châle de dentelle, une femme portant casquette et masque cherché à forcer, avec une terreur, le rôle d'un secrétaire. Les mains qui tiennent cette lame sont dures et musclées. S'agit-il d'un homme ? Ainsi se présente, avec en couverture une image d'un film de 1923, Vidocq, de Jean Karmm, le numéro double (janvier 1982) que la revue l'Avant-scène cinéma, qui publie, depuis vingt ans, des découpages et dialogues du film, a consacré aux Trésors de la cinémathèque française, de Marey à Renoir.

Encore que des listes chronologiques, soigneusement établies, fassent du muet un parlant, le bilan de ces trésors dont une partie avait été sélectionnée, par Georges Franju, pour une programmation de l'Arrière du patrimoine, il y a là moins à lire qu'à regarder. De superbes images de films condensent l'histoire du cinéma français, de ses origines à la Règle du jeu. « *Certaines photographies sont accompagnées de légendes. Ces textes concernent des films vus et revus, mais n'en restent pas moins subjectifs, ne veulent détenir aucune vérité, ne sont, sans doute, comme beaucoup de choses écrites dans cet ouvrage, que les reflets de mes attirances, le fil d'Ariane de mon imaginaire. De moins des miroirs auxquels je croise, à l'occasion, les visages de Georges Franju dans son introduction. Un siècle d'images. Textes subjectifs, oui, comme est subjectif le choix de cette centaine de clichés très rares rassemblés par celui qui fut, en 1936, cofondateur de la Cinémathèque française.* »

caise avec Henri Langlois et Jean Mitry. Franju est l'âme de ce numéro exceptionnel. Il précise que sa longue collaboration avec Langlois lui a fait connaître « les films les moins connus, ceux de la période muette ». C'est sans doute pour cela que les images du muet ont la part belle. On y retrouve ce goût de la composition plastique en noir et blanc, de l'insolite quotidien, du fantastique social que Franju cinéaste a fait passer dans ses mises en scène de films, et pas seulement dans sa version de *Juden*, qui fut, en 1963, un hommage à Faulstich.

Le recueil publié par l'Avant-scène cinéma est, évidemment, une forme d'accès aux collections de la Cinémathèque française. Mais c'est aussi une porte ouverte par Franju aux souvenirs, aux rêves, à l'imaginaire. La mise en pages semble constituer, par des plans d'origine très différents, un long ruban de pellicule impressionniste où se succèdent, se rencontrent des personnages et des scènes pour une seule œuvre magique, onirique, abolissant le temps et les techniques. On trouve à la fois la vie et le mystère du cinéma français selon Franju dans ces images sans mouvement, mais dont on sait qu'elles peuvent bouger. Et le photo le plus émouvant ne vient pas d'un film. C'est celle, prise en 1936, de deux jeunes hommes minces et souriants : Henri Langlois et vingt-deux ans, Georges Franju a vingt-deux ans.

JACQUES SICLIER.

* Avant-scène cinéma, n° 279-30, 96 pages, 37 francs.

CORRESPONDANCE

La Bibliothèque nationale
et le sort des Boréades de Rameau

Une mise au point de M. Alain Gourdon

Après les articles de Mathilde La Bardonnie, consacrés à la Bibliothèque nationale (le *Monde* du 21 janvier), M. Alain Gourdon, administrateur de cet établissement, nous écrit :

« Votre collaboration affirme qu'« il n'y a pas de télé à la Bibliothèque nationale », la simple consultation de l'annuaire des abonnés des télé en France lui eût appris que la Bibliothèque nationale dispose d'un télé intérieur n° 212 614 et d'un télé international : BN CC PAR 212 614 F.

L'apprendre, d'autre part, en lisant que j'aurais dénoncé le contrat d'exclusivité passé par la Bibliothèque nationale avec le sieur Villain, en 1976, pour l'exploitation de l'opéra inédit de Rameau *les Boréades*. Ce qui n'est aucunement le cas. Mme La Bardonnie prétend en outre que j'aurais déjà donné « le feu vert » aux organisateurs du prochain Festival d'Aix-en-Provence pour monter les *Boréades*. Or, il va de soi que je n'ai pas à donner quel que « feu vert » que ce soit à un organisme qui n'entretient aucune relation contractuelle avec la Bibliothèque nationale.

Mme La Bardonnie fait enfin valoir que le prix des photocopies d'ouvrages à la Bibliothèque nationale sont les plus chers sur la place de Paris. Encore qu'une telle affirmation soit des plus contestables, je voudrais signaler que les tarifs de photocopies de la Bibliothèque nationale se veulent plus dissuasifs qu'attractifs dans la mesure où la nécessaire conservation des imprimés demeure incompatible avec une reproduction trop fréquente des pages qui les composent. Ajouterais-je que, si les tarifs annuels des cartes de lecteurs ont effectivement augmenté, j'ai réduit de 50 à 60 F les tarifs étudiants.

D'autre part, M. Alain Villain, responsable des éditions SUI, auxquelles ont été cédés les droits des *Boréades*, œuvre posthume de Rameau, nous a adressé les remarques suivantes :

Tout d'abord, il est dit que M. Gourdon a dénoncé le contrat qui me lie à la Bibliothèque nationale. Si cela était vrai le contrat, d'ailleurs, je ne vois pas comment la Bibliothèque nationale pourrait dénoncer ce contrat dès lors qu'elle

ne peut se prévaloir d'aucune faute de ma part. En toute hypothèse, un contrat ne peut être résilié que par une action judiciaire et à compter seulement du début de la procédure. Par ailleurs, j'apprends par votre article que la Bibliothèque nationale aurait investi le Festival d'Aix-en-Provence et, semble-t-il, d'autres provinces, des droits leur permettant de monter et d'exploiter les *Boréades*. Je ne vois pas comment la Bibliothèque nationale aurait pu conclure de tels contrats puisqu'elle ne peut plus disposer de ces droits dès lors qu'elle me les a cédés. On ne saurait imaginer que cette très crétine institution ait fait ce cadeau empoisonné au Festival d'Aix ou à quiconque, car alors ses malheureux partenaires, en exécutant leur contrat, se rendraient coupables du délit de contrefaçon.

Cependant, M. Villain a publié, le 1^{er} février, un communiqué dans lequel il écrit :

« (...) On prête aux responsables du Festival d'Aix-en-Provence l'intention de programmer les *Boréades* pour la saison lyrique 1982. On apprend par ailleurs que la direction de la musique serait prête à accepter cette situation alors qu'à ce jour le Festival ne peut se prévaloir d'aucun droit d'exploitation sur l'œuvre. Bien plus, on prête au nouvel administrateur de la Bibliothèque nationale l'intention de dénoncer le contrat signé par son prédécesseur. Enfin, la radio, la télévision et une firme de disques, filiale d'une multinationale, seraient prêtes à bénéficier de cette première exploitation sur scène d'un opéra inédit.

Les éditions SUI rappellent que pour les *Boréades*, elles sont les seules détentrices d'une cession de droits d'exploitation, aux termes d'un contrat signé avec cet établissement public, la Bibliothèque nationale.

Les éditions SUI, qui continuent à préparer la réalisation des *Boréades* pour 1983, entendent faire respecter leurs droits. Elles ont en appelé à l'arbitrage du ministre de la culture et ont demandé aux pouvoirs publics de veiller à ce qu'un petit centre de création français ne soit pas sacrifié dans ses initiatives par la condition d'un Festival tout-puissant, et de multinationales de la culture.

TELEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TELEX - PARIS 345 21 62

ROCK

LA TOURNÉE DE STRAY CATS
SANS FICELLES

Les voilà de nouveau, les Stray Cats, le « *bande* » du front, les tatouages sur les bras et le rock en quiquette, senti, évocateur et vibrant en diable. Au centre, Brian Setzer, chanteur de charme et guitariste de choc, sur la gauche, Slim Jim Phantom, batteur de prestige, sur la droite, Les Rockers, contrebassiste de style. Ces trois-là ont enregistré, en un tournemain et trois accords pleins au bon moment et au bon endroit, une petite révolution en 1981. Car, en somme, il s'agit d'un disque, leur premier, pour que tout à coup le rockabilly revienne sur le devant de la scène.

Des groupes ont suivi, surgissant de toutes parts, talés dans l'imaginaire des années cinquante, par Eddie Presley, Eddie Cochran, Gene Vincent, Buddy Holly ou Little Richard, essouffés avant d'avoir pris leur premier souffle. Le prêt-à-porter s'est mis au diapason, les coiffeurs ont fait commerce de bananes, l'industrie du disque a sauté et l'éclosion pour sera de la pelle sous les vieux disques du genre, surtout en France, où les bandes, plus qu'ailleurs, ont gardé la nostalgie de cette époque grâce à notre Johnny national. Dick Rivers en a profité pour réformer d'archaïsme ses vieux Chats sauvages.

Mais de tout ce phénomène improvisé pour les besoins du show-business, de ce non-déjà, nous les Stray Cats valaient qu'on finisse nos passions sur leur musique. Eux seuls avaient suffisamment de talent, de classe et d'inspiration pour ne pas utiliser le rockabilly comme une ficelle, pour ne pas se laisser emporter dans une débauche et revêtir « sans issue ». A peine un en plus tard, ils laissent derrière eux la cohorte de suiveurs avec un second album, « *Gonna Ball* », tout aussi efficace, qui subtile les racines noires aux racines blanches. Le blues prend le pas sur le rock avec la même saveur de l'explosion.

Hier, Nice, Lyon, Grenoble, Nancy, Rouen, Paris : maintenant Clermont : Slim Jim Phantom, debout devant sa batterie, décoche des rythmes infatigables sur sa caisse claire et sa cymbale, Les Rockers, couchés ou à cheval sur sa contrebasse, fait claquer les cordes, Brian Setzer, courbé sur sa guitare, le rythme sans coup férir, lui éructe sans relâche des notes juteuses, vibrantes, et chantent de sa voix rocée, saute et charge de trémoles, des compositions dignes de figurer au panthéon des rois du rock'n'roll. Du grand art.

ALAIN WAIS.

* Mercredi 10 février à Toulouse : le 11 à Marseille-Vitrolles ; le 12 à Montpellier. Cinégraphie chez Arabelle.

La série des sept concerts qui devaient avoir lieu au Théâtre des Bouffes du Nord, le dimanche à 17 h 30 du 14 février au 28 mars est reportée en l'absence de la restrée prochaine, la chanteuse Zohara Gai étant souffrante. Les places sont remboursées à la FNAC et au guichet.

MUSIQUE

La maturité schubertienne
de Michel Dalberto

Inéssablement, les *Aïnés* de la musique de chambre, que dirige M. Robert Selles, invitent, avec l'aide de Franco-Culture, les plus grands ensembles et solistes du monde entier, mais aussi les artistes d'avenir. Ainsi, cette saison, on ne sent pas moins de onze quatuors qui viennent jouer pour les fidèles de la salle Gaveau le samedi après-midi.

Leur dernier concert a confirmé l'immense talent d'un jeune pianiste français, Michel Dalberto. Qu'il ait une fort belle technique ne suffit pas à le mettre à part de ses confrères, mais son jeu se distingue par une sensibilité, une transparence, un naturel du phrasé qui éveillent toute schubertienne.

Les trois Préludes et fugues qu'il a choisis dans le premier livre du Clavecin bien tempéré brillent d'un éclat tout intérieur et d'une vie à la Edwin Fischer ; un rien de timidité l'empêche encore de s'approprier entièrement le génie de sa propre substance, ce qui est la définition même de l'interprète, comme aussi dans certaines pages des Kreisleriana de Schumann.

Mais son jeu, clair, laisse des traces lumineuses dans la mémoire, le charme et l'idéal sont ceux d'un être jeune qui rêve beaucoup et se plonge avec bonheur dans les ouvrages passionnés.

Et dans la grande Sonate posthume au la majeur de Schumann, la maturité est là, le sens des orbes et des lumières, la vigueur et la tendresse, le génie des modulations, l'intimité des lieder, les plumes de rosée bienheureuse, un sens inné des mouvements justes qui permettent de s'épanouir aux fleurs du lyrisme schubertien. Avec cela, le mystère des silences qui sont comme le temps de la réception du message avant la réponse. Cette interprétation, à la taille de colosse de Wüthner, le trop subtil, et d'Alfred Brendel, n'efface pas après la sublime angélisme par Dalberto de la Sonate en ut majeur achevée D.840 (1).

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Erato, 71309, avec une interprétation moins achevée de la Sonate en ré majeur D.850.

MARIGNAN PATHÉ - PANTHÉON
FRANÇAIS PATHÉDIVA
UN FILM DE JEAN-JACQUES BEINEIXCANDIDAT AUX OSCARS
HOLLYWOOD 825 NOMINATIONS
AUX
CÉSARS
LE FILM
QU'IL FAUT VOIR

Dr. L. 20.15.26

SPECTACLES

(326-38-00) : 14-Juillet Bastille, 11^e (327-90-11) : Olympia Entrepôt, 14^e (342-67-42).

NOCES DE SANG (Esp. v.a.) : Studio de la Harpe-Huchette, 6 (633-08-40).

LE PETIT LORD FAUNTLEROY (A. v.a.) : Montebell, 6 (225-18-45).

POPEYE (A. v.a.) : Napoléon, 17^e (380-41-46).

LE PRINCE DE NEW-YORK (A. v.a.) : Gaumont les Halles, 1^e (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-43) ; Publicis Elysees, 6 (742-76-23) ; V.F. : Paramount Opéra, 6 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14^e (329-90-10) ; Paramount Molière, 17^e (758-26-24).

LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Colisée, 6 (329-19-23) ; Montparnasse Pathé, 14^e (329-90-10) ; PRINCE DES BOUES (Belg.) : Rivoli, 6 (272-63-32) ; Banque de l'Image, 5^e (329-41-19).

QUAND TU SERAS DÉBLOQUÉ... (Fais-Moi Signe (Fr.) : Biarritz, 7^e (723-69-23).

QUI CHANTE LA BAS ? (Yong. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (329-19-23) ; Lucernette, 6 (544-57-34).

RAGTIME (A. v.a.) : Gaumont les Halles, 1^e (297-49-70) ; Quinzette, 5^e (633-79-38) ; Havitefeuille, 6^e (633-79-38) ; Gaumont Clamey-Elysees, 6 (329-04-67) ; Parnassiens, 14^e (329-83-11) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14^e (589-64-23) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 14^e (575-79-79) ; Mayat, 6^e (525-27-06) ; V.F. : Capri, 2^e (508-11-69) ; France, 9^e (770-33-88) ; Nation, 12^e (342-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14^e (329-19-23) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18^e (322-46-01).

REPORTERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (329-19-23) ; Le Réal, 2^e (236-43-93) ; La Route, 3^e (265-32-66) ; Marabout, 6^e (225-18-45) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (336-22-44) ; Métropole, 14^e (539-52-63) ; Montparnasse, 14^e (329-90-10) ; Miroir, 15^e (329-83-11) ; Napoléon, 17^e (380-41-46) ; Secrétaire, 19^e (206-71-33).

SALUT L'AMÉRIQUE (Fr.) : Montparnasse Pathé, 14^e (329-19-23) ; Marivaux, 2^e (294-80-40).

SAYAT NOVA (Sov.) (v.a.) : Comon, 6^e (544-28-80) ; Olympia Luxembourg, 6^e (633-97-77) ; André-Bazin, 13^e (337-74-39).

SEE DANCES ALONE (A. v.a.) : Ciné-Beaugrenelle, 14^e (329-19-23) ; Studio Clichy, 5^e (329-41-19) ; Elysees Lincoln, 6^e (339-56-14).

SIEUX GUEUX VOUS PLAIT (Fr.) : Caméo, 9^e (246-66-44).

LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.) : Ambassade, 6^e (359-19-08) ; France, 9^e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14^e (329-19-23).

STALKER (Sov. v.a.) : Studio de la Harpe, 5^e (354-34-83).

TES FOULES OU QUOI ? (Fr.) : Bretagne, 6^e (222-57-97) ; Colisée, 6^e (329-19-23) ; Caméo, 9^e (246-66-44).

THE ROSE (A. v.a.) : Studio Raspail, 14^e (329-80-86).

TOTO APOTRE ET MARTYR (It. v.a.) : Forum, 1^e (297-53-74).

TOTO LE MOKE (It. v.a.) : Forum, 1^e (297-53-74).

TOUT FOUT TOUT FLAMME (Fr.) : Gaumont les Halles, 1^e (297-49-70) ; Rivoli, 6^e (329-19-23) ; Havitefeuille, 6^e (633-79-38) ; Publicis Elysees, 6 (742-76-23) ; Saint-Lazare Raspail, 14^e (329-19-23) ; Paramount Opéra, 6 (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12^e (343-79-17) ; France, 9^e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14^e (329-19-23) ; Parnassiens, 14^e (329-83-11) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-43) ; Gaumont Clamey-Elysees, 6 (329-04-67) ; Parnassiens, 14^e (329-83-11) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14^e (589-64-23) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 14^e (575-79-79) ; Mayat, 6^e (525-27-06) ; V.F. : Capri, 2^e (508-11-69) ; France, 9^e (770-33-88) ; Nation, 12^e (342-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14^e (329-19-23) ; Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18^e (322-46-01).

TRANSEIN (Mar. v.a.) : Saint-Sébastien, 5^e (354-50-91).

LE TUEUR DU VENDREDI (A. v.a.) : U.G.C. : 6 (329-19-23) ; 14^e (329-19-23) ; 17^e (380-41-46) ; 18^e (322-46-01) ; 19^e (206-71-33) ; 20^e (742-56-31) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (343-01-59) ; 17^e (343-01-59) ; 18^e (343-01-59) ; 19^e (343-01-59) ; 20^e (343-01-59) ; 21^e (343-01-59) ; 22^e (343-01-59) ; 23^e (343-01-59) ; 24^e (343-01-59) ; 25^e (343-01-59) ; 26^e (343-01-59) ; 27^e (343-01-59) ; 28^e (343-01-59) ; 29^e (343-01-59) ; 30^e (343-01-59) ; 31^e (343-01-59) ; 1^e (343-01-59) ; 2^e (343-01-59) ; 3^e (343-01-59) ; 4^e (343-01-59) ; 5^e (343-01-59) ; 6^e (343-01-59) ; 7^e (343-01-59) ; 8^e (343-01-59) ; 9^e (343-01-59) ; 10^e (343-01-59) ; 11^e (343-01-59) ; 12^e (343-01-59) ; 13^e (343-01-59) ; 14^e (343-01-59) ; 15^e (343-01-59) ; 16^e (

En trois ans, les émissions ont presque doublé de volume, et l'objectif du nouveau gouvernement est de doubler encore ce volume dans les deux prochaines années, ce qui le porterait à 106 milliards de francs (par comparaison, les emprunts de la France en 1914-1915, pour les besoins de l'Etat, ont été de 200 milliards de francs. C'est que les besoins ont été énormes; les emprunts de l'Etat devaient en 1922, passer des 25 milliards de francs de l'année écoulée à 50 milliards de francs au moins pour combler une partie d'un déficit budgétaire voisin de 100 milliards de francs. Ceux du secteur public, traditionnellement élevés, le restent; les établissements spécialisés tels que le Crédit foncier et le Crédit national vont être abondamment sollicités. L.D.F. n'a pas terminé, et de loin, son programme nucléaire. La limitation à 10 % de la hausse des tarifs d'électricité, la création des grandes sociétés nationales à recourir devant les besoins financiers. S'y ajoutent les besoins des nouvelles entreprises nationales, évalués à plus d'une dizaine

de milliards de francs, ceux des banques pour leurs crédits désamorcés et ceux, enfin, du secteur privé, réduits à la parité congrue des derniers temps, qui n'est pas la parité officielle.

C'est dire que la demande sera très forte, par rapport à une offre qui devra être stimulée. Elle l'est déjà depuis qu'au printemps 1979, accomplissant une véritable révolution, le gouvernement de M. Raymond Barre décida de relever massivement les taux des crédits à court terme, de 10 à 15 %, et de réduire de 50 % les taux à long terme par rapport à l'épargne à court terme. Il s'agissait de stimuler l'investissement et de moins recourir à la création monétaire par mobilisation de l'épargne liquide (hors du Trésor, etc.). Elle va continuer à être, puisque M. Jacques Delors recommande que « les épargnants ont trop longtemps été naïfs », entend, comme M. Barre, maintenir la rémunération des placements obligataires à un niveau supérieur à celui de l'inflation, à l'instar de l'Allemagne, et que les banques ne doivent pas continuer à réduire arbitrairement la rémunération des dépôts à terme, désormais étagée entre 3,5 % et 9 % environ, de façon à obtenir des banques une baisse de leurs tarifs en contrepartie d'une diminution du coût de leur financement.

Le transfert de l'épargne courte vers l'épargne longue,

Le succès de cette nouvelle politique, inspirée, encore une fois de l'exemple étranger, notamment allemand, implique que la rémunération des placements obligataires reste positive par rapport à l'inflation, et que le régime fiscal de cette forme d'épargne demeure suffisamment attrayante aux yeux des ménages. C'est ainsi que les pouvoirs publics, s'ils souhaitent diminuer les avantages fiscaux attachés à l'épargne faite, surtout sous la forme de placement à l'épargne longue, le prélèvement forfaitaire de 25 % sur les revenus des obligations devant, selon toute vraisemblance, subsister longtemps. Autre condition, la mise à disposition d'instruments nouveaux destinés aux émetteurs et aux souscripteurs doit se poursuivre, que ce soit les nouvelles formules comme les émissions à taux variables destinées à garantir prêts et emprunts, ou les variations de taux, ou les nouveaux fonds communs de placement, et les Sicav de trésorerie constituées en obligations.

Tous ces efforts auront, sans doute, pour effet de hisser le marché français des obligations à la place qu'il devrait occuper depuis longtemps et d'en faire un outil puissant aux mains d'une nation industrielle moderne.

FRANCOIS RENARD.

La percée des émissions à taux variables

C'EST en 1976 qu'un changement de politique financière a été introduit par le gouvernement, pour faire face aux pénuries publiques en matière de réamortissement des placements en obligations, changement qui a constitué une véritable révolution. Au mois de mai de cette année-là, le premier ministre, M. Raymond Barre, prenait une décision qui allait bouleverser le monde financier : « Le taux d'intérêt ne doit pas être inférieur au taux de hausse des prix et doit même lui être supérieur : c'est un principe que j'ai posé et que je n'ai pas l'intention de modifier. En appliquant ainsi le principe », Barre visait non seulement les taux à court terme, notamment les tarifs des banques, mais aussi, et surtout, les taux à long terme, avec un double objectif : assurer aux prêteurs une rémunération nette « positive » et élever l'écart entre l'épargne courte et l'épargne longue, au profit de cette dernière.

SUR le marché français, les obligations à taux variable ont représenté 3,3 % des émissions en 1979 (3,2 milliards de francs), 5,8 % en 1980 (8,5 milliards de francs) et 19 % en 1981 (20,3 milliards de francs). Pour l'année qui vient de se terminer, la progression a été véritablement spectaculaire, comme on le voit ci-dessous, le montant global des capitaux engagés suivant cette formule ayant plus que triplé et une émission sur deux s'étant effectuée à taux variable. Le phénomène est relativement récent. Certes la pratique des taux variables est déjà utilisée depuis longtemps pour les emprunts publics, mais en eurodollars consentis à des emprunteurs publics ou privés par des consortiums de banques : le mode de calcul des taux est bien connu, c'est l'indexation sur le taux interbancaire des eurodollars à six mois d'échéance sur le marché de Londres, le fameux LIBOR (London Interbank Offered Rate), que le demandeur emprunteur doit payer à l'expiration de l'emprunt.

dérée annuelle des taux à l'émission des obligations du secteur privé. Il faut dire qu'après la signature du C.I.S. commenté à être quelque peu discutée, en raison de l'aggravation de la crise de la sidérurgie et du déficit vertigineux où s'enfonçaient les entreprises de ce secteur : à l'été 1975, le Trésor avait, en fait, la charge du service et du remboursement de l'ensemble des emprunts émis par cet organisme (11 milliards de francs) dont être assumée par le Trésor pour éviter une défaillance qui eût été catastrophique pour le crédit du marché obligataire français. Cet « accident » mis à part, ce n'est que tout récemment que la formule des *taux variables* a connu un grand développement en France, comme l'indiquent les chiffres cités au début de cet article.

Que s'est-il donc passé? Tout simplement ceci : la hausse des taux d'intérêt, à long terme (ne parlons pas de celle, spectaculaire, des taux à court terme) a atteint une telle ampleur que la notation même de valeur à rendement a été oubliée par les investisseurs. Comme l'indique l'encadré ci-contre sur le phénomène de la décade, des variations de taux à l'émission inconnues jusqu'alors (en dix-huit mois, d'avril 1979 à octobre 1980, celui des emprunts d'Etat français passa de 5 % à 13,80 %, pour culminer à 16,15 % à l'automne 1980), ont entraîné des chutes spectaculaires (à plus de 30 %) sur les cours des obligations (en Bourse). Le phénomène est mondial, notons-le bien, et a particulièrement affecté le marché américain des valeurs à revenu fixe, le plus grand du monde, où une cascade des taux a entraîné, à l'automne, une chute de deux ans de 11 % à plus de 18 % en pointe, à eu des conséquences dévastatrices.

Les perturbations causées par un tel phénomène sont de deux ordres. Sur le marché primaire, c'est-à-dire à l'émission, une ascension continue des taux nominaux ne peut qu'inquiéter les emprunteurs, peu soucieux de s'engager sur le long terme et de se voir ainsi condamner à de telles poursuites, ultérieurement, redevenir moins coûteuses. Sur le marché secondaire, c'est-à-dire sur celui des obligations déjà émises, les prêteurs se trouvent gravement lésés. Tout d'abord la valeur marchande des créances diminue certainement se traduisant par un dépréciement sans doute, rétrograt, assez cyniquement, nombre d'emprunteurs, et, parmi eux, les représentants du Trésor, les prêteurs n'ont qu'à attendre le remboursement des emprunts pour récupérer ce qu'ils ont avancé. L'opération initiale (en quelle monnaie, Dieu seul le sait, après dix ou quinze ans d'inflation !). Mais on sait bien que les particuliers, souscripteurs de plus de la moitié des obligations en France, sont fréquemment contraints de revendre leurs titres pour diverses raisons : chômage, mariage, acquisition d'un bien immobilier, événement familial, maladie, etc. et, à cette occasion, ils prennent cruellement conscience du trou creusé dans leur épargne par la hausse des rendements. F. R.

(Lire la suite page 20.)

QUI n'a jamais été témoin de l'embarras surprise et de l'indignation d'un souscripteur d'obligations qui, se trouvant contraint, pour une raison ou une autre, de revendre ses titres en Bourse quelques années après, en obtenait un prix bien inférieur à celui de la souscription ? Comment le cours d'une valeur à revenu fixe et à capital garanti au remboursement pouvait-il pareillement varier ? En général, c'est à la baisse que le phénomène se produit, rarement à la hausse, d'où le colère du souscripteur, à-dire que, pour obtenir le même coupon de 20 francs, il faudrait deux obligations anciennes, même la valeur globale n'est donc de 100 francs, ce qui fera tomber à 50 francs le cours de chacune d'elles, en baisse de 50 %.

Inversement, si, la troisième année, une obligation est émise à nouveau à 10 %, celle de la première année retrouvera son niveau de 100 francs, mais celle de la deuxième année, émise à 20 %, verra son cours multiplié par deux et monter à 200 francs. Heureux souscripteur !

C'est que, hélas ! les taux d'émission des obligations, et donc les rendements offerts, évoluent dans le temps en fonction soit de la conjoncture internationale (l'inflation, par exemple), soit de la conjoncture intérieure (variation du taux d'inflation), soit d'un choix de la puissance publique, comme cela s'est produit en France où les taux ont été délibérément réduits de 1971 à 1979 (voir en page 1). Ces variations ne manquent pas d'influer très sensiblement sur les cours en Bourse des obligations déjà émises. Un exemple volontairement simplifié le démontre. Imaginons qu'il y ait eu l'année dernière une obligation de 100 francs soit émise à 10 %, avec un revenu annuel de 10 francs. L'année suivante, pour une ou plusieurs des raisons évoquées précédemment, une autre obligation de 100 francs soit émise à 12 %, avec un revenu annuel de 12 francs. L'année suivante, la Bourse de Paris se met à hausser de 20 francs. Suivant une loi rigoureuse et fort naturelle, il ne peut exister sur un même marché libre qu'un seul taux de rendement, tous les autres s'alignant sur lui.

Dans la réalité, ce n'est pas si simple, car il faut tenir compte de la durée de vie des obligations, du délai qui reste à courir avant leur remboursement, etc. En pratique, à une variation de 1 % du taux de rendement correspond une variation de 5 % à 6 % des cours en Bourse, d'où l'attrait du marché de la dette. Ces dernières années, on a vu, en dix-huit mois, les taux à l'émission passer, pour les emprunts d'État, de 9 % à 13,80 % et même 16,75 %, soit plus de 7 % d'écart. Les effets de ce jeu sont énormes. Prenons, par exemple, un emprunt d'État de 1979, émis à 9 %, avait, dans le courant de l'été 1981, fléchi de 32 %. Actuellement, la décote est n'importe quel « que » 27 % environ. L'opération est donc un coup d'crier de l'emprunt d'État de septembre 1981, émis à 16,75 %, voit son titre bénéficier d'une plus-value de 2 % en Bourse, en raison d'une baisse des rendements, l'emprunt de janvier dernier, émis à 13,80 %, s'étant effondré qu'à

Dans tous les pays du monde, les mêmes causes ont provoqué les mêmes effets, notamment aux Etats-Unis. Dans ces conditions, on comprend l'attirance pour les taux variables...

Le graphique illustre l'évolution comparative du rendement des obligations d'État et de l'inflation en France de 1968 à 1981. L'axe vertical mesure le pourcentage (0 à 18 %), et l'axe horizontal les années. La série 'TAUX D'INFLATION' (ligne noire) montre une forte volatilité, avec un pic de 15 % en 1974 et un autre de 14,5 % en 1981. La série 'Taux de rendement brut des obligations du secteur public' (ligne grise) est plus stable, avec des pics de 11,50 % en 1974 et 17,50 % en 1981. Les deux séries convergent à 14,5 % en 1981.

Année	Taux de rendement brut des obligations du secteur public (%)	Taux d'inflation (%)
1968	4,50	4,50
1969	7,00	6,50
1970	8,00	7,50
1971	8,00	6,50
1972	7,50	7,50
1973	8,00	8,50
1974	11,50	15,00
1975	8,50	8,50
1976	10,00	9,50
1977	10,50	8,50
1978	10,00	9,50
1979	11,50	11,50
1980	13,50	13,50
1981	14,50	14,50

(Lire la suite page 20.)

Dès le début de cette année, le gouvernement français s'attendait que les événements de la semaine dernière, l'autre franchement défavorable, se produisent à l'extérieur des frontières, de nature à influer à terme sur la marche de l'économie nationale et sur la politique de croissance modérée mise en œuvre pour 1982. Ils se sont produits l'un et l'autre la semaine dernière. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'un acte de présidence remarquable. Les événements ont eu lieu et il ne suffit pas toujours de prévoir les choses pour se prémunir contre leurs conséquences.

La bonne nouvelle a été l'annonce par plusieurs grands patrons de la région. Ce n'est pas qu'à Paris on espère de grands effets immédiats des mesures de relance des investissements proposées à Bonn et qui portent sur un volume de dépenses globales de 12,5 milliards de DM (soit de 1,25 milliards de francs) en 1980, mais on s'attendait à ce que l'IRG soit étalé sur quatre ans. Il n'empêche que le cabinet fédéral, sur la pression des syndicats, a été amené à présenter un programme visant essentiellement à l'augmentation du chômage qui, de janvier 1981 jusqu'en décembre 1983, atteindra le chiffre de 50 % pour atteindre près de deux millions de personnes. Plus encore que les moyens d'intervention choisis, déductions fiscales et aides financières, ce sont les autres moyens entreprises qui, en Allemagne, s'appliqueront dans un cadre beaucoup plus sain (le champ des procédures d'exception y reste limité), le financement retenu, la majorité du budget de l'I.R.G., va donner de meilleures possibilités aux entreprises locales, aux associations et entreprises familiales. Elles auront davantage d'augmenter cet impôt qu'il lugeait naguère injuste.


Quant à la mauvaise nouvelle, ce fut la décision prise par plusieurs banques américaines de porter de 15,75 à 20,50 % leur taux de base. Ce très inquiétant enrichissement du coût du crédit (en pleine récession) placerait, s'il se confirmait, les Européens en général et le gouvernement français en particulier devant des choix peut-être dramatiques. La tentation serait grande à Paris de modifier les règles du jeu monétaire (par suppression des mécanismes de marché) pour permettre aux autorités de pratiquer des taux artificiellement bas. Ce protectionnisme monétaire serait une première rupture avec le système ambiant.

PAUL FARRE

ENCYCLOPEDIE DELMAS

pour la vie des affaires

FRANCIS LEMUEUNIER
Comment constituer et gérer une
SOCIÉTÉ CIVILE




150 F

- Créatif en tant que S.C.
- et président de la S.C.
- Les associés / Copropriétaires
- Apports - droits de cession
- Administrateurs de la S.C.
- Les gérants - les assemblées
- Fonctions de copropriétaires
- Copropriétaires préposés
- Statuts types commentés

J. DELMAS & Cie

FRANCIS LEMUEUNIER
Comment faire face aux imprévus
RECOURS EN CAS D'INCIDENTS
PREVENTION ET CONTRÔLE




150 F

- Incidents potentiels
- La réserve de prévoyance
- L'assurance civile
- La garantie de responsabilité
- Le Spoliation
- Les responsabilités contractuelles
- Le droit de rétrocession
- Les garanties mutuelles
- Les obligations légales
- Régimes contractuels particuliers

J. DELMAS & Cie

M. WEISMANNS et R. DEBLED
Achats - Ventes et Gérances d'un
FONDS DE COMMERCE



130 F

- Objets d'un fonds de commerce
- Achats et ventes de fonds
- Procédure de vente
- Les ventes forcées
- Responsabilités contractuelles
- Achats des entreprises
- Objets des gérances d'un fonds

J. DELMAS & Cie

En librairie ou par correspondance
à la M.L.S. 7, rue Geoffroy St-Hilaire
75005 PARIS
* Prix Public TTC au 1.2.82

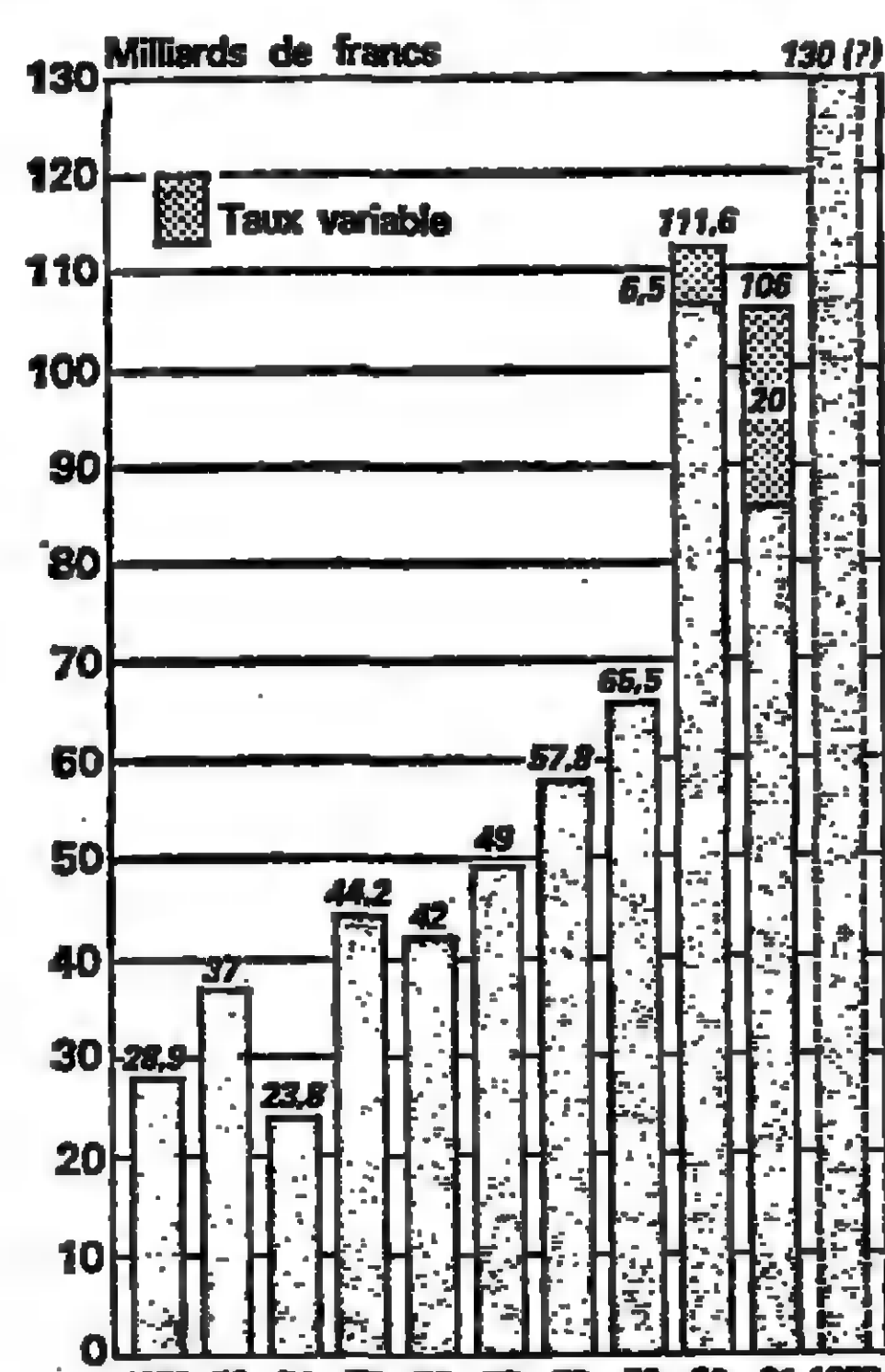
L'ESSOR DU MARCHÉ FINANCIER FRANÇAIS

LES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS

Un gonflement brutal...

Parmi les événements qui ont contribué à modifier profondément le physionomie du marché obligataire français, figure le gonflement brutal des émissions, après des années de progression modeste, et même de régression, en 1974 et en 1976, comme l'indique le graphique ci-contre. C'est en 1980

pour l'Etat, du recours abusif à l'émission de bons du Trésor placés non seulement auprès des particuliers, mais auprès de la Caisse des dépôts et des banques. En 1980, comme on l'a vu, ce fut un véritable succès, dont on a haut lieu en désirant la répétition en 1981.



que le «décochage» véritable s'est effectué, avec un bond de 70 %, le volume total passant, d'un coup, de 65,5 milliards de francs à 111,6 milliards de francs. A l'origine de ce véritable saut, on trouve la décision prise par le gouvernement d'élever la rémunération des obligations et de creuser l'écart entre les intérêts à court terme et ceux à long terme. L'objectif était, on le sait, d'orienter l'épargne liquide vers les emplois productifs et les investissements, et de limiter la création monétaire résultant.

Le net flottement enregistré lors de la campagne électorale et après les élections de mai et de juin fit naître les plus grandes inquiétudes, mais l'élevation brutale des taux de rendement et d'émission à des niveaux records, 16,75 % pour les emprunts d'Etat, 17,50 % et plus de 18 % pour ceux du secteur public et privé, donna un coup de fouet au marché, notamment à l'automne, et le volume atteignit en 1981 n'a été que de 6 % inférieur à celui de l'année précédente : une belle consolidation.

...grâce à un transfert de capitaux

Il ne faut pas se le cacher, les performances de 1980 et de 1981 ne sont pas dues à l'augmentation du taux d'épargne nette des ménages, qui a continué à diminuer ces deux dernières années, avec, peut-être, une sensible remontée à la fin de l'année dernière, mais à un transfert de capitaux en provenance de l'épargne courte vers l'épargne longue mieux rémunérée, conformément à la volonté des pouvoirs publics. En janvier 1980, par exemple, le placement du « grand » emprunt d'Etat de 12,5 milliards de francs au taux record, à l'époque, de 12 % obtint un vif succès aux dépens notamment des dépôts à la Caisse d'épargne dont les excédents se contractèrent sensiblement. Ce fut le cas également pour l'emprunt d'Etat de 15 milliards de francs émis à 16,75 %, autre taux record, à l'automne dernier, et souscrit avec une rapidité stupéfiante.

Parmi les autres victimes de ce transfert, figure l'épargne-logement, dont la faible rémunération, moins de 9 % sur quatre ans, a rebuté les épargnants, tout au moins ceux qui l'utilisaient seulement comme un placement. Enfin, ledit transfert s'est encore accéléré avec la sévère limitation des intérêts versés sur les dépôts à court terme, mise en vigueur en septembre 1981, et qui a incité nombre de ménages à se tourner vers les placements longs ou, à défaut, vers les fonds communs de trésorerie investis en obligations.

La nouvelle politique depuis mai 1979

(Suite de la page 19.)

Certes, en ce début de 1980, on peut observer un lent reflux du taux à long terme, succédant à celui du taux à court terme, revenu de 20 % à 15 %. Le deuxième emprunt d'Etat de M. Delors a été émis à 16,30 %, et ceux du secteur public ont fléchi de 17,50 % à 16,50 %. Mais il est probable que ce reflux sera très lent, à supposer même qu'il se poursuive, tant le marché obligataire français sera sollicité cette année.

A partir de mai 1979, également, le deuxième objectif de M. Raymond Barre fut de rétablir la hiérarchie des taux en faveur du long terme par un ralentissement de la progression des rendements à court terme : le taux d'intérêt des caisses d'épargne augmenta peu (7,50 % contre 6,50 %) et celui de l'épargne-logement fut même bloqué en dessous de 9 %. Conséquence logique, l'attrait qu'exerçaient les rendements élevés des obligations, supérieures à 14 %, fut tel que d'importantes transferts se produisirent vers le marché obligataire, où les émissions firent un bond de 70 % en 1980, aux dépens des livrets d'épargne, de l'épargne-logement beaucoup moins rentable en dépit de leurs avantages fiscaux.

Là encore, M. Delors s'est efforcé de suivre la même politique, puis, au début de septembre, il a sévèrement réduit la

rémunération des comptes à terme, grands concurrents des obligations, étant donné que leur rendement, noté en mois le mois avec la banque, s'alignait sur celui du marché monétaire resté supérieur à 16 % tout l'été 1981 avec une pointe à 20 %. En ramenant cette rémunération à des niveaux compris entre 3,50 et 8,50 % selon la durée et le montant des placements (moins de six mois et 500 000 F), le ministre de l'économie et des finances a indubitablement provoqué un nouveau transfert de l'épargne courte vers l'épargne longue, pour le plus grand profit du grand emprunt d'Etat d'octobre dernier, par exemple. Une telle mesure a contribué à maintenir au-dessus de 100 milliards de francs le montant des émissions en 1981, consolidant la forte progression de 1980 après bien des inquiétudes, il est vrai : les périodes électorales sont peu favorables aux placements.

Selon toute probabilité, cette politique à double volet — rémunération élevée pour les obligations et maintien d'une stricte hiérarchie du taux — va être poursuivie dans l'avenir. Comme on le voit, sa mise en œuvre à partir de mai 1979 a constitué un véritable changement, de nature, peut-être, à modifier profondément et durablement la physionomie d'un marché obligataire français plutôt sous-développé jusqu'à présent par rapport à ses homologues internationaux. — P. R.

LES EMPRUNTEURS

Vif accroissement de la part de l'Etat et des banquiers

L'évolution à long terme de la structure de l'offre montre la part grandissante prise par l'Etat et par les banques au détriment du secteur privé, tandis que le secteur public maintient sa part de marché. Tombée à près de 10 % du volume global des émissions en 1975, les émissions de l'Etat ont commencé à augmenter en 1979 (23 %) pour se gonfler à près de 26 % en 1980 (31 milliards de francs) et fléchir un peu en 1981 (25 milliards de francs), soit 24 % : cette augmentation est due au souci manifesté par les pouvoirs publics de moins recourir aux emprunts courts du Trésor pour combler le déficit budgétaire, de façon à réduire la création monétaire.

Pour les banques, l'accroissement de leurs émissions obligataires est en relation directe avec le resserrement de l'encadrement du crédit, puisque les crédits financiers avec le produit de ces émissions échappent au contrôle de la Banque de France. Quant au secteur public (Crédit foncier, Crédit national, Caisse nationale de l'épargne, F.T.T., Caisse des collectivités locales, Crédits d'équipement des P.M.E., etc.), sa part se maintient aux environs de 55 %. Le grand perdant, dans l'affaire, est le secteur privé, industriel notamment, dont le pourcentage est revenu en cinq ans de 33 % à 15 % environ : il est vrai que les hausses vertigineuses des taux ont découragé nombre d'emprunteurs qui, en 1981, se sont toutefois rabattus sur les emprunts à taux variables, dont le charge est susceptible de peser moins lourdement sur les exercices futurs en cas de baisse des taux.

D'une manière générale, une comparaison internationale montre que la part de l'Etat est très faible en France par rapport à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne et en Italie, où la puissance publique se taille la part du lion. Selon toute vraisemblance, cette situation va changer dans les prochaines années.

La percée des émissions à taux variable

(Suite de la page 19.)

Ensuite, ces mêmes prêteurs se trouvent léchés par le maintien à un taux fixe du rendement de leurs obligations déjà souscrites, alors même que l'inflation galopante et les nouvelles émissions s'y adaptent, comme le veut la nouvelle politique adoptée en mai 1979 par M. Raymond Barre et religieusement endossée par M. Jacques Delors : conserver à l'épargne longue une rémunération positive en émettant à un taux supérieur à celui de l'inflation.

Sans doute, la formule des taux variables a-t-elle été longue à se faire admettre : lorsque les taux sont bas, les emprunteurs peu soucieux de voir, éventuellement, leur charge d'intérêts s'alourdir, préfèrent les taux fixes, le raisonnement étant inverse pour les prêteurs.

A l'heure actuelle une sorte d'accord s'est donc réalisé sur les taux variables, les emprunteurs acceptant de voir les taux se réajuster à la hausse ou à la baisse, et les prêteurs, désormais garantis contre une hausse des rendements et une chute des cours, consentant à une réduction possible de leur rémunération dans le futur.

Dans les faits, on a pu constater, en 1981, que tous les emprunteurs du secteur industriel et commercial (sauf un, le groupeement des Travaux publics et du bâtiment - G.O.R.T.P.), ont émis à taux variable, ce qui traduit leur souci de ne pas engager l'avenir. Cela a été le cas de Renault, de P.O.F., de C.I.L., de Bouygues, de Valeo. Les banques, également, ont eu recours à cette formule, qui leur permet d'adapter le coût de leurs ressources au niveau de leurs tarifs. L'Etat, en revanche, est demeuré fidèle aux taux fixes, encore que la rémunération des quarante milliards de francs d'obligations émises pour l'indemnisation des obligations soit assortie d'une indexation sur les taux des emprunts publics.

Dossiers édités par FRANÇOIS RENARD.

LES SOUSCRIPTEURS

Au premier rang les ménages

La caractéristique du marché français des obligations est la place très importante des souscriptions dans le public. Selon M. David Daureme, directeur général adjoint du Crédit lyonnais, dans son intervention à la Journée nationale organisée en mars 1979 par la Caisse des dépôts et consignations, cette part a varié entre un minimum d'un peu plus de 45 % en 1973 et un maximum de 66 % en 1979, peut-être davantage en 1980 et 1981. Ce pourcentage est probablement le plus élevé du monde occidental. Il est dû à la fois au goût traditionnel des Français pour la valeur à revenu fixe et à l'existence d'un quadrillage serré de guichets de banques et d'établissements financiers, dont les responsables, relayés, assistés, essentiellement en province, de démarcheurs à domicile dont les méthodes sont parfois critiquables, consistent à faire revendre des émissions anciennes, « moins avantageuses » pour des nouvelles « beaucoup plus intéressantes ».

Après les ménages, viennent les investisseurs institutionnels qui sont tenus d'employer en obligations leurs capitaux, que ce soit les compagnies d'assurances avec leurs réserves techniques ou les caisses de retraite. Signaux, à ce sujet, la place importante qu'occupe la Caisse des dépôts et consignations avec 30 % des souscriptions.

La physionomie du marché obligataire est toutefois assez différente si on analyse la composition des stocks de titres détenus en permanence. Selon l'O.C.D.E., la part des ménages tombe, pour la France, à moins de 25 % contre près de 31 % pour l'Allemagne fédérale : c'est que les ménages ne conservent pas l'intégralité de leurs souscriptions. La part des compagnies d'assurances et des caisses de retraite n'est que de 22 %, très inférieure à celle des compagnies anglo-saxonnes.

LES INNOVATIONS

Les fonds communs et les Sicav de trésorerie

L'automne dernier, M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, a encouragé d'obtenir une réduction des tarifs bancaires, entreprenant de faire baisser le coût des ressources des établissements et, à cette fin, diminuait très sensiblement la rémunération de l'épargne liquide. Auparavant, les particuliers et les entreprises pouvaient à partir de 100 000 francs, négocier librement avec le banquier le taux de leurs dépôts à terme, à un mois ou plus. Ce taux était, le plus souvent, proche de celui du marché monétaire sur la place de Paris, dont le niveau est variable mais généralement assez élevé. De 12 % à 13 %, au premier semestre 1981, il a bondi à 20 % après le 10 mai, pour revenir progressivement aux alentours de 15 %.

Le 4 septembre 1981, le ministre décida donc que les dépôts inférieurs à six mois et à 500 000 francs seraient réglementairement rémunérés à un taux compris, selon la durée, entre 3 % et la moyenne du loyer de l'argent sur le marché monétaire, augmentée de 3,50 % et divisée par 2, soit 10,50 % à l'époque et 9,25 % environ à l'heure actuelle.

Immédiatement, l'imaginaire des banquiers se donna libre cours afin de s'adapter à cette réglementation restrictive du moins offrir à leurs déposants des instruments nouveaux capables d'assurer une rémunération plus avantageuse. Certes, quelques établissements se laissent aller à des pratiques clientèles assez qu'illicites sous la forme de placements à plus de six mois, donc à taux fixes, mais avec la possibilité de l'interrompre à tout moment sans pénalisation ni diminution de taux. Mais la très grande majorité des établissements préfère créer à l'usage de leur clientèle, et avec l'autorisation du Trésor, des fonds de placement de trésorerie, proches parents des Money Funds américains. Plafonnés à 100 millions de francs, ces fonds étaient et sont constitués par achats d'obligations à moins d'un an ou à taux variable, ce qui, après déduction des frais d'entrée et de gestion, permet

d'offrir aux souscripteurs, sans risques, une rémunération, voire inférieure au taux d'intérêt des obligations sur le marché secondaire. A l'heure actuelle, on estime à cent trente le nombre de ces fonds communs, avec une moyenne de 25 à 30 millions de francs par fonds.

Depuis le début de l'année 1982, une nouvelle étape a été franchie, avec la création de Sicav de trésorerie à diffusion plus large et à cotation régulière. Plafonnées à 400 millions de francs par le Trésor, du moins pour l'instant, ces Sicav s'alignent, comme les fonds communs, par achats d'obligations à moins d'un an et à taux variable. Les souscripteurs acquittent 0,10 % de frais d'entrée plus 0,80 % de frais annuels de gestion, facturés *pro rata temporis*. Mais, pour quoi, dira-t-on, le Trésor a-t-il autorisé, pardon, « toléré », la création d'instruments qui, en permettant d'offrir une rémunération élevée à court terme, tournent la réglementation sévère s'appliquant aux dépôts à court terme ? Peut-être la puissance publique a-t-elle estimé qu'il valait mieux autoriser ce qu'elle ne pouvait totalement interdire, faire d'un contrainte efficace. Plus sûrement, a-t-elle estimé que les avantages de ces nouveaux instruments l'emportent largement sur leurs inconvénients.

C'est qu'en acquiesçant en Bourse des obligations déjà émises, ces fonds et ces Sicav contribuent à alimenter le marché secondaire, où ces titres se négocient et à drainer vers lui des disponibilités abondantes et bien venues : on sait à quel point les placements obligataires sont mis à contribution en 1982. C'est ainsi que, selon les spécialistes, une bonne part des 40 milliards de francs d'obligations à taux variable émises pour l'indemnisation des nationalisations seront logées dans ces nouveaux instruments, ce qui allègera d'autant le fardeau de la Caisse des dépôts, chargée, le cas échéant, de soutenir les cours en absorbant le papier à l'émission. — P. R.

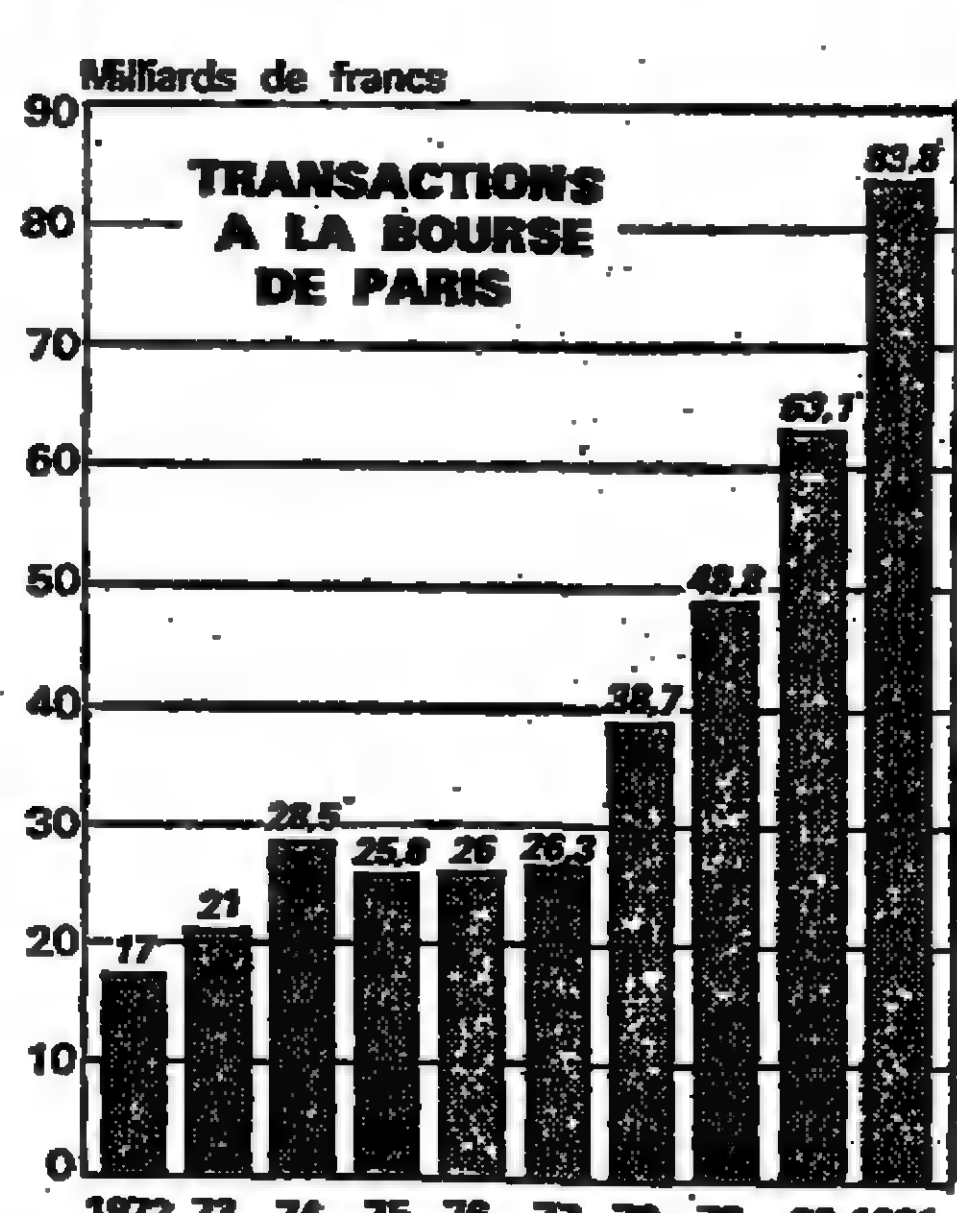
LE MARCHÉ SECONDAIRE

Une augmentation rapide et récente des transactions

Pour un marché stable de 1974 à 1977, le volume des transactions a commencé à se gonfler en 1978 et à partir de 1979, s'est mis à croître rapidement, en liaison avec le gonflement des émissions, au point de représenter, en 1981, 54 % du volume global enregistré à la Bourse de Paris, soit 33,8 milliards de francs sur un total de près de 150 milliards de francs. La grande caractéristique du marché secondaire français est le rôle primordial joué par la Caisse des dépôts, qui, par sa présence constante, assure la régulation des cours, achetant et vendant pour équilibrer les transactions : avec 17 % du volume des transactions, elle est le premier acheteur du marché, et son arbitre suprême. A ses côtés, on trouve naturellement les organismes de placement collectif, compagnies d'assurances, caisses de retraite, Sicav (qui sont tenues de détenir 20 % de valeur à revenu fixe en portefeuille), sans oublier les Sicav spécialisées en obligations. Un phénomène récent est apparu, avec le gonflement très rapide des transactions sur les titres à échéance inférieure à un an et sur ceux à

taux variable, qui, certains jours, atteignent la moitié du volume total. Dans bien des cas, il s'agit d'achats en provenance des nouveaux Fonds communs de place-

ments en obligations ou de ventes à réméré, c'est-à-dire des prêts de titres effectués par leurs détenteurs aux Sicav ou aux Fonds communs.



LES MARCHÉS D'OBLIGATIONS ÉTRANGERS

Un poids énorme

Le poids et l'importance des marchés obligataires étrangers, en part de la production intérieure brute, sont très considérables et la comparaison avec la France souligne la faiblesse relative de notre marché national avec ses 851 milliards de francs d'obligations en circulation.

Le premier marché du monde est très logiquement celui des Etats-Unis avec 49,5 milliards de dollars (440 milliards de francs) d'émissions nouvelles en 1980 pour les sociétés privées et étrangères, et 72,5 milliards de dollars (450 milliards de francs) pour les fonds d'Etat. La capitalisation boursière y atteignait en 1980 respectivement 478,2 milliards de dollars (3 900 milliards de francs) et 612 milliards de dollars (5 000 milliards de francs). Paradoxalement, le deuxième marché du monde est celui du Japon avec une capita-

lisation dépassant les 1 500 milliards de francs. L'importance des déficits budgétaires a porté la part des emprunts d'Etat à 41 % des émissions, celle des banques atteignant 43 % et celle des sociétés industrielles, 6 %.

Au troisième rang figure le marché allemand, du moins par sa capitalisation, 579 milliards de francs (1 490 milliards de francs) à la fin de 1980. Le secteur public représente 131 milliards de francs et le secteur bancaire 418 milliards de francs. Une des caractéristiques du marché allemand est la forte proportion d'obligations détenues en portefeuille par les banques elles-mêmes (46 % de la capitalisation). Les autres porteurs sont essentiellement les particuliers (17 % à 30 % suivant les statistiques) les compagnies d'assurances (12 %). Le marché allemand est donc un marché d'institutionnels. C'est la Banque

centrale qui assure un rôle régulateur en achetant et en vendant quotidiennement des millions de titres.

Le marché britannique est essentiellement un marché de fonds d'Etat, les « Gilt Edged », avec une capitalisation boursière de 90 milliards de livres environ (1 000 milliards de francs).

Quant au marché italien, il est sans doute le plus important du monde, en pourcentage de la P.I.B., près de 19 %. Du fait de l'endettement effrayant de l'Etat, des entreprises publiques, des collectivités locales et des entreprises privées, une masse énorme d'obligations, près de 200 000 milliards de lires (soit environ 900 milliards de francs) est en circulation.

(Ces renseignements sont tirés de la revue *Analyses financières*, numéro du troisième trimestre 1981.)

LES INNOVATIONS

Les fonds communs et les SICAV de trésorerie

ENRE VENTS ET MARÉES

Cela s'appelle, le symposium de Davos, qui réunit environ 100 chefs d'entreprises et dirigeants professionnels à l'initiative de l'European Management Forum de Genève, est l'occasion de prendre la température mondiale des investisseurs. Pour l'Europe, trop peu nombreux à cette réunion en dépit de la présence de plusieurs personnalités politiques françaises et du directeur du cabinet de M. Jacques Delors, c'est l'occasion de faire la part de ce qu'il peut y avoir de national et d'international dans leurs états d'âme. En ce début de 1982, ils ont ainsi pu constater la semaine dernière ce qu'il y a d'européen, généralement dans des inquiétudes communes, mais aussi, d'une manière sous-jacente, politiques et idéologiques.

Les représentants des gouvernements occidentaux et des plus grandes organisations internationales, comme M.M. Dunkel, du G-7, de Larosière, du F.M.I., Van Lempe, de l'O.C.D.E., ont débattu les actions de redressement à entreprendre, n'ont nullement contribué à resserrer leurs intentions. Et l'appel lancé par l'ambassadeur américain William Brock à un nouveau « red » de négociations internationales pour remédier au protectionnisme montant (le Monde du 15 janvier), a laissé l'assemblée sceptique sur les effets à attendre dans l'immédiat. Par contre, le moral des pays en voie de développement, notamment industriels invités à parer à leur tour.

La présence de quatre importantes délégations d'hommes politiques, d'industriels, de banquiers et de diplomates représentait respectivement l'Inde, la Turquie, le Brésil et l'Indonésie, qui ont eu leur tour de développement plus sérieux que d'habitude.

tous les discours officiels européens. Tout compte fait, ne faut-il pas un solide moral pour valoir allègement, comme l'a fait le ministre de l'Industrie et des Mines de l'Inde, M. Narayan Taiti Tiwari, les mérites de son pays devant les investisseurs occidentaux qui se lamentent sur la situation économique dans leurs propres pays. « L'Inde est une puissance industrielle majeure, nouvelle dans le monde par sa production et dotée d'un haut degré de sophistication. Ses coûts de production sont bas, son cadre politique n'est pas affecté par les troubles qui caractérisent d'autres pays en développement, et elle a une abondance de main-d'œuvre qualifiée. La méconnaissance de ses performances à l'étranger est l'un de ses principaux handicaps », affirme le ministre, prenant le satellite de communication indien Apsa pour preuve du niveau de développement atteint par son pays.

Une action d'envergure

La délégation turque, dirigée par le ministre d'Etat et vice-premier ministre Turgut Ozal, s'est appuyée pour sa part sur les nombreux chiffres démontrant l'incroyable redressement économique de son pays pour remédier au malaise politique. Les investisseurs européens potentiels se sont montrés sceptiques de réajuster et de prendre les contacts qui pourraient se révéler utiles. « C'est un an ou deux », a-t-il évolué se confirme : en 1981, l'inflation turque est tombée de 100% à 25 %, les exportations ont augmenté de 65 %, les réserves ont progressé de 400 % et l'équilibre général de la balance des paiements est envisagé pour 1982. Crédite à l'exportation, avantages fiscaux aux investisseurs, libéralisation des sorties de capitaux, etc. : la

gamme des incitations au commerce et à l'industrie se met en place... et la croissance s'empare. Ainsi le nouveau fait-elle la mode ; mais l'on voit que déjà le Brésil, par exemple, n'a plus cette puissance d'attraction : ceux qui doivent y être s'y trouvent déjà.

La vedette est revenue, dans les présentations comme dans les discussions d'affaires de Davos, à l'Indonésie, dont le P.N.B. a progressé de 8,5 % en 1980, qui fait partie de la dynamique Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), dont l'inflation n'a guère été que de 7 % en 1981, et qui produit 1,4 million de barils de pétrole par jour, dont elle exporte 1,2 million. Au-delà de ces résultats chiffrés, on peut se demander si ce pays, qui vient de connaître deux superbes années de développement, ne réalise pas qu'il a été un peu trop lent dans l'ajustement aux investissements étrangers, alors que sa consommation intérieure augmente, que les prix du pétrole risquent de baisser, et que les élections auront lieu dans trois mois. C'est étrangement, la firme américaine de relations publiques Hill et Knowlton, qui est chargée avec talent le contrat de présentation à l'étranger de l'Indonésie.

Le gouvernement de Djakarta, d'autre part, ouvert trois bureaux d'accueil aux investisseurs étrangers à Francfort, à Paris et à New-York. « Vous remarquerez que nous n'avons pas besoin de bureaux à Tokyo », ajoute insouciantement le ministre de la coordination économique, Widojo Nitisastro. Sur les 10 milliards de dollars environ d'investissement étrangers effectués en Indonésie en 1981, 4 milliards venaient du Japon, la plupart des autres pays asiatiques moins d'un milliard. Les Etats-Unis, 800 millions. Hong Kong est le second investisseur en Indonésie. Visiblement, le gou-

vernement souhaiterait se servir des investisseurs européens comme d'un balancier, instaurant l'équilibre. Un dialogue entre les pays de l'Asean et le Japon a été amorcé la semaine dernière dans la capitale indonésienne sur l'ouverture du marché nippon aux fabricants d'Asie du Sud-Est en contrepartie de la brève activité nipponne dans ces pays. Mais il semble douteux que le dynamisme de Tokyo puisse être sérieusement endigué. Des industriels français et allemands présents depuis plusieurs années en Indonésie, et si désireux d'y réussir qu'ils allaient jusqu'à se glisser dans les conférences de presse réservées aux journalistes pour information, n'ont pas caché à ceux qui voulaient les entendre que, sur place, « au-delà des discours, le lobby nippon est le plus fort ». Ce sont souvent les mêmes intermédiaires qui représentent les firmes européennes et les firmes japonaises et, disaient les intéressés, les arguments financiers des uns ne sont pas aussi puissants que ceux des autres. « Les Français ont fort à faire individuellement au lieu de se grouper », répond un industriel indonésien qui travaille sous licence nipponne. De grands projets sont en préparation : la production massive d'énergie géothermique, le développement de centrales charbonnières, la fabrication d'oléoducs, de composants et d'équipements électroniques. L'île de Batam, voisine immédiate de Singapour, va être transformée en une métropole industrielle sur le modèle de celle de M. Lee Kuan Yew, et en accord avec lui : les ports, la distribution d'électricité, et toutes les infrastructures qui doivent être mises en place sont actuellement à l'état de projet. Tout cela appelle des actions d'envergure. « Peut-être votre politique de nationalisation vous permet-elle de le faire ? », suggère un indonésien.

JACQUELINE GRAPIN.

CORRESPONDANCE

La position

de l'Algérie dans la négociation gazière

A la suite de la publication de l'article intitulé « Gas : une dépendance inquiétante », paru dans le supplément économique du 26 janvier, nous avons reçu de l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, M. Ibrahim Jacqir, la lettre suivante :

Il est inexact d'affirmer que l'Algérie a suspendu temporairement ses livraisons de gaz à la France et aux Etats-Unis en 1980 faute d'accord sur les prix. En effet, d'une part, aucune interruption volontaire n'est intervenue ; d'autre part, les livraisons à la France. Certes, en 1980, des réductions de l'ordre de 20 % par rapport à 1979 du volume de gaz livré ont eu lieu en raison de problèmes techniques rencontrés dans le fonctionnement de l'usine de liquéfaction de Skikda. Il faut souligner que celle-ci a été réglée par l'entreprise française Technip.

Cependant, les livraisons à la France au cours des neuf premiers mois de 1981 ont augmenté de 100 % par rapport à la période correspondante de 1980 sans que pour autant les deux parties aient progressé dans la voie d'un accord en matière de prix. Pour ce qui est des Etats-Unis, ce n'est pas l'Algérie qui a suspendu ses livraisons, mais la société El Paso qui a dû suspendre ses livraisons à la C.E.E. en avril 1980. Cette décision lui était imposée par un règlement américain qui ne lui permettait pas d'accepter, ainsi que l'a fait Gas de France, de considérer le prix de cession du gaz algérien comme provisoire en attendant de parvenir à un accord avec la Sonatrach.

Il est également erroné de continuer à affirmer que l'Algérie a formulé un « portatif excessif » en insistant pour que le prix du gaz soit « aligné » sur le prix du pétrole. L'Algérie a toujours été très ouverte à la négociation de la part des consommateurs en contrepartie des mesures nouvelles pour se prémunir contre les interruptions éventuelles d'approvisionnement de gaz.

Il n'est pas question de polémiquer avec M. Jacqir. La plupart des points qu'il soulevait ont été traités dans un article consacré au contentieux franco-algérien (le Monde du 3 février). Il faut toutefois souligner que la très forte réduction des livraisons de la Sonatrach au cours de l'été 1980 a effectivement été ressentie comme une pression sur les négociations par Gas de France. Or l'entreprise française avait des réserves techniques à Skikda. L'Algérie, qui dispose de G.N.M. en quantité dès le mois d'avril, après la suspension des livraisons d'El Paso, n'a d'ailleurs repris son rythme normal de livraisons à la France qu'un mois d'octobre. Quant à la thèse d'un alignement du prix du gaz sur le prix du pétrole, elle a bien été soutenue par M. Xouffrède dans une lettre au G.N.M. en septembre 1980. La C.E.E. a Gas de France puis au conseil du gaz de Kyoto par un autre dirigeant de la Sonatrach. La publication de cette communication par la presse a été considérée comme une revanche de l'Organisation arabe des pays exportateurs de pétrole au fait tel. Le contrat signé avec Dniepropetrowsk n'est intervenu qu'un an plus tard. — R. D.]

DÉBAT

L'indemnisation des actionnaires des sociétés nationalisables

Dans un article paru dans « Le Monde de l'économie » du 26 janvier, sous le titre « Le cours de Bourse est-il la valeur de référence pour l'indemnisation des actionnaires ? », le professeur Bernard Jacquillat contestait la nouvelle méthode adoptée par le gouvernement pour indemniser les actionnaires des sociétés nationalisables : savoir la prime basée sur la plus élevée de la période allant d'octobre 1980 à mars 1981, compte tenu de certains

ajustements (inflation depuis le 1^{er} janvier 1981 et intégration des dividendes au titre de l'exercice 1981). Par comparaison à ce qui se passe en matière d'offres publiques d'achat (O.P.A.), M. Jacquillat estime qu'un cours de Bourse ainsi corrigé devrait s'ajouter une prime correspondant au prix de la prime de contrôle totale et instantanée des sociétés nationalisées. Cette thèse est contestée par plusieurs de nos lecteurs.

pouvoir. Ce serait justice... et pourtant quel tollé !

Une surprise injustifiée

M. Charles de la Baume, chargé d'enseignement à l'université Paris-Dauphine et chercheur au C.R.E.P.I. (Centre de recherches et d'études financières), explique pourquoi, selon lui, les hypothèses implicites par le raisonnement de M. Jacquillat excluent le versement d'une surprise :

Dans la procédure de nationalisation où l'intégrité du capital est rachetée en bloc, cette surprise n'a pas de raison d'être. C'est pour cette raison que la première raison du fait que le cours de Bourse intègre déjà par définition cette part du pouvoir conféré à l'actionnaire. Que celui-ci soit minoritaire ou majoritaire, cette part de pouvoir est la même pour chaque titre. Payer une surprise sur l'ensemble de la capitalisation boursière reviendrait en quelque sorte à payer plusieurs fois le prix du pouvoir et donc à surévaluer son prix :

— La deuxième raison qui exclut une surprise dans la procédure de nationalisation découle de l'hypothèse d'efficience du marché. Selon cette hypothèse, le marché, par le biais des cours, anticipe les événements conjoncturels. Il a donc dû anticiper la procédure de nationalisation dans les cours des nationalisables.

En conclusion, si le marché est efficient, le cours de Bourse a anticipé la procédure de nationalisation et intégrait déjà à la fois la valeur réelle de l'entreprise et la part de contrôle attachée au titre. Notre opinion est que, dans cette hypothèse, la surprise n'a pas de raison d'être puisque le cours boursier intègre déjà. A moins que le marché ne soit inefficace, ce qui est une hypothèse limitée au bon vouloir de l'Etat. Mais, dans ce cas, pourquoi l'Etat paierait-il une surprise pour un pouvoir qui lui appartient déjà ?

Le poids des rentiers et la réforme fiscale

La question qui se pose aux yeux de M. Jean-Luc Gaffard, professeur de sciences économiques à l'université de Besançon, est celle du coût de l'indemnisation à un moment où le con-

traitement entre les actionnaires des différentes sociétés.

La seule action, conforme à la fois au droit interne et au droit international privé, est consistée en fait à adopter une méthode d'évaluation multicritère reconnue par les praticiens anglo-saxons : l'indemnisation aurait été fondée sur la moyenne arithmétique du cours, de l'actif net consolidé et d'un multiple du bénéfice consolidé.

Or c'est bien là que le bât blesse : il n'existe pas en France de norme légale ou de méthode homogène régissant la consolidation des comptes des groupes. Afin d'éviter toute inégalité de traitement, l'Etat aurait donc été obligé de définir une méthode d'évaluation consolidée, dont l'application complète aurait nécessité un délai de plusieurs mois.

Le montant de la prime

Assistante à l'université de Paris-IX-Dauphine, Mlle Anne Gassengat se demande à quel point le cours de Bourse doit être pris en compte par M. Jacquillat et dans quelle mesure.

Le paquet d'actions qui donne le contrôle d'une très grande entreprise parce que les hommes et les techniques d'importance au pouvoir et qu'ils pensent d'ailleurs en retirer des profits. La surprise est donc d'autant plus grande que le nombre de titres à acheter pour avoir le contrôle est faible.

L'Etat a toujours refusé d'admettre cette inégalité des actionnaires. Il s'est sans cesse efforcé de protéger les actionnaires minoritaires des conséquences du jeu des actionnaires majoritaires (par la loi, par la réglementation, par ses institutions telles que la C.O.B.).

C'est probablement une intention louable mais dans certains cas dangereuse. Lorsque les actionnaires au cours d'une O.P.A. sont obligés de ramener des actions sur le marché à un cours qui comporte une « surprise », ils risquent en définitive de payer trop cher le contrôle de la société s'ils achètent la quasi-totalité du capital (des exemples très récents l'ont montré), la surprise ayant été calculée pour un pourcentage plus faible de titres.

Cette règle vaut probablement pour la procédure de nationalisation. Le juste prix n'est pas ici celui d'un petit « bloc de contrôle ». Ne pas en tenir compte risque de léser le contribuable. Pour être totalement juste, il faudrait payer une indemnisation égale à la somme des « blocs d'actions » importants puisque eux détiennent le

Expropriation ou O.P.A. ?

sur M. Jean-Richard Sulzer, professeur à l'université de Paris-XII, c'est la méthode multicritère (moyenne de l'actif net consolidé, du cours de Bourse et d'un multiple du bénéfice consolidé) qui s'impose, mais son application corrigée à l'échelle des sociétés nationalisables par l'Etat.

La loi de consolidation d'un bilan des groupes.

Les nationalisations de 1982 constituent-elles une expropriation ou une O.P.A. de l'Etat sur les sociétés concernées ? Ces deux opérations sont totalement distinctes et débouchent sur des méthodes d'évaluation radicalement différentes. Il est séduisant mais regrettable que cet article de B. Jacquillat n'ait retenu qu'une approche économiquement fondée sur la théorie des rentes (1), sans tenir compte des contraintes juridiques qui régissent l'expropriation et le droit interna-

national.

La décision du Conseil constitutionnel a en effet obligé l'Etat à opérer à l'extérieur des deux seuls critères :

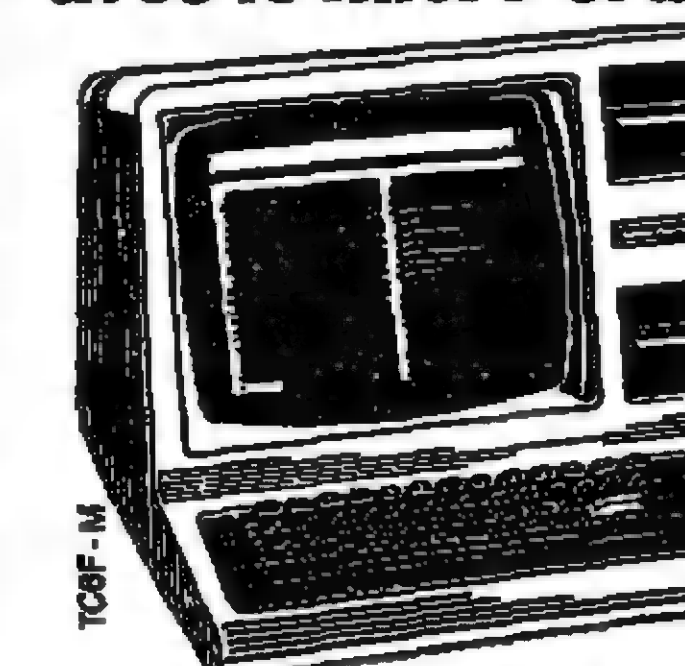
1) L'évaluation monétaire, faite sur les seuls cours boursiers et qui découle du concept O.P.A. ;

2) L'évaluation multicritère, faite sur les seuls cours boursiers et qui découle du concept d'expropriation. C'est d'ailleurs la solution que le gouvernement avait retenue dans le texte initial et ce, sur la recommandation du Conseil d'Etat. Mais cette formule d'indemnisation a été rejetée par le Conseil constitutionnel : car l'absence de consolidation aurait conduit à de graves inégalités de

(1) Un marché est dit « efficient » quand les investisseurs sont en mesure de prendre en compte l'ensemble des informations disponibles. Dans ce cas, le cours est censé refléter la valeur réelle de l'actif à chaque instant de la durée. — R.D.B.]

**Hommes d'affaires !
Indépendants !
Professions libérales !
Simplifiez vos calculs
de prévisions...**

avec le micro-ordinateur Tandy



**TRS-80
et son
programme
VisiCalc.**

Mettez de côté crayons, feuilles de papier, calculatrice. Venez assister au Computer Center Tandy, à une démonstration de VisiCalc : un programme de calcul rapide de prévisions de vente, budgets, impôts, rendements financiers, études de marché... avec lecture immédiate sur écran. Lorsqu'une donnée change, les calculs sont refaits automatiquement et le nouveau résultat apparaît immédiatement. C'est un merveilleux outil de gestion !

Venez le tester sans délai. Ou prenez rendez-vous par téléphone. Démonstrations permanentes et gratuites aux Computer Centers Tandy :

Paris : 25, rue de la Chaussée d'Antin (Galeries Lafayette), tél. 1/285.43.44 (Métro : Chaussée d'Antin)
Paris : 26, avenue du Maine, tél. 1/544.53.16 (Métro : Montparnasse-Bienvenue)
Paris : 199 à 207, rue des Pyrénées, tél. 1/358.27.27 (Métro : Gambetta)
Neuilly-sur-Seine : 23, rue du Château, tél. 1/745.80.00 (Métro : Pont de Neuilly)

ainsi qu'à :

Caluire : 12, cours Aristide Briand, tél. 7/808.43.38

Nice : Galeries Lafayette
6, avenue Jean Médecin
Toulouse : 2, boulevard
Michelet (Place Saint-Aubin), tél. 61/63.88.63

**Tandy
Computer Center**

(1) J. M. Keynes, A Treatise on Money, Reform, London, 1933, réédité Macmillan, 1971.

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred SAUVY

● L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE.
Alec NOVE

Présentation d'Eugène Zalesky
L'appellation « seconde édition » donnée en couverture, pourrait prêter à confusion : non seulement il s'agit de la première édition, en langue française, de l'ouvrage maître du célèbre sociologue britannique, polyglotte, digne et loquace successeur de Bismarck, à Glasgow, mais diverses additions et révisions donnent à ce livre une grande originalité.

C'est une critique serrée, non préjugée, du système soviétique qui est entreprise ici, un peu plus sévère que celle de Marie Lavige, mais plus nuancée que celle d'Alain Besançon. Le fond de l'affaire réside évidemment dans l'interprétation des statistiques : la contestation des indices de prix, qui servent à la pondération des diverses branches, entraîne celle des indices de production, surévalués par un calcul, apparemment correct.

L'accent est mis, cependant, sur les résultats importants obtenus en termes d'armement, de navigation spatiale et même de culture. Mais, par ailleurs, l'auteur reconnaît que chômage et inflation sont beaucoup moins étendus qu'à l'Ouest.

L'agriculture a reçu une attention spéciale du fait que le conflit entre plan et liberté est dans ce secteur particulièrement en vue. Divers points restent néanmoins dans l'ombre.

Parvenus au bout de l'explication critique des résultats, les lecteurs souhaiteraient voir dresser un vaste tableau d'ensemble, rectifié, des résultats, en termes de prix et plus encore de production, mais l'impossibilité, peut-être temporaire, d'une telle reconstitution, est déplorée par l'auteur, qui, rejoignant ici Brejnev dans son *L'Histoire jugée*, nous renvoie à l'inévitable, et quasi magique, an 2000.

Faut-il voir dans ce demi-échec soviétique, en comparaison d'autres pays comme la Hongrie, une nouvelle preuve de l'infériorité contemporaine des grands pays ? Aucune conclusion ne semble émise en ce sens.

Une lacune, malheureusement, qu'il faut bien qualifier de renversement : non seulement aucune allusion n'est faite à la population et aux efforts de maintien de la fécondité, mais n'est pas mentionnée davantage l'accroissement, si insolite, de la mortalité, vieux déjà

de quinze ans, conséquence, reconnue là-bas, d'une certaine dégradation de l'appareil médical sanitaire.
* Economica, Paris, 1981, 24 cm, 472 pages, 85 F.

● CHANGEMENT
DES STRUCTURES
ET POLITIQUE
DE DÉVELOPPEMENT.
Hollis CHENERY
Avec la collaboration
de Hazel Elkington
et diverses contributions

L'édition anglaise de cet important ouvrage, dont l'auteur maître est une haute autorité économique, avait déjà, en 1979, encouru le reproche d'insuffisante clarté de l'expression. La traduction en français était une occasion de rétablir cette indispensable qualité ; seulement, loin d'oser la transposition opportune, les traducteurs de la Banque mondiale ont préféré une version très littérale, qui obscurcit encore certains passages. Décision particulièrement regrettable, pour un ouvrage d'un tel niveau, assis sur une expérience consommée et qui nous console de tant de jérémiades, affectives et pharisiennes.

Ni la théorie néoclassique ni la keynésienne ne pouvant suffire, c'est la marche présentée, depuis longtemps déjà, par A. Lewis qui a servi ici de base.

Bien propre à l'auteur, la première partie décrit le cadre général offert à la politique économique. S'y trouve notamment une critique, peut-être trop discrète, de l'industrialisation prématurée. Particulièrement à suivre est « la substitution entre le capital et la main-d'œuvre » (sic), mais la notion macroéconomique de circuit large est, une fois de plus, ignorée. Peut-être le Japon et Formose auraient-ils pu servir de modèle, dans les deux sens du mot.

Ce sont les structures internes et externes, qui sont respectivement traitées dans les deuxième et troisième parties ; deux exemples bien venus : Israël (M. Bruno) et le Pakistan (A. Mac Ewan).

Dans la quatrième partie, consacrée à la politique internationale, on peut particulièrement retenir l'étude de la pauvreté (Montek S. Ahluwalia et N.G. Carter) ; l'inégalité est malheureusement assez liée avec la croissance ; c'est la marche d'une carevane qui s'étire.

Une lacune étonnante : la population, facteur maître, n'intervient vraiment qu'en fin d'ouvrage et de façon très superficielle. La Banque mondiale ignore notamment les résultats, si remarquables et au demeurant si réconfortants, de MM. J.-C. Chesnais et A. Lefebvre, sur la croissance du PIB par habitant, selon le rythme d'augmentation de la population.

Toute lecture faite, il est permis de préférer encore, à cette grande œuvre, les fines études de F. Bairoch, dont le nom n'est même pas cité dans la bibliographie.

* Publication des services de recherche de la Banque mondiale, assurée, en France, par Economica, Paris, 1981, 24 cm, 521 pages, 75 F.

● CROISSANCE
DÉMOGRAPHIQUE
ET DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE AU MAROC.
Mohamed RACHIDI

Présentation de Ph. Mouchez,
professeur à Paris-I

Semi-théorique, semi-pratique, la première partie traite des effets de l'augmentation de la population sur le progrès économique. Jugement sans appel, que résume et précise la conclusion suivante : « Si le taux de croissance démographique n'avait été que de 1 % par an, au lieu de 3 %, le niveau de vie aurait augmenté de 32 % par an, ce qui représenterait une amélioration de plus de 250 % par tête. » C'est ce même raisonnement à base d'arithmétique et d'investissements, qui a inspiré, dans le passé, tant d'erreurs de diagnostic. Selon cette méthode, le revenu par habitant en France aurait dû, par exemple, être, en 1913, deux fois plus élevé que dans les autres pays européens. Divers facteurs sont, en effet, négligés. Quel qu'il en soit, la nécessité de ralentir la progression de la population, et donc le taux de fécondité, est justement soulignée.

Vues intéressantes sur les migrations, sans que soit cependant abordé le dilemme fondamental : transporter les hommes ou les richesses.

La seconde partie vise, en réciproque, les effets de l'économie sur la population et particulièrement sur la fécondité. Recherche conséquente, remarquable et bien menée de tous les facteurs : profession, revenu, instruction, etc. Le coût de la création d'un emploi donne également lieu à une bonne étude, sans prise

en considération, toutefois, des rémunérations.

En fin d'ouvrage, politique démographique à suivre (enseignement, notamment) que l'on eût aimée plus approfondie.

Dans l'ensemble, ouvrage de haute tenue, qui souligne le progrès de la science de la population au Maroc et la montée de jeunes démographes de valeur.

* Editions Mithaq Almaghreb, Rabat, 1981, 24 cm, 270 pages.

● ANALYSER
LA CONJONCTURE.
Monique FOUET

Voilà un des bons produits de l'intéressante collection « Profil », bien que les éditeurs aient oublié de nous présenter l'auteur.

Les études conjoncturelles, qui prenaient un vif essor avant la guerre, ont été malencontreusement stoppées par les rigueurs de la comptabilité nationale, en termes annuels. Leur lente renaissance peut être activée par cet ouvrage. Des lentes, nous voyons, par l'exemple « historique » du conflit entre VINSSES et M. Raymond Barre, il y a deux ans, l'importance essentielle de la définition. Alors que le premier ne retenait que le pouvoir d'achat proprement dit, le second visait le pouvoir de consommation.

Les diverses statistiques et leur utilisation nous sont présentées, d'une façon finalement sommaire, tout en nous procurant de précieuses lumières. Loin d'être mécaniques, les méthodes de diagnostic doivent varier dans le temps, puisque, nous est-il précisé, il y a, selon les circonstances, des indices plus ou moins opportuns ; on pourrait même parler, parfois, d'indices-clés.

La nécessité primordiale d'exemples pris sur le vif a été bien vue, mais le choix de la seconde hausse du pétrole nous semble contestable, du moins dans l'application. Il est fallu, en effet, faire intervenir la distinction entre produits pétroliers routiers et industriels, ceux-ci ayant été largement sacrifiés aux premiers, comme l'ont souligné le FMI, la Banque mondiale et l'O.C.D.E.

La taille réduite de l'opuscule pouvant expliquer certaines insuffisances, il reste à souhaiter que l'auteur ait l'occasion de s'exprimer, dans un ouvrage à la dimension du sujet et riche en applications.

La conclusion fait, avec à-propos, appel à l'esprit critique ; c'est encore

peu dire, puisque est souligné ainsi toute la question de la neutralité non à l'égard de l'interprétation, étonnamment, mais de l'obtention des résultats.
* Bataillon, Paris, 1979, 16 cm, 105 pages, 12,5 F.

● ÉCONOMIE
DE LA CROISSANCE.
Duc Loi Phan

Une présentation fidèle, digne et équilibrée, théorique à l'exotisme, s'ajoute au contenu du reste, et complète ses textes par des exemples aux mêmes lieux éloignés des préoccupations de M. Delors. Nous passons, en vue critique et en range serré, les modes néoclassiques, de Harrod-Domar à H. Wans Jr., en passant par Solow, néti, et surtout Straff sans oser l'inévitable (et judicieux) J. Robinson. Ces modèles ne prétendent pas, reste, expliquer tous les phénomènes de la croissance, d'hier et d'aujourd'hui, tant le globalisme est de règle. Les conclusions sont claires, elles ne laissent pas de nous étonner, telle la proposition, variante, est-il précisé de la règle d'or : « En vue d'obtenir le maximum de consommation par tête, la société doit ramener le capital aux taux de croissance de la population. La non-croissance (en admettant la « stabilité » de la population)ifierait donc une réminiscence de ; elle est, il est vrai, souvent négligée, en valeur réelle. »

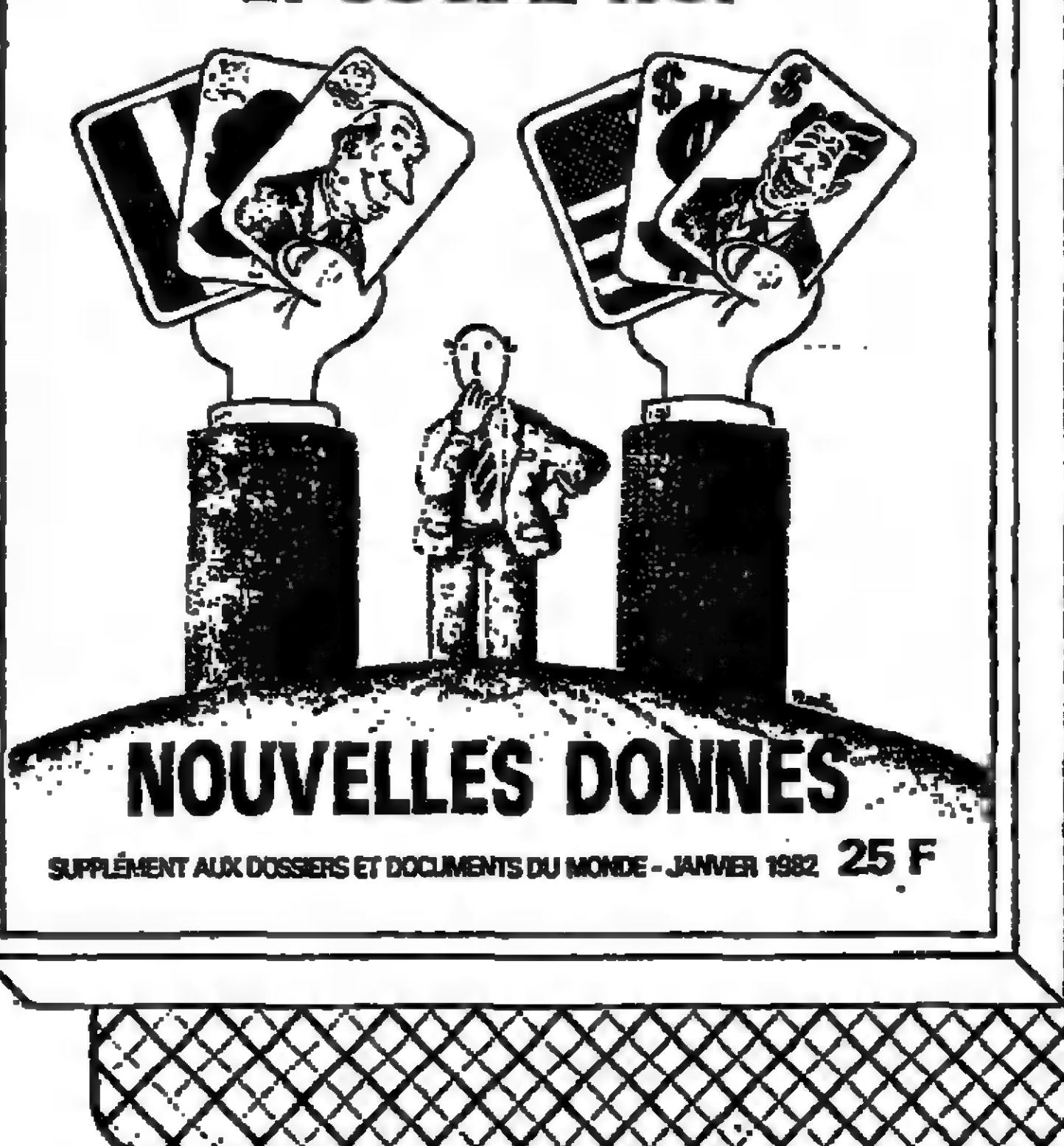
Le passage le plus attirant, peut-être, concerne les effets du progrès technique sur l'emploi, vieux sujet d'actualité sur lequel les études sont devenues si rares. Malheureusement, nous nous arrêtons, une fois de plus, à Hic et à Harrod, atterrés eux-mêmes à la notion de neutralité du progrès technique. A suivre les modèles précisés, nous devrions être presque tous aujourd'hui, des cultivateurs. Un jour l'autre, il faudra bien en venir à l'économie multinationale et multinationale.

Intéressantes les paraboles néoclassiques et les exemples, mais ils ne maintiennent dans le confort, sans application analytique et sans encore thérapeutique.

Pureté, simplicité, rigueur polaire : les étudiants trouvent ici la mine d'excellentes exercices de l'esprit, les chefs d'entreprise risquent d'y perdre, quelque peu, leurs humanités, ne trouvez, pour autant, leur terrain leur hasard.

* Economica, Paris, 1981, 24 cm, 252 pages.

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL DE 184 PAGES

Le Monde
BILAN ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL 1981

NOUVELLES DONNÉES

SUPPLÉMENT AUX DOSSIERS ET DOCUMENTS DU MONDE - JANVIER 1982 25 F

UN AN DE GOUVERNEMENT DE M. REAGAN, SIX MOIS DE POUVOIR
DE LA GAUCHE EN FRANCE, DEUX PROGRAMMES OPPOSÉS.
LE MONDE EN ANALYSE LES CONTENUS ET LES PREMIERS EFFETS.
LE POINT SUR LA SITUATION DANS 137 PAYS.
DES TABLEAUX - DES GRAPHIQUES.

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

25 F

Projet accepté!
Europcar y était.

Louez votre voiture chez
Europcar et vous partez sûr de
vous. Avec le Super Service
Europcar, tout se passe
comme prévu, sans retard
ni énervement. Et vous
arrivez en pleine forme
à votre réunion, prêt à
faire accepter votre projet. Premier loueur français,
Europcar vous offre
des voitures et une

europcar
LE SUPER SERVICE

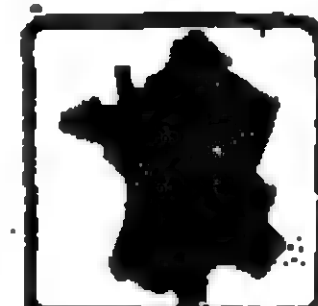
organisation qui fonctionne
bien. Partout en Europe, en
Afrique et au Moyen-Orient
(Aux U.S.A., en Amérique
latine, c'est National Car
Rent). Pour réserver, appe-
lez la station Europcar la
plus proche, ou votre
agent de voyages ou
encore notre Central
Réservations à Paris.
Tél. : 645.21.25.

Jellyroll

OFFRES D'EMPLOI	la semaine	la semaine
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	63,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENCE	48,00	56,45
PROF. COMM. CAPITAL	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	la semaine	la semaine
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENCE	31,00	36,45



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

Nos connaissances une expérience forte qui nous a fait investir résolument les marchés extérieurs, répartis en 3 zones. Nous nous étendons et engageons un

Chef de Zone Export Bassin Méditerranéen

Vendre et faire vendre, administrer, gérer et développer notre zone, telle sera votre mission. A ce titre, vous rencontrerez et animerez un réseau d'agents, négocierez et élaborerez les prix et contacts, mènerez les études marketing. Ce poste nécessite la pratique courante de l'ANGLAIS. Nous souhaitons rencontrer un excellent négociateur, expérimenté dans l'export, désireux de valoriser sa formation Sup de Co ou similaire, dans une fonction située dans une zone touristique d'ALSACE.

Vous vous sentez concerné par cette fonction, adressez votre C.V. détaillé + photo sous réf. n° 3709-M à notre conseil qui vous garantira réponse et direction.

4, rue du Tivoli, 67000 STRASBOURG

managing



GROUPE C.G.E.

un contrôleur de gestion

Au sein de la Direction Industrielle, le candidat retenu aura pour mission :

- d'analyser l'élaboration et le contrôle des budgets prévisionnels.
- de réaliser des études économiques de tous ordres et de participer à l'élaboration de plans industriels à long terme.
- de contribuer à développer l'esprit de performance économique dans l'entreprise et de faire participer l'encadrement à la gestion prévisionnelle de celle-ci.

Cette fonction, qui nécessite de bonnes connaissances en comptabilité analytique, établissement des prix de revient et organisation industrielle, s'adresse à un candidat de formation économique (IEA, I.C.G., ESCAE ou équivalent) ayant acquis un vécu professionnel de quelques années en contrôle de gestion ou audit.

Ce poste est à pourvoir à STRASBOURG.

Envoyer C.V. et prétentions à

LA TELEPHONE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - TELIC ALCATEL

Direction du Personnel - 206, route de Colmar - B.P. 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX

Télématique

Société chargée de l'exploitation et de la commercialisation d'un grand système de télématique, recherche pour sa Direction Technique à RENNES :

INGENIEURS

débuteurs, ou ayant déjà acquis une première expérience en transmissions de données, pour participer aux études, réalisations, suivi de réalisations, prise en charge technique et maintenance des logiciels de réseau. Réf. 100

TECHNICIENS SUPERIEURS

- chargés de l'exploitation et de la maintenance de moyens d'essai, - responsables de l'adaptation des logiciels opérationnels des configurations spécifiques, - ou participants au développement de logiciels (programmation). Réf. 200

Adressez votre C.V., avec photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à : Pierre Mulet Publicité, 39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

KENTING

KENTING DRILLING entreprend en 1982 des opérations de forage à long terme en France à l'aide d'un matériel diesel électrique et d'une technologie de pointe dans cette branche d'activité.

La société invite les personnes de nationalité française qui disposent d'une expérience professionnelle dans le forage qui parlent couramment l'anglais à soumettre leur candidature par courrier à nos postes suivants :

- CHEF DE CHANTIER (Rig Manager)
- CHEFS DE POSTE (Drillers)
- ACCROCHEURS (Derrickmen)
- MÉCANICIENS (Motormen)
- HOMMES DE PLANCHER (Roughnecks)
- HOMMES DE SURFACE (Roustabouts)

Les candidats doivent être prêts à travailler en divers points du territoire français.

La société conduit des opérations similaires au Canada, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, et offre des salaires et avantages sociaux intéressants.

Les candidats doivent envoyer leur C.V. en mentionnant leur expérience en matière de forage, leur état de santé, leurs prétentions, et indiquer s'ils possèdent un moyen de transport. Seuls les candidatures en anglais seront prises en considération.

Se référer à : KENTING DRILLING, C/O B.S.V. & G. 43, rue de Flandre-Saint-Henri, 75008 PARIS.

JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Au sein d'un ensemble de PME regroupant environ 1000 personnes sur tout le territoire national, vous pouvez prendre des responsabilités administratives importantes.

Le secteur d'activité : L'ENERGIE.

Le poste - prise en charge des services administratifs recouvrant toutes les activités suivantes : personnel, trésorerie, facturation, informatique, contrôle budgétaire, services généraux, juridique, pour chacune des filiales. Vous aurez à développer ou à réorganiser certains de ces domaines. Bénéficiant d'un appui de l'administration centrale du Groupe, le titulaire du poste aura une large autonomie dans sa fonction.

Âgé de 30 ans minimum et de formation supérieure, ESC ou UNIVERSITAIRE, vous avez acquis quelques années d'expérience à un poste similaire. La justification d'un diplôme de 3ème cycle sera un atout supplémentaire.

Adressez votre candidature, en mentionnant votre salaire actuel, sous référence 186/138 à :

TRANSELEX

128, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

RESPONSABLE EXPERIMENTE

pour club de vacances Grèce 25 ans minimum, ambassadeur, mais simple relation publique, capable d'organiser. Poste de 12 mois : hiver - France possible.

Adressez C.V., photo : CRUISE AIR, 38 bis, av. de l'Opéra, 75002 PARIS.

POSTES de PROFESS.

en Finance, gestion des opérations, opérations, marketing et systèmes intégrés de gestion à la Faculté d'Administration de l'Université d'OTTAWA CANADA.

Les candidats doivent être détenteurs d'un doctorat (ou équivalent) et avoir un programme de recherche actif.

Envoyer C.V. au doyen : Faculté d'Administration Université d'OTTAWA CANADA et/ou prendre contact avec Michel HEDZEL, 385-07-28 à Paris du 11 au 18-2.

KAPPA CLUBS GRECE

recherche pour villages vacances : ANIMATEURS, COSTUMIERS, DECORATEURS, VENDEUSES BOUTIQUE, HOT. RECEPTION, PLANNING, CUISINIERS, MONTEURS ENFANTS, BRIGADIERS, MONTEURS VOIE, MATRES NAGEURS, OPERATEURS-SOIN, DISK-JOCKEY.

Adressez C.V., photo à : CRUISE AIR, 38 bis, av. de l'Opéra, 75002 PARIS.

Cadre Administratif

Importante Société française de prospection minière recherche pour l'étranger (Afrique) un CADRE ADMINISTRATIF.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (Sup de Co, licence en droit) ayant 8 à 10 ans d'expérience de gestion dont une partie acquise outre-mer. Sous la responsabilité d'un chef de mission, il assure le suivi des opérations administratives, comptables et financières ainsi que la gestion du personnel local et expatrié.

Il est responsable en outre, des services généraux. Anglais indispensable, espagnol souhaité. Rémunération importante. Avantages expatriés.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. + prétentions + photo à I.S. CONSEIL, 34, cours Gouffé, 13286 MARSEILLE Cedex 6.

I.S. CONSEIL

ESSO REP

Société Esso de Recherches et d'Exploitation Pétrolières

recrute

POUR SA DIRECTION EXPLORATION

DES GÉOLOGUES ET GÉOPHYSICIENS PÉTROLIERS

- Formation grandes écoles ou Université ; - Quelques années d'expérience appréciées ; - Connaissance de l'anglais et aptitude à l'expatriation exigées.

Envoyer lettre avec curriculum vitae et prétentions à :

ESSO REP, Chef de Personnel, B.P. 159, 33011 BORDEAUX CEDEX.

AFRIQUE NOIRE

Groupe Agro-Industriel exerçant son activité Outre-Mer recherche pour implantation nouvelle

CHEF DE PROJET

AGRO-ECONOMISTE - HEC - ESSEC ou équivalent

capable de diriger et animer des équipes chargées d'études de faisabilité et pouvant être affecté de façon permanente à la réalisation ou à l'exploitation d'ensembles de cultures tropicales pérennes. Le poste requiert une expérience similaire, acquise de préférence en pays tropicaux. Age minimum 35 ans.

Cabinet Leconte

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. sous réf. 23438 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS.

GABON recrute

PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE recherche pour la rentrée 1982-1983

PROFESSEURS :

P.E.G.C., licenciés, maîtres et certifiés pour enseignement 2° degré général et technique en mathématiques, physique, chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français/espagnol dans lycées et collèges, capitale et provinces. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

ATTACHÉS ET CONSEILLERS D'ADMINISTRATION SCOLAIRE

INSTITUTEURS :

- Normales pour enseignement 1° degré capitale et provinces.

Logement meublé ; avantages familiaux ; voyage vacances tous les ans.

Salaires mensuels brut pour ancienneté professionnelle de 5 ans, après le diplôme le plus élevé, tous pays, province par état de services :

- Instituteurs : indice 325 = 4 160 F
- P.E.G.C. : indice 350 = 4 410 F
- Licenciés : indice 410 = 5 010 F
- Maîtres : indice 515 = 6 060 F
- Certifiés : indice 665 = 7 560 F

Adressez candidature avant le 1er avril 1982 à Service culturel, ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris (composant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée des diplômes, C.V., état des services, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, certificat médical).

N.B. : Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet, sera retourné à l'expéditeur.

Important bureau d'études française recherche

INGENIEURS HYDRAULIENS

- pour Aménager l'eau avec connaissances approfondies du génie rural et de l'irrigation ; - pour pays francophone Afrique avec spécialités hydro-agricoles.

Téléphones au (67) 56-80-40 (poste 09).

Importante ENGINEERING française recherche

BAGDAD BUREAU D'ETUDES

INGENIEURS

Génie civil, HYDRAULIQUE expérimentée, ADDUCTION D'EAU POTABLE et canalisations.

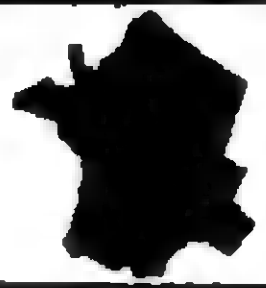
Langue anglaise nécessaire. Références et disponibilités rapides exigées.

Adressez C.V. à GESTION 2000 102, rue La Fayette, 75010 Paris.

Téléphone : 248-42-01.



APR 1982



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DES INGENIEURS ELECTRONICIENS POUR LE VAL DE LOIR

Centre industriel de CHATEAUDUN (130 kms de Paris)

INGENIEUR INDUSTRIALISATION

(Réf. : M 230)

Rattaché au Directeur Industriel, il participe aux définitions, développements et études de coût du produit et assure en liaison avec les fonctions : études, méthodes, qualité, fabrication, le suivi et la coordination de toutes les phases d'industrialisation et de mise en production de nos produits nouveaux. Il a pour première mission l'industrialisation d'une nouvelle génération d'autocommutateurs. Ce poste évolutif implique une forte motivation pour une fonction de coordination et une expérience proche en milieu industriel.

INGENIEUR FABRICATION

(Réf. : M 236)

Notre responsable de fabrication propose à un jeune ingénieur de lui confier le démarrage en fabrication de nouveaux matériels électroniques en liaison fonctionnelle avec nos services études et développement, méthodes et contrôle qualité.

Une évolution intéressante est rapidement prévue : prendre la responsabilité d'ateliers de fabrication électronique sous tous ses aspects (technique, organisation, personnel).

INGENIEUR METHODES DE TEST

(Réf. : M 234)

Rapportant au responsable méthodes de fabrication et moyens de test, cet ingénieur confirmé est chargé d'élaborer la politique de test pour l'ensemble de nos produits autocom et intercom électroniques, de proposer les moyens et d'en étudier la rentabilité.

Une expérience similaire sur des produits électroniques de moyenne série est nécessaire.

Ces postes sont à pourvoir dans le cadre de notre expansion et de la diversification de nos produits pour notre Centre Industriel de CHATEAUDUN

Adresser votre C.V., détaillé, photo et prétentions en indiquant la référence du poste à T.P.L. Service du Personnel - B.P. 85 - 28200 CHATEAUDUN

Une documentation sur l'entreprise et sur les postes sera adressée à la demande de tout candidat



PICART LEBAS

MATERIELS TELEPHONIQUE ET TELEMATIQUE



FILIALE GROUPE MATRA - REGION EST

recherche :

CHEF DEPARTEMENT ELECTRONIQUE

Il aura la charge de l'industrialisation, de la fabrication, des méthodes, de la gestion de production et des achats. Le candidat retenu sera diplômé de SUP'ELEC Grenoble, Nancy, Toulouse, etc... et devra avoir une expérience de quelques années dans l'électronique, si possible la micro-informatique.



Adresser C.V. et prétentions sous No 23178, CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ISOPIPE

Adjoint du directeur d'usine à Sedan

Au 1er rang français et parmi les 1ers européens, nous sommes des spécialistes du revêtement anticorrosion de tubes d'acier destinés à la construction de pipelines. Nos deux usines sont équipées de chaînes de revêtement de grande capacité : 7 000 mètres linéaires/jour.

Notre développement nous amène à créer le poste d'adjoint du directeur de l'usine de Sedan, dont l'effectif varie de 100 à 300 personnes. Il sera responsable de l'organisation de la production et du stockage, de l'entretien des matériels, de l'approvisionnement et de la sécurité.

Ce poste nécessite de bonnes connaissances de mécanique et d'électricité, sanctionnées ou non par un diplôme d'ingénieur, mais surtout une forte motivation pour l'organisation et la conduite des hommes. Le candidat idéal aura environ 35 ans et une expérience du terrain acquise en usine ou sur des chantiers. La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous réf. 4459H, 1 rue de Berri - 75008 Paris

Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Sytec

THOMSON-CSF GRENOBLE

Composants optoélectroniques recrute

POUR SON LABORATOIRE DE RECHERCHE

INGENIEUR

E.S.E., E.N.S.T., E.N.S.E.R.G.

débutant ou quelques années d'expérience

Il aura la responsabilité d'un programme de recherche au sein d'une équipe d'ingénieurs travaillant sur de nouveaux dispositifs semi-conducteurs pour systèmes optroniques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo) au : Service du Personnel T.D.I., BP 55 - 38120 SAINT EGREVE



groupe aerospatiale

Division ENGIN TACTIQUES
Etablissement de BOURGES

recherche

10 INGENIEURS ELECTRONICIENS

même débutants

Issus d'une Grande Ecole ENSIEG - INSA - ISEP - ISEN - ESEO - ENSEIRB - ENSEIRG

1 INGENIEUR pour son Service ACHATS, il aura aptitudes et goût pour la négociation commerciale.

sa formation de base et son expérience technique l'auront préparé à cette reconversion éventuelle.

Il aura la responsabilité de la réalisation, y compris analyse de coûts, des approvisionnements de matériels électroniques.

9 INGENIEURS pour ses secteurs ETUDES, ESSAIS ET APRES-VENTE

— au sein des équipes ETUDES ET ESSAIS, chaque ingénieur participera à l'aide d'équipements électroniques de pointe :

— soit à la conception, à la réalisation et au suivi technique de projets.

— soit à la mise au point de méthodes d'expérimentation et au suivi des essais des produits fabriqués.

— au sein de son équipe APRES-VENTE, les ingénieurs seront plus spécialement chargés de l'assistance technique aux clients, de la maintenance des matériels, de la formation des utilisateurs.

Pour certains de ces postes, des déplacements en France et à l'Etranger de plus ou moins longue durée sont à prévoir.

Pour ces 10 postes : Anglais et/ou Allemand très apprécié.

Salaires de base particulièrement motivants pour les postes à l'Etranger.

Adresser dossier de candidature à : AEROSPATIALE - 8, rue Le Brix - B.P. 35 18001 BOURGES CEDEX.

Société industrielle française, filiale THOMSON-BRANDT, produits grand public, crée à LYON dans son usine de 1 600 personnes, le poste de :

RESPONSABLE METHODES

Ingénieur diplômé AM ou ENSI, âge minimum 35 ans, assurera l'organisation des moyens de fabrication (grosses presses) d'une unité de 350 personnes transformant la tôle finement laminée en production de biens d'équipements électroménagers en grandes séries. En accord avec les méthodes centrales, il aura toute l'autonomie pour atteindre les objectifs de gains de temps et matières dans un environnement informatisé. Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous référence 994 M

Cabinet Gatier

Un ensemble industriel de 2300 personnes filiale THOMSON-BRANDT, crée à LYON la fonction suivante :

adjoint chef entretien et travaux neufs

Ingénieur diplômé

pour l'entretien de ses installations et de ses bâtiments faisant appel à des techniques diverses : production et distribution d'électricité, chauffage, climatisation, économies d'énergie.

Ce service central comporte un ensemble de 75 personnes et de nombreuses relations avec des sous-traitants. Age minimum 30 ans pour ce poste évolutif.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous référence 595 M.

Cabinet Gatier

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour l'une de ses Divisions (600 personnes) le

CHEF DU SERVICE COMPTABILITE ANALYTIQUE

Le poste est à pourvoir dans la région de ROUEN. Une expérience de plusieurs années et une bonne connaissance de l'informatique sont souhaitées.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 41 980 à HAVAS CONTACT, 156 bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

LA MAISON DE VALERIE

Société de vente par correspondance en pleine expansion RECHERCHE

JEUNE DIPLOME

Ecole Supérieure de Commerce

5 ans d'expérience dans la distribution, pour animer et développer, en tant que responsable commercial et administratif un réseau de 14 magasins.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M.V. SERVICES B.P. 4 - 41350 VINEUIL

USINE CHIMIE FINE BANLIEUE EST LYON

cherche

INGENIEUR CHIMISTE

Quelques années d'expérience en synthèse organique.

Ecrire s/n° 117.300 M à REGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LA VILLE DE NANTES recrute UN DIRECTEUR du développement économique

Placé auprès du Secrétaire général au Développement de la ville, le titulaire de ce poste devra justifier :
— d'une réelle aptitude commerciale
— d'une formation supérieure en matière économique ou commerciale
— d'une expérience confirmée dans les problèmes de gestion des entreprises, le rôle des collectivités locales en matière économique (rapports avec la DATAR, les CCI, le Secteur financier, la législation sociale).

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et des prétentions sont à adresser à M. le député-maire de Nantes (Bureau du Personnel) avant le 15 FÉVRIER 1982. Pr. te ren. sur ce poste, s'adr. à M. le Secrétaire général au Développement. Tél. 20-99-00.

INGENIEUR MECANIQUE RESPONSABLE DE FABRICATION

Cette société métallurgique de seconde transformation recherche un ingénieur dynamique pour lui confier la responsabilité des ateliers de l'une de ses unités. Directement rattaché au Chef de l'établissement, il développera chez ses collaborateurs le goût du perfectionnement personnel et le désir d'acquiescer les performances des hommes et des équipements. Lui-même sera mis par le besoin d'un progrès permanent.

Ingénieur généraliste (dominante mécanique souhaitée), 32 ans minimum, possédant déjà une expérience production, il pourra avoir ultérieurement des possibilités d'évolution ou sein même de la Société.

En échange de notre discrétion veuillez adresser sous identification J.J. 840, un dossier d'embauche très complet (CV, références, photo, indication de salaire) au

CEIP Conseil d'Entreprises 56270 PLOEMEUR

INGENIEUR CONFIRME ET EXPERIMENTE

RE. RE. dans la recherche industrielle, mécanique et physique.

JEUNE INGENIEUR RE. RE.2 formation et orientation identiques à celles du poste précédent.

Domaine d'activité : problèmes d'équilibre d'organes mécaniques ou de dispositifs assemblages étanches dans des domaines très divers.

Connaissance souhaitée en résistance des matériaux, mécanique des fluides.

Adresser CV détaillé + photo et prétentions en précisant la référence du poste souhaité à nos carrières 48 rue St Ferdinand - 75017 PARIS.

NOTRE SOCIÉTÉ

FILIALE DU GROUPE ADIDAS

LEADER DANS SA BRANCHE (Bonneterie sportive)

recherche pour son SIÈGE SOCIAL

SITUÉ A TROYES

UN COMPTABLE

confirmé dans le domaine de la comptabilité générale, de la fiscalité, de la gestion des comptes clients.

NOUS OFFRONS :

- La participation à la mise en place d'applications de gestion en temps réel.
- Une rémunération intéressante augmentée de divers avantages conventionnels (3 mois, participation, restaurant d'entreprise...).

Adresser lettre de candidature et curriculum vitae détaillé à

VENTEX S.A., Service du personnel, rue Danton, Z.I. 10150 PONT-SAINT-MARIE.

emplois régionaux

RESPONSABLE GESTION MATIERE PHOTOCOPIATION

RESPONSABLE SERVICE INDUSTRIALISATION METHODES

RESPONSABLE ACHATS

DESIGN VITRIN CHEF DE GROUPE

responsable administratif de CE informatique Lyon

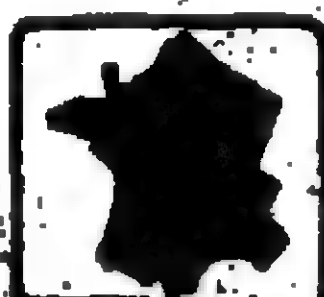
KEY MEN

LE DEPARTEMENT D'INFORMATION

RA conseils

finance, comptabilité

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

CHEF DEPARTEMENT ELECTRONIQUE

FILIALE GROUPE MAYRA - REGION EST

recherche :
1/ DEPARTEMENT ELECTRONIQUE
RESPONSABLE GESTION MATIERE (PRODUCTION)
(20 personnes) ayant expérience en méthodes modernes et informatisées de planification, achats, approvisionnements, ordonnancement, stocks, expéditions.

RESPONSABLE SERVICE INDUSTRIALISATION METHODES
Chargé de l'industrialisation des produits, du lancement, des prototypes, de l'établissement des standards et gammes, de l'amélioration de la productivité, de l'optimisation des chaînes de production, des postes et conditions de travail, des coûts.

Expérience en «packaging» électronique souhaitée.
RESPONSABLE ACHATS
Expérience en achats électroniques, de préférence dans l'informatique.

2/ DEPARTEMENT ELECTROMECHANIQUE
DESINATEUR CHEF DE GROUPE
Quelques années d'expérience dans le développement et l'industrialisation de produits moyenne série électromécanique de précision.

Adresser C.V. et prétentions sous No 23180, CONTEXTE Publicité 20, Avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

Introduit auprès entreprises de BTP parisiennes pour leur avoir déjà vendu des biens d'investissement. Fort commissions + frais. Ecrire avec C.V. à THOMSON, BP 51, 93035 Villetaneuse.

IMPORTANTE BONNETERIE région SUD-EST

JEUNE INGENIEUR TEXTILE

possédant une 1^{re} expérience Bonneterie-confection Anglaise parlé et écrit anglais.

Env. C.V., photo et prétentions à M. FRATER, S.A. - 125, rue de Montaran, 43400 Fleury-les-Aubrais.

QUELLE S.A.

LEADER EUROPEEN DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE
recherche pour sa Centrale d'Achats à ORLÉANS

UN JEUNE DIPLOMÉ EN GESTION

Il participera à l'établissement des prévisions de ventes, à la gestion des stocks, au suivi des résultats d'exploitation pour un rayon d'achats.

Ce poste vous permettra d'évoluer rapidement vers les fonctions de contrôle de gestion. Nous recherchons que vous ayez une formation de type BSC ou Sciences Eco, avec de bonnes connaissances en anglais et si possible en allemand.

Une première expérience professionnelle même dans un secteur différent de l'achat est indispensable. Le poste est à pourvoir rapidement.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à M. FRATER, QUELLE S.A. - 125, rue de Montaran, 43400 Fleury-les-Aubrais.

QUELLE S.A.

LEADER EUROPEEN DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE
recherche pour son Département Achats

SON CORRESPONDANT INFORMATIQUE

Chargé des liaisons avec l'informatique pour l'étude et la mise en forme de la réalisation d'un projet de gestion des approvisionnements.

Ce projet consiste en la mise en place d'une base de données avec accès direct par terminaux dans le cadre d'une centrale d'achats gérant 40.000 références. Il sera ingénieur ou équivalent.

Il aura 4 ou 5 ans d'expérience dans l'étude et la mise en place d'un projet informatique dans cette société commerciale.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à M. FRATER, QUELLE S.A. - 125, rue de Montaran, 43400 Fleury-les-Aubrais.



BANQUE FRANCO-PORTUGAISE

recherche pour son agence de

CLERMONT-FERRAND UN GESTIONNAIRE

de haut-niveau (agent gradé ou cadre) disposant d'une solide expérience bancaire de plusieurs années, maîtrisant parfaitement la langue portugaise et ayant l'habitude de la gestion de personnel.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à B.F.P. Services Personnel, 8, rue Heider, 75009 PARIS.

THOMSON - BRANDT Armements

recherche pour son Bureau d'Etudes et Centre d'Essais à La Ferté-Saint-Aubin (Loiret) 20 km au Sud d'Orléans

ingénieurs grandes écoles

(X, Centrale, Mines, Sup-Aéro) débutants ou première expérience industrielle, décidés à préférer la Province à Paris.

Envoyer candidature + C.V. à Thomson Brandt - Armements CENTRE D'ESSAIS 45240 La Ferté-Saint-Aubin

LE N° 3 DANS LE DOMAINE DES BIENS D'EQUIPEMENT RECHERCHE POUR SA FILIALE FRANÇAISE SPECIALISEE DANS L'AIR COMPRIME SON

DIRECTEUR COMMERCIAL EXPORT

de formation supérieure. Age 40/45 ans environ. Ayant déjà exercé avec succès pendant 5 ans une fonction de directeur commercial à l'exportation, avec des responsabilités d'encadrement et d'animation dans le domaine des biens d'équipement.

Vous avez acquis une connaissance pratique et concrète des techniques modernes de marketing.

Vous serez responsable, dans le cadre d'un budget annuel que vous aurez contribué à définir, des objectifs de vente, de la prospection de nouveaux marchés pour nos produits et de la promotion de notre image de marque.

Pour ce faire, vous bénéficierez d'une structure en place solide, d'une équipe d'une dizaine de personnes qu'il vous faudra encadrer et animer. Anglaise, Allemand parlé et écrits couramment.

Envoyer votre C.V. avec lettre manuscrite, photo et salaire actuel, sous réf. 3051 à Pierre LICHOU S.A. 41, rue Paul-Chenard, 69001 LYON, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BIENS D'EQUIPEMENT RECHERCHE SON RESPONSABLE DE PUBLICITÉ MARKETING

IL DEVRA :
- Etre diplômé d'une école de commerce.
- Posséder une expérience de 2 ans en agence de publicité chez un annonceur.
- Avoir des connaissances de matériel de travaux publics.
- Avoir des connaissances des études marketing sur les biens de type industriel.
- Etre capable de réaliser une annonce à partir des besoins de l'entreprise.

IL FAUDRA :
- Que ce soit un homme ou une femme de contact de terrain - négociation avec les supports, les agences mais aussi « chef de chantier » lors d'expositions.
- Etre âgé de 30 ans environ.

Envoyer C.V., photo, prétentions et salaire actuel, s/réf. 3052, à Pierre LICHOU S.A. 41, rue Paul-Chenard, 69001 LYON, qui transmettra.

1 EI/EURO-INFORMATION 1982 - NOUS CREUSONS L'AVANCE

Société informatique de l'Est de la France leader dans certains créneaux veut accentuer son avance dans des secteurs de pointe :
- Micro micro professionnel
- EAO CAO
- Réseaux de données, etc.

recherche de JEUNES ELECTRONICIENS Informaticiens de formation supérieure, foveurs de haute technicité. Venez nous convaincre. Ecrire s/m 7.816 le Monde Pub., service des ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

Médecin chargé de l'information médicale Sud-Ouest

Une SOCIÉTÉ PHARMACEUTIQUE française largement implantée en Europe et dont les produits éthyques ont acquis un rayonnement mondial, recherche un jeune médecin.

Rattaché à la Direction de la Recherche et du Développement, il viendra renforcer une équipe jeune et dynamique de médecins chargés d'animer et de former sur le plan scientifique les délégués médicaux.

Le médecin retenu aura plus particulièrement la charge des cours fondamentaux et des cours techniques sur les produits. Il assurera le mise au point et le développement des moyens audiovisuels destinés à cet enseignement dans un souci de renouvellement et d'optimisation permanents de l'information médicale.

Il sera appelé à entretenir des relations avec le milieu hospitalo-universitaire, notamment dans le contexte de sa participation aux expérimentations cliniques de phase IV.

Ce poste s'adresse à un jeune médecin âgé d'au moins 28 ans, ouvert à la communication et bon pédagogue. Une première expérience réussie d'un ou deux ans dans l'industrie pharmaceutique serait appréciée.

La rémunération annuelle de départ dépendra du niveau de compétence atteint. Ce poste évolutif pour un candidat de valeur, est à pourvoir dans une ville universitaire du Sud-Ouest de la France.

Gilbert RAYNAUD traite confidentiellement votre candidature sous la référence 6001 LM.

argos

Département Conseil en Recrutement 135, avenue de Wagram, 75017 PARIS.

LITTORAL CNIM VARDIS

renforçant un secteur en plein essor propose un poste d'ingénieur «réparations navales»

Ce chef de bord est responsable des relations commerciales (du devis à la facturation comme de la réalisation des Travaux) Ce poste requiert une formation technique pratique (A et M, Officiers Mécaniciens ou équivalents), et une solide expérience des Chantiers.

Anglais indispensable ainsi qu'une grande disponibilité (Horaires Fluctuants pour Déplacements FRANCE et ÉTRANGER) Ecrire avec CV et Prétentions sous réf. 195 à : Constructions Navales de la Méditerranée Service du Personnel - B.P. 161 83501 La Seyne-sur-Mer

SERCEL

recrute pour CENTRE INFORMATIQUE **ELECTRONICIEN EXPERIMENTÉ**

Connaissances FORTRAN Ce technicien assistera le Responsable de service pour assurer des applications en liaison avec les différents services d'étude. Adresser C.V. à SERCEL - B.P. 64 44471 CARQUEFOU Cedex.

responsable administratif de CIE informatique Lyon

Le Centre Technique régional des Caisses d'Epargne assure la production administrative et comptable informatique d'une centaine de caisses du Sud-Est. Il est équipé d'ensemble d'ordinateurs CII-HB-DPS-B/70 connectés à un millier de terminaux en agences, compte une centaine de personnes. Le développement très rapide du centre tend à CA (plus 25% par an) qui en effectif, nécessite la création d'un poste de responsable administratif.

Rattaché à la Direction Générale, ses missions seront axées sur : l'entretien du contrôle de gestion et des budgets, la supervision de la comptabilité, la gestion administrative du personnel, certains crédits, le secrétariat général et le juridique.

Nous souhaitons recruter un candidat d'environ 30, 35 ans de formation supérieure en gestion (Sup de l'Industrie, Sciences Eco.), ayant occupé une fonction analogue de préférence dans une moyenne entreprise, à la fois excellent gestionnaire et homme de contact.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions, sous réf. 932, à KEY MEN BP 25, 69213 LYON Cédex 01.

CHEF D DEPARTEMENT EXPLOITATION

180 - 200.00 F/an Agros-Alimentaire

Un groupe coopératif agro-alimentaire de l'Est de la France employant plusieurs centaines de personnes et réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 800 millions de francs, recherche un CHEF DE DEPARTEMENT EXPLOITATION. Sous l'autorité du Directeur Industriel, il aura pour mission de diriger et de contrôler la production industrielle, les productions de consommation crées ou longues durées, fromages à pâtes molles et autres du bétail, en quantité voulue, et conformes au cahier des charges quant à la qualité, dans les délais prévus, au moindre coût et dans les meilleures conditions matérielles et humaines. Il coordonnera les activités des différents usines sur les plans gestion, technique et humain afin d'atteindre les objectifs à la définition desquels il aura participé. Il proposera les modifications technologiques susceptibles d'accroître la productivité de l'outil industriel. Il représentera la Société au sein des commissions spécialisées des syndicats professionnels. Le candidat retenu, âgé au moins 35 ans, de formation Ingénieur ENSIA - Ecole du Lait de Caen, possédant plusieurs années d'expérience de la direction d'usines du secteur agro-alimentaire fabriquant de préférence des fromages à pâtes molles. Il connaîtra les problèmes de stockage. Ecrire sous référence 484M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Dérivation assurée.

finance, comptabilité

France et Outre Mer
dans le cadre de ses activités internationales, sema, société européenne de conseil (1500 ingénieurs et consultants) recherche :

experts administratifs et financiers
Formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) Expérience d'audit et/ou expérience professionnelle dans un pays en voie de développement. Lieu de travail France et Outre mer (mission de longue durée) Réf 10319A M

experts en comptabilité
Formation de niveau DECS - Motivation pour missions de longue durée à l'étranger. Age minimum 28 ans. Expérience dans le domaine de l'organisation comptable. Réf 10319B M

Adresser CV avec une courte lettre manuscrite ou précisant la référence à S. Aubrey, Sema Selection 16 18, rue Barbès 92126 MONTROUGE

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

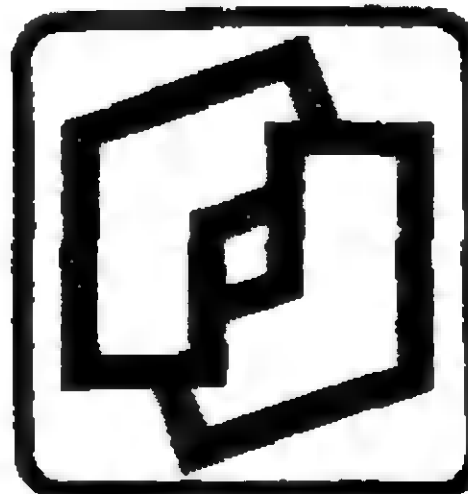
de l'industrialisation

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



elf aquitaine

POUR SON CENTRE DE RECHERCHES EN BIOTECHNOLOGIE DE TOULOUSE - LABège

RECHERCHE 5 CHERCHEURS DE VALEUR POUR LEUR CONFIER LES POSTES DE CHEFS DE DEPARTEMENT
LES CANDIDATS DOIVENT ETRE DE FORMATION DOCTEUR, PH. D OU EQUIVALENT, AVOIR UNE EXPERIENCE DE 6 A 12 ANS
ET ETRE CAPABLES D'ANIMER UNE EQUIPE DE CHERCHEURS ET INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT
AU SEIN D'UN GROUPE MULTIDISCIPLINAIRE.

GENETIQUE VEGETALE

Spécialiste en culture de tissus et génie génétique appliqués au végétal. Une expérience industrielle est souhaitée dans les domaines de l'haploïdie et des différentes cultures in vitro. Une bonne connaissance de la biologie moléculaire et de la sélection classique est indispensable.

GENIE GENETIQUE

Biologiste moléculaire spécialiste des technologies de recombinaison du DNA dans les systèmes procaryotiques et/ou eucaryotiques. Expérience particulièrement appréciée : génie génétique des levures et/ou fungi et/ou bacilli.

GENIE MICROBIOLOGIQUE

Spécialiste en physiologie des microorganismes procaryotiques et/ou eucaryotiques. Expérience industrielle nécessaire notamment dans les domaines suivants : isolement et identification des microorganismes, élucidation des voies métaboliques, techniques d'amélioration des souches.

DEVELOPPEMENT

Ingénieur Biochimiste - Génie chimique, spécialiste des technologies de fermentation, d'extraction des produits biologiques et des réacteurs à enzymes ou cellules fixées. Une expérience industrielle d'optimisation et de "scale-up" de procédés est nécessaire.

GENIE ENZYMATIQUE

Biochimiste, spécialiste des réactions enzymatiques. Les recherches seront orientées vers le développement de nouvelles biotransformations impliquant purification, caractérisation et modification des enzymes et/ou autres sous-unités cellulaires. Expérience industrielle des enzymes ou cellules immobilisées très appréciée.

Ecrire avec C.V. et prétentions en précisant le poste choisi à :
ELF BIO RECHERCHES - Service du Personnel
Tour Aquitaine
92080 PARIS LA DEFENSE CEDEX 4.

Société d'INGENIERIE - Siège Paris -
filiale d'un groupe immobilier important
recherche

SURVEILLANT DE TRAVAUX

pour opérations de RÉHABILITATION de logements.
Formation demandée : B.T.S. ou niveau équivalent.

Quelques années d'expérience dans l'immobilier souhaitées.

Envoyer C.V. et prétentions, sous référence 7820 à :

Organisation et publicité
2 rue MARENGO 75001 PARIS 01

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
(Proche banlieue Nord-Est)
recrute pour sa filiale française
(35 personnes, C.A. : 50 Millions de Francs)

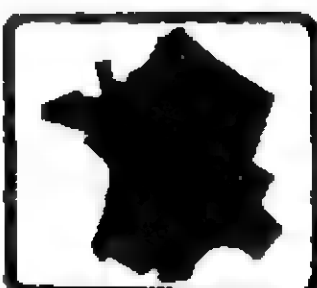
UN OU UNE CHEF COMPTABLE

D.E.C.S., expérience de 5 ans minimum à un poste de responsabilité dans un service comptable. Expérience informatique souhaitée. Anglais indispensable.
Envoyer C.V. et prétentions sous référence 822 à GUY, 16 Avenue de Friedland 75008 - PARIS

GROUPE DE GRANDS MAGASINS
IMPLANTES A PARIS ET EN PROVINCE
(effectif 3000 personnes)
recherche pour un de ses magasins situé à PARIS :

LE DIRECTEUR

Profil souhaité : 30 ans minimum.
Diplômé études supérieures commerce.
Expérience réussie dans la distribution.
Adaptabilité aux différentes techniques d'entreprises (marketing, gestion des stocks, gestion financière, etc.).
Esprit d'innovation et sens d'animation des hommes.
Merci d'envoyer curriculum vitae et prétentions à :
No 23560 CONTESSE PUBLICITE 20, Av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q.tr. Discretion assurée.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Le partenaire financement des créateurs d'entreprise

Chef d'agence d'une banque, vous avez souvent aidé des créateurs d'entreprise, facilité des reprises d'affaires industrielles et fait obtenir des primes nationales ou régionales. Monter un dossier de financement ou de crédit n'a plus de secret pour vous. Formation Sciences Po., HEC, ESSEC, vous n'avez pas à vous plaindre de votre situation, mais la « Grande Maison » vous pèse avec ses procédures excessives, ses petits calculs et son avancement à l'ancienneté.

Vous allez quitter ce faux confort et rejoindre une Chambre de Commerce efficace qui va vous engager dans son service de gestion industrielle. Vous serez le partenaire qui facilite les liaisons entre les créateurs d'entreprise, les industriels et leur environnement économique, administratif et financier. Pour l'ensemble d'un département à 50 kms de Paris, vous trouverez les solutions. Vous réglez les problèmes avec la Préfecture, le TPG, les syndicats, les experts comptables, juridiques, etc. Dans quelques années, votre expérience et vos relations vous permettront d'être « aspirés » par l'industrie et d'accéder à un niveau de direction opérationnelle. Comme votre prédécesseur.

Votre formation supérieure, votre expérience d'une dizaine d'années nous intéressent bien sûr si elles valorisent vos qualités relationnelles et votre dynamisme pour accueillir vos ressortissants, diriger votre équipe et faire « bouger les choses », les moyens, les structures et les méthodes. A vous d'écrire aux conseils de Sirca sous la référence 834 672M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

L'Ecole Supérieure d'Ingenieurs de Marseille

dans le cadre de son développement et de la création de l'Institut Supérieur de Microélectronique Appliquée, RECHERCHE des jeunes ingénieurs Grandes Ecoles, quelques années d'expérience industrielle, attirés par l'enseignement et la recherche :

INGENIEUR «Génie de la mer»

Expérience bureau d'études ou chantier offshore ; bonne connaissance du milieu professionnel. Compétence appréciée en lutte antipollution, aquaculture, océanographie.

Envoyer C.V. et photo à :

E.S.I.M. - Service Recrutement
28 rue des Electriciens - BP 64
13375 MARSEILLE Cedex 12

Centre socio-culturel de la région Bretonne

recrute

ANIMATEUR(Trice)

Jeune adulte, 25 ans maximum + 3 ans, dipl. DEFA, CAPASE ou diplôme sous n° 031.528 M à BPA, 6, rue, Mairie St. Rémy, 75002 PARIS.

Nous offrons une opportunité exceptionnelle d'étude dans une ville côtière de BRETAGNE à un

INGENIEUR

DE PRODUCTION

150.000 F +

Arts & Métiers ou équivalent.

3 à 5 ans d'expérience.

capable de prendre la responsabilité d'une unité de 400 personnes. Ambitieux, efficace, apte à l'ADJOINT DU DIRECTEUR TECHNIQUE sur une unité nouvelle et une ouverture d'esprit lui permettant de s'adapter rapidement et de s'adapter aux techniques nouvelles dans les domaines de l'hydroélectricité.

Ce recrutement a été confié à Notre Conseil C. POPESCO qui recruta vos candidatures détaillées manuscrites et les critères confidentiellement S.C.I.P.

Société Centrale d'Intervention et de Prestations.

160, bd de la République, 92210 SAINT-CLLOUD.

Cabinet expertise comptable à implantation nationale recherche pour région Bretagne

COMPTABLES

qualifiés, expér. cabinet obligatoirement. Envoyer C.V. à BPA, 6, rue, Mairie St. Rémy, 75002 PARIS.

ENTREPRISE LEADER DANS SA REGION recherche

UN RESPONSABLE PERSONNEL

(E.C.P. : L.P. ...)

Envoyer C.V. et photo à :

Jean-Claude GAVOIE - B.P. 323, 37173 CHAMBRAY-les-Tours Cedex.

Troupe théâtre ch. administ. (tracé, exp. souh., C.V. + photo à T.J.A., 2, rue du Signe, 93 Mantes-la-Joie).

Le Centre d'Action Culturelle de Saint-Brieux recherche :

UN (S) ADMINISTRATEUR (TRICE), chargé (e) de la gestion administrative et financière et de la gestion du personnel de l'Association.

Envoyer dossier de candidature (avec photo et n° de téléphone) avant le 10 février 1982 au C.A.C. - 5, rue de 77° R.I. 22000 SAINT-BRIEUC.

Téléphone : (06) 91-29-33.

NOTRE CHEF DE LA COMPTABILITE REORGANISERA SON SERVICE

Notre Chef de la Comptabilité dirigera un service de 6 personnes chargé de la comptabilité d'une société et de la centralisation des reportages de ce filiales françaises et étrangères. Il devra reprendre son service en main pour améliorer son efficacité.

Ce poste peut conduire à la direction financière d'une de nos filiales.

Avec 2400 personnes et 950 millions de chiffre d'affaires, nous sommes le leader européen de la production de graines de semence : nos laboratoires sont à la pointe de la technologie mondiale.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 142.11 à :

ONOMA 26, rue de Ber 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE RESTAURATION
FILIALE DE DEUX GRANDES SOCIÉTÉS INTERNATIONALES

Plus de 800 restaurants recrutés pour sa Direction Financière :

UN AUDITEUR INTERNE

La mission : Assurer le contrôle et conseil auprès des services centraux et des établissements de filiales françaises et étrangères.

Le profil : Une formation supérieure, ESSEC, etc. SC ECO, débutant ou une première expérience de 2 ou 3 années dans la fonction d'auditeur. Une bonne connaissance de l'allemand du portugais serait un atout.

Le poste : Basé à Paris, le poste implique de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Susceptible d'évolution, il vous fera découvrir l'entreprise et vous préparera à d'autres fonctions, notamment administratives et financières.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

EUREST - Recrutement et Développement

14, rue de l'Arcade 75008 PARIS

Un ensemble industriel de plus de 2300 personnes. Groupe THOMSON-BRANDT crée à LYON, le poste de

AUTOMATICIEN INDUSTRIEL

ESE, ECL, ENSAM, ENSI

possédant une expérience même courte dans cette fonction. Il sera responsable d'une manière autonome de la conception et de la mise en œuvre de l'automatisation de machines ou procédés de fabrication de biens d'équipement électromécaniques en grandes séries dans un ensemble technologique moderne dont il occupera une fonction clé nécessitant un esprit prospectif et de bonnes qualités de contacts.

Ecrire CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 Lyon, sous référence 590 M.

Cabinet Gatier

ATTACHÉ COMMERCIAL

Une papeterie dynamique (CA 81 : 300 MF).

connue sur marchés européens, implantée dans une ville agréée du Pas-de-Calais.

recherche

un collaborateur commercial de 1er niveau rattaché directement à notre directeur commercial.

Le cadre recherché, issu d'une école d'ingénieur ou de commerce, aura de préférence entre 5 et 10 ans d'expérience, devra posséder très correctement l'anglais et l'allemand, et avoir une bonne connaissance de la gestion et de l'informatique.

Le candidat retenu, après une formation typique à l'industrie papetière, au système commercial et technique-commercial, aura la responsabilité et devra effectuer de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Pour ce poste évolutif, nous envisageons une rémunération adaptée en fonction de l'exp. et du potentiel du candidat.

Adresser votre candidature manuscrite (avec C.V. et photo) au chef du personnel des

PAPETERIES DE MARESCHEL

62990 BEAUBAINVILLE

Jeune Adulte

OFFRES D'EMPLOIS

JEUNE CADRE

INGENIEURS INFORMATIENS

INGENIEUR INFORMATICIEN

RESPONSABLE SERVICE CONTENTIEUX

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Ingénieurs Informaticiens

aine

GENIE ENZYMATIQUE

LE DIRECTEUR

ENTIEUR

UN AUDITEUR INTERNE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

*** LE MONDE - Mardi 9 février 1982 - Page 27

Société exportant des biens d'équipement dans les domaines mécanique et électrique et appartenant à un groupe multinational recherche

JEUNE CADRE

ayant au minimum 2 ans d'expérience du commerce international acquise dans la banque ou le secteur industriel, pour être chargé, au sein du Service FINANCEMENT DES EXPORTATIONS :
- de l'étude et de la mise en place des financements,
- des relations avec les organismes intervenant dans ce secteur (banques, Coface, DREE),
- du conseil aux ingénieurs d'affaires.

Ce poste doit évoluer vers la participation pour les questions financières à la négociation à l'étranger des contrats.

PROFIL :
25 ans minimum.
Études supérieures commerce, administration Anglais courant indispensable. 3ème langue appréciée.

LIEU DE TRAVAIL :
Paris avec quelques déplacements France et étranger.

Adresser C.V. photo et prétentions sous No 23192 CORRESPONDANCE 20, avenue de l'Opéra 75009 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Négociations sociales Audit et conseil

Si vous êtes convaincu que la politique sociale d'un grand Groupe industriel c'est la négociation, nous vous proposons de rejoindre au siège le Directeur des Affaires Sociales qui met en place une nouvelle politique.

Nous sommes un Groupe de 30 000 personnes. Pour l'ensemble des 20 grandes unités basées en France, nous recherchons un vrai coordinateur.

Votre objectif : connaître en permanence tout ce qui se passe en matière de relations sociales dans les unités et en assurer la coordination. Soit, un rôle d'audit en terme de statuts du personnel et de conseil en matière de droit social, droit du travail et de négociations sociales.

Plus qu'un homme d'études, vous êtes par tempérament quelqu'un qui va à l'écoute des problèmes, les devance, suit, impulse, freine, intervient avec souplesse, convaincra quand il le faut.

Votre profil : bien évidemment rattaché au droit social soit par votre formation juridique supérieure, soit par une première expérience en organisme patronal ou en fonction personnelle à part entière. L'équipe de Direction est jeune et réagit vite. Vous aussi. La taille du Groupe vous assure de belles perspectives d'évolution de carrière.

Si vous vous sentez concernés par ce poste, écrivez sous réf. 252 M à notre Conseil, Nicole LATOUCHE, qui étudiera avec vous votre candidature.

CLEAS

6 Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS - Tél. 267.35.11

FLOPETROL
Schlumberger

Mechan 77
FLOPETROL leader mondial des essais de puits pétroliers, recherche, dans le cadre de son expansion

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Il participera à la création de nouvelles applications en temps réel :

- gestion de la production.
- gestion application personnel.
- Le candidat devra avoir :
 - un DUT informatique ou niveau équivalent.
 - une bonne connaissance du langage COROL ANS.
 - connaissance du système informatique et base de données.
 - bonne connaissance de l'anglais.
 - 2 à 3 ans d'expérience d'un poste similaire.

La rémunération est motivante.
Horaires libres. 39 heures par semaine. Avantages sociaux d'un grand groupe.
L'expansion de la vocation offre d'opportunités possibles d'évolution pour des candidats de valeur.

Adresser C.V. et lettre manuscrite au Service du Personnel FLOPETROL B.P. 592, 77005 Meaux Cedex.

Une banque française de dimension internationale offre de larges perspectives d'avenir à des

INGÉNIEURS INFORMATIENS

Paris

Pour renforcer les différentes équipes de ses divisions système et pour démarrer d'importants projets intéressant son futur système informatique, cette Banque recherche plusieurs ingénieurs-informaticiens.

Ces postes évolutifs intéresseront de très bons techniciens attirés par les secteurs de pointe et cherchant à avoir rapidement des responsabilités (télétraitement, bases de données...).

Les candidats retenus auront 3 à 5 ans d'expérience sur moyens ou gros systèmes IBM ou CI-HB dans le domaine du logiciel de bases ; ils auront une formation ingénieur ou universitaire 3^e cycle. Les rémunérations seront fonction de l'expérience des candidats.

Ecrire sous référence 239/M1 à A.L. CONSEIL, 102, bd Maiesherbes, 75017 PARIS, qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Entreprise **TÉLÉCOMMUNICATIONS** proche banlieue Nord-Ouest recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

GRANDES ÉCOLES

débuts ou quelques années d'expérience

Ces postes en laboratoires d'études sont offerts dans des secteurs de pointe :

- Hyperfréquences ;
- Conception de circuits ;
- Conception de systèmes ;
- Techniques digitales ;
- Liaisons spatiales.

Larges perspectives d'évolution de carrière.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé et prétentions à : TRENDANCES, sous référence 227, 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

recherche

FISCALISTE 30 ANS ENVIRON

Ayant expérience 6 ans minimum dans le domaine de la fiscalité des entreprises et des groupes de sociétés.

Bonne connaissance de la comptabilité, du droit des sociétés et de l'anglais indispensable.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à
COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ
Direction de la Fiscalité et du Droit des Sociétés
54, rue La Botte, 75382 PARIS CEDEX 08.

BANQUE SPÉCIALISÉE recherche

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Paris

Dépendant du directeur de l'informatique, il participera à l'élaboration du plan informatique et à la définition de l'évolution de l'architecture du système qui vient d'être mis en place (IBM 4331). La connaissance et le suivi des applications existantes permettront d'en développer de nouvelles. C'est pourquoi s'il ne faut pas hésiter à programmer, il faut aussi savoir proposer des solutions techniques nouvelles et être en mesure de pouvoir s'adapter à un environnement télétraitement et bases de données.

Le candidat retenu, ingénieur ou universitaire, parlant anglais, aura une expérience de trois ans minimum et aura développé des applications sous DOS, VSE et CICS en COBOL ; il devra connaître l'ASSEMBLEUR.

Ecrire sous référence 243 M à : A.L. Conseil, 102, boulevard Maiesherbes, 75017, Paris qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SECTEUR BOIS ET BATIMENT

(6 usines) recherche pour son Siège Social (92)

RESPONSABLE SERVICE CONTENTIEUX

Niveau Maîtrise en droit privé, pour suivi dossiers Bâtiment, Sociaux, Commerciaux et Recouvrement de créances. Quelques années d'expérience en entreprise ou cabinet d'avocats exigées.

Libre rapidement.

Adresser lettre manuscrite, c.v. photo (retournée) sous réf. 8914 à AXIAL Publicité, 27, rue Talbot 75009 Paris, qui tr.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour la réalisation de projets informatiques importants et diversifiés mettant en œuvre les techniques les plus évoluées (MVS, CICS/VS, VSAM, VSPC, API, mini-ordinateurs, réseaux...)

Ingénieurs Informaticiens

Réf. BD

Ingénieurs grande école ou université, 5 ans d'expérience, pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'à la mise en exploitation.

Larges possibilités d'évolution.
Lieu de travail : St Quentin en Yvelines (78).

Envoyer, en préc. la réf., CV détaillé avec sal. actuel et prêt, à CNCA Service Recrutement Carrières - 75710 PARIS BRUNE

Hy. Bergerat, Monnoyeur
AGENT GENERAL CATERPILLAR recherche

Assistant du Chef de Service Administratif et Financier

Pour un de ses établissements parisiens à vocation essentiellement commerciale à l'exportation.

Dans un premier temps, le candidat aura pour mission d'assurer la gestion interne du département sur le plan administratif et financier.

Le candidat, jeune, évolutif, capable d'animer une équipe de travail, sera conduit à reprendre à terme l'entière responsabilité du service administratif et financier.

Il sera diplômé d'une grande école (HEC - ESSEC - ESCP) et devra avoir une solide formation commerciale (niveau DECS) ainsi qu'une pratique parfaite de l'anglais.

Envoyer C.V. photo et prétentions à l'attention de Monsieur le Directeur des Relations Humaines HY. BERGERAT MONNOYEUR S.A. BP 169 - 93208 SAINT-DENIS cedex 01

BADGER FRANCE

Société Internationale d'Ingénierie
PETROLE - PETROCHIMIQUE - CHIMIQUE recherche

INGENIEUR DES VENTES

Possédant une formation ingénieur de procédé avec une expérience de 10 années dans notre domaine d'activité dont 3 à 5 ans dans les ventes, négociations de contrats.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. à Secrétariat Général BADGER FRANCE - Tour Manhattan Cedex 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE

DIRECTEUR AFRIQUE

250 - 300.000 F.

PARIS
Produits Grande Consommation

Un Groupe industriel français (effectif 3.000 pers. - C.A. 600 millions de France), leader sur son marché et spécialisé dans la fabrication de produits de grande consommation durables, recherche un DIRECTEUR AFRIQUE. Sous l'autorité du Directeur Général et en liaison avec les directeurs des filiales africaines, il établira les budgets de ces mêmes filiales et il en suivra la réalisation, de même qu'il suivra la mise en place des procédures d'information et d'information définies par le Siège. Il représentera par délégation le PDG ou le DG auprès de partenaires locaux des sociétés filiales. Sur un plan opérationnel, il aura une fonction de Directeur Commercial Afrique et Moyen-Orient afin d'étudier et de développer de nouveaux réseaux commerciaux ou l'implantation de nouvelles filiales. Le candidat retenu, âgé d'au moins 33 ans, de formation HEC, ESSEC, ESCP, IEP, et ayant acquis une formation complémentaire en gestion, parfaitement bilingue français-anglais, possédant une dizaine d'années d'expérience tournée de préférence vers les circuits de distribution de biens de grande consommation. Il aura une bonne pratique des affaires internationales. Ce poste implique de fréquents déplacements.

Ecrire sous référence 480/M à :
GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

INGENIEUR D'AFFAIRES RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

160.000 F.

PARIS
Matériels d'Autoélévation/Offshore

Une société d'Engineering et de Construction spécialisée dans le domaine des travaux en mer et portuaires, et filiale d'un groupe industriel effectif : 5000 personnes - C.A. supérieur à 1 milliard de francs, leader en montage d'ensembles industriels destinés aux industries pétrolières (recherche, production, transport, stockage, raffinage), recherche un INGENIEUR D'AFFAIRES. Adjoint au Directeur des Opérations, il sera responsable de l'utilisation et du développement des matériels d'autoélévation (hélices DELONG) de la société, et il interviendra en tant que conseil sur le plan technique pour tous les projets et affaires mettant en œuvre des techniques d'autoélévation. Il animera toutes les études de recherche et développement de nouveaux équipements dont il suivra la construction et pour lesquels il recherchera l'optimisation des performances au niveau de l'utilisation. Il centralisera toute la documentation se rapportant aux techniques d'autoélévation. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation ingénieur A & M, ECAM, ICAM, possédant plusieurs années d'expérience professionnelle acquise en BE, fabrication, mise au point d'équipements hydro-pneumatiques. Il sera bilingue français-Anglais. Ce poste implique d'assez fréquents déplacements de courte durée.

Ecrire sous référence 486/M à :
GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

de l'industrie

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

JURISTE CONTRATS INTERNATIONAUX

Un homme sur le terrain

Notre société, leader dans le domaine électronucléaire est présente dans la compétition internationale et participe au défi de la technologie moderne.

Nous souhaitons confier à ce juriste l'étude et le suivi des contrats internationaux.

C'est-à-dire :

- la préparation des propositions : études des législations locales, suivi de la réglementation, problème de propriété industrielle ;
- la participation aux négociations ;
- le suivi des réalisations : des contacts et des contrats avec les fournisseurs jusqu'aux arbitrages en cas de litige.

Nous demandons : une solide expérience en matière de contrats internationaux, si possible dans une entreprise fournissant de gros ensembles industriels, et la parfaite maîtrise des langues française et anglaise.

Envoyez CV + lettre manuscrite sous référence 73449 à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra directement.



Deux économistes option économétrie produits industriels et matières premières

Le service «Prévisions économiques» réalise les études économiques nécessaires aux réflexions et aux prises de décision des responsables Vallourec, premier fabricant français de tubes d'acier. Cette équipe hautement spécialisée a pour mission d'informer en permanence sur l'évolution économique, les débouchés de la société et du groupe en élaborant en particulier des prévisions à court, moyen et long terme.

Nous souhaitons recruter deux spécialistes des études économiques maîtrisant parfaitement les techniques économétriques, titulaires d'une maîtrise de sciences économiques, complétée par un DES option économétrie.

L'un des postes peut être confié à un candidat débutant, ou ayant une première expérience dans le domaine industriel et maîtrisant l'utilisation de l'outil informatique.

L'autre poste nécessite une expérience de quelques années dans le domaine des matières premières.

Anglais indispensable.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire, sous référence 4448M pour le premier poste, et 4449M pour le second, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

CARRIÈRE BANCAIRE 110/160.000 F

Banque française de haute réputation et de taille moyenne recherche pour sa Direction de l'Exploitation

PARIS et RÉGION PARISIENNE

des ATTACHÉS DE DIRECTION Classe V ou VI
Les candidats retenus (H. ou F.), d'au moins 28 ans, seront de formation supérieure ou professionnelle et auront déjà acquis une solide base technique des divers aspects des relations avec une clientèle de particuliers de bon niveau.

EXPLOITANTS PARTICULIERS (Réf. EP/RB)

Assurant un service personnalisé, ils suivent et développent un portefeuille de particuliers dont ils sont les interlocuteurs directs, agissant comme conseil tant pour les dépôts et les crédits que dans le cadre d'une assistance plus globale de la gestion des affaires personnelles.

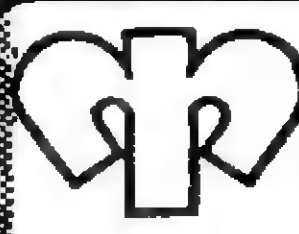
EXPLOITANTS TITRES (Réf. ET/RB)

Les exploitants Titres sont (ou deviennent) des professionnels de la gestion boursière et des placements privés. Formation complémentaire possible pour des collaborateurs motivés et déjà initiés à ces techniques. Bonne connaissance de l'anglais appréciée.

Excellente présentation, bon contact humain, dynamisme et ouverture d'esprit sont les qualités nécessaires pour bien réussir dans ces fonctions.

Excellentes perspectives d'évolution.

R. BATIFOULIER, notre Conseil, vous garantit une totale discrétion et une réponse rapide. Ecrire avec C.V. détaillé à T.H.P., 16, rue Vignon, 75009 PARIS.



La Direction du Personnel de
ROWNTREE MACKINTOSH
Groupe International Chocolaterie
Confiserie (Nuts, Lion, Smarties,
Quality Street, Kit Kat,
Rive Noir, After Eight, Chocorêre, Lanvin, Menier)
recherche

ADJOINT DIRECTION PERSONNEL

Chargé en permanence du recrutement et de la formation pour l'ensemble de la Société française (3 établissements, 1.350 personnes). Il lui sera, en outre, confié des missions ponctuelles touchant aux différents aspects de la Fonction Personnel. Le candidat retenu aura une FORMATION SUPÉRIEURE (OPTION PERSONNEL) et justifiera d'une expérience de 4-5 ans minimum dans un poste analogue.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Lieu de travail : MARNE-LA-VALLÉE.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à : H. ROBERT, ROWNTREE MACKINTOSH SA NOISEL, 77422 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2 (Réponse rapide assurée).

CARRIÈRE BANCAIRE 110/160.000 F

Banque française de haute réputation développe les activités de sa Direction de l'Exploitation et recherche pour ses Succursales de

PARIS et RÉGION PARISIENNE
PROVINCE (Lille et Montpellier)

EXPLOITANTS D'ENTREPRISE

ATTACHÉS DE DIRECTION (Cl. V ou VI)

Les candidats retenus (H. ou F.), d'au moins 28 ans, seront de formation supérieure (BSC, DES ou Maîtrise de Gestion, Sc. Eco. Droit...) ou professionnelle (CESB, ITB), et auront déjà acquis une solide base technique du financement d'entreprise. Une première expérience d'au moins 2/3 ans dans une fonction similaire est nécessaire, une bonne connaissance des opérations avec l'étranger sera particulièrement appréciée. Chargé de suivre et de DÉVELOPPER un portefeuille de Sociétés dont ils seront personnellement les interlocuteurs directs, leur présentation, leur dynamisme, un bon contact humain et le goût des responsabilités seront des atouts majeurs pour bien réussir dans cette fonction.

R. BATIFOULIER, notre Conseil, vous garantit une totale discrétion et une réponse rapide.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. MEE/RB à T.H.P., 16, rue Vignon, 75009 PARIS.

LA FONCTION PRIX EST UNE FONCTION PRIMORDIALE POUR NOUS.

Si vous partagez cet avis et avez une formation équivalente à Bac + 2 et, une première expérience réussie de 3 ans en gestion industrielle ou commerciale,

Nous vous proposons de rejoindre une équipe motivée au sein d'un groupe industriel, leader au niveau mondial au poste de :

CHARGE D'ETUDES

Nous vous confierons :

- DANS UN PREMIER TEMPS, l'évaluation des prix de revient et de vente pour les demandes spécifiques de notre clientèle, la transmission des quotations à la force de vente et le suivi des résultats,

- PUIS DANS UN SECOND TEMPS, des études plus larges et plus variées concourant à la définition de notre politique commerciale en France.

L'accent sera mis sur vos qualités de perception et de relations qui vous permettront d'évoluer sous 1 à 2 ans vers la position de Responsable d'un service.

Merci d'adresser vos C.V., photo et prétentions sous no 23357 à CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

CHEF DE LA COMPTABILITE ANALYTIQUE

Il sera chargé :

- d'élaborer des coûts standards et d'analyser les écarts,
- de rédiger des rapports de synthèse à la Direction Financière,

et aussi, en relation avec la Direction de l'usine :

- de participer à diverses études ayant une incidence sur les coûts de production,
- de proposer des améliorations ou des solutions basées sur ses observations.

Ce poste suppose une formation de type BTS ou DPCS, une solide expérience de préférence en milieu de production et la pratique de la langue anglaise.

Rémunération de l'ordre de 130.000 F.

Adresser C.V. détaillé à réf. 97M à Bernard CLEMENT

plein emploi

10 rue du Mail 75002 PARIS

Très importante société industrielle recherche

JEUNES INGÉNIEURS

GÉNÉRALISTES DE HAUT NIVEAU

Débutants ou quelques années de pratique.

Les deux premières années seront consacrées à la FORMATION AU COMMANDEMENT dans les usines de production en province.

La carrière évoluera ensuite, suivant les goûts et aptitudes des ingénieurs. De nombreuses opportunités existent dans notre Société et dans le Groupe auquel elle est rattachée.

La Mobilité est un facteur important de l'évolution de carrière.

Formation exigée :

Ingénieur : X, Mines, ECP, AM, ESE, Sup'Aéro, ENSTA.

Ecrire à n° 117.381 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Ingénieur généraliste gestionnaire (Centrale A.M...)

Spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de conditionnement et de bouchage par injection plastique pour l'industrie de la parfumerie-cosmétique, notre P.M.E connaît une très forte expansion en France et aux U.S.A (CA doublé en 81). Cela nécessite qu'elle se structure davantage pour faire face à son développement.

Notre jeune PDG est avant tout un «Commerçant». Il recherche son Adjoint pour consolider son action.

Vous serez chargé de l'organisation, de l'animation et du suivi de l'ensemble des services techniques et administratifs. Votre première expérience de 2/3 ans d'organisation (en milieu industriel ou en cabinet d'organisation) vous a permis d'acquies la rigueur et l'esprit de méthode indispensables à ce poste - clé. L'anglais est impératif et une formation complémentaire en gestion serait fortement appréciée. Poste basé Banlieue N.O.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (avec lettre manuscrite et photo) en indiquant vos prétentions sous réf. 82149 à

Selecrom

225 rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

LE DIRECTEUR

Profil souhaité : 30 ans minimum

Diplômé études supérieures commerce

Expérience réussie dans la distribution

Adaptabilité aux différentes techniques

d'entreprises (marketing, gestion des stocks,

esprit d'innovation et sens d'animation des hommes.

Merci d'envoyer CV et prétentions No 22.825 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

SAXBY

Département «AUTOMATISMES» recherche

INGENIEURS

Grandes Ecoles

pour leur confier la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger dans le cadre de budgets importants.

Une expérience de quelques années est indispensable dans les automatismes industriels, l'électronique et l'informatique.

Rémunération très ouverte en fonction de l'expérience des candidats.

Postes d'avenir pour candidats de valeur.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à SAXBY, 40 rue de l'Orillon 75526 Paris Cedex 11.

ANALYSTES FINANCIERS

Banque Française Internationale

recherche pour le développement de son service d'études financières 2 ANALYSTES FINANCIERS.

Si vous êtes diplômé d'une Grande Ecole : HEC, ESSEC, Sup de Co, Sciences Po...

Si vous avez une bonne connaissance de la langue anglaise,

Si vous avez acquis une première expérience de la fonction, votre candidature nous intéresse.

Nous serions heureux de nous entretenir avec vous de cette opportunité.

Merci d'écrire sous la référence 1226 à notre Conseil

7, rue Pasquier, 75008 PARIS
Tél. : (1) 742.14.40.

INFORAMA CARRIERES

directeur du marketing

Vos responsabilités : études de marchés et plans commerciaux, méthodes d'approche de la clientèle, publicité et produits nouveaux. Rapidement, vous dirigerez l'équipe de vente en France et à l'étranger, puis devenez directeur commercial.

A 30 ans minimum, HEC, ESSEC, Sup de Co, vous avez cinq ans au moins de pratique du marketing et de la vente de produits industriels et de sous-traitance. Vous travaillez en allemand et en anglais.

Notre consultant, J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire (réf. 4027 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

SNECMA

RECHERCHES

BAC E BTS
fabrication mécanique
technico commercial
ou DUT métallurgie

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ FABRICANT DE PRODUITS DE SECOND ŒUVRE DU BATIMENT
(250 personnes, 150 millions de C.A. en France)
Filiale d'un groupe européen
recherche pour son siège social
banlieue Nord de Paris

ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Agé de 30 ans environ. Formation supérieure H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P. ou équivalent.
Une première expérience dans la distribution du bâtiment serait appréciée.

Dépendant exclusivement du directeur général, il sera tout d'abord chargé de diverses missions lui permettant, hors cadre, de connaître le marché, et l'entreprise dans ses perspectives et ses moyens.
Il accèdera ensuite au poste de DIRECTEUR COMMERCIAL actuellement vacant.

La formation implique une connaissance de l'anglais courant et une certaine mobilité.

Rémunération : 200.000 F/an.

Envoyer lettre et curriculum vitae s/p 7785, « LE MONDE » Publ. Service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



SNECMA

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION

RECRUTE POUR SES UNITES EN REGION PARISIENNE

ingénieurs analystes

Responsables, soit de la conduite de projets d'applications de gestion, soit de la mise en place de logiciels d'exploitation, soit de la spécification et de l'intégration de logiciels d'exploitation.

ingénieurs mécaniciens de bureaux d'études

Chargés de participer aux études de dimensionnement des composants de moteurs, aux études aérodynamiques de pièces statiques et dynamiques, aux études de conception des turboréacteurs en développement.

ingénieurs mécaniciens de production

Destinés à coordonner les méthodes de fabrication et à participer à la mise au point de techniques avancées d'usinage, afin de prendre en charge la responsabilité complète d'un atelier de fabrication.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés des grandes écoles, débutants ou présentant plusieurs années d'expérience.

Adresser lettre et curriculum vitae en précisant les postes souhaités à SNECMA, Département Encadrement, 2, bid Victor 75724 PARIS CEDEX 15.

ingénieurs métallurgistes

Chargés des études de mise en œuvre, de résistance, d'expertises ou d'assurance qualité des matériaux modernes utilisés dans les turboréacteurs.

ingénieurs mécaniciens d'après-vente

Chargé d'assister les utilisateurs dans les opérations de maintenance ou de révision des turboréacteurs et de coordonner l'ensemble des activités techniques associées à l'exploitation des moteurs.

ingénieurs électroniciens

Responsables d'études d'équipements aéronautiques, de mise au point et d'essais de matériels embarqués complexes, de systèmes évolués de détection télémesures/télécommandes.

CHIMINTER HYMO

PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION
cherche pour assurer son développement en France

de JEUNES RESPONSABLES RÉGIONAUX

Ils auront, après une période de stage, une double responsabilité.

- L'animation d'une équipe de vendeurs.
- Le développement des collections de produits d'entretien ménager et de produits d'hygiène féminine.

Ces postes évolutifs peuvent convenir à des commerciaux de formation supérieure ayant déjà une expérience de la vente de produits de grande consommation en G.M.S.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans les régions Bretagne et Nord dans l'immédiat.

Adresser c.v., photo et lettre manuscrite à : CHIMINTER HYMO, 168, rue de Grenelle, 75007 PARIS, à l'attention de Monsieur COQUEREL.

POUR PROJET PILOTE HABITAT RURAL AU MOYEN-ORIENT

Société parisienne recherche

1 ARCHITECTE-CONCEPTEUR

Quinze ans d'expérience avec la connaissance de l'habitat économique dans le tiers-monde et participation à la réalisation. Créatif et organisé, il sera chargé de coordonner une équipe pluridisciplinaire.

1 INGÉNIEUR DES MÉTHODES

Dix à quinze ans d'expérience dans la rationalisation et la préfabrication légère avec la connaissance de l'habitat économique dans le tiers-monde.

Adjoint à l'architecte concepteur, il recherchera les solutions techniques spécifiques et définira les modes possibles de préfabrication à partir des matériaux locaux. Connaissance de l'anglais indispensable.

Postes à Paris avec séjours et déplacements à l'étranger à pourvoir de suite.

Veuillez adresser votre dossier avec C.V. et prétentions sous n° 025.592 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

INSTITUT D'ETUDES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIOLOGIQUES D'AUDIENCE INTERNATIONALE

recrute

Pour assurer son expansion en Europe dans le domaine des études :

2 CHARGÉS (RES) D'ETUDES

De très haut niveau, de formation universitaire et professionnelle, correspondant à notre vocation.

Ils devront être parfaitement bilingues (anglais/français) et posséder une expérience approfondie (plusieurs années) acquise soit chez un constructeur soit dans une société d'études internationales.

Ecrire avec C.V. + photo + prétentions à : M. ROBIN, 8 bis, rue de ROUVRAY, 92200 NEUILLY.

Contrôleur de gestion dans l'Oise

L'emballage est notre spécialité. Nos références sont nombreuses, notre action internationale. Notre développement actuel et futur nous amène à solliciter au sein de notre équipe, un jeune CONTRÔLEUR DE GESTION.

Dans une structure traditionnelle, il s'agit :
- d'améliorer, concevoir, mettre en place et assurer le suivi des systèmes de gestion (budget, prix de revient, tableaux de bord...),
- d'établir un plan de trésorerie et d'en assurer la gestion quotidienne. Un jeune diplômé d'enseignement supérieur, bénéficiant d'une expérience en trésorerie et en comptabilité analytique informatisée, peut trouver dans ce poste l'occasion d'une intéressante étape dans son évolution de carrière.

La responsabilité demandée, en plus d'une réelle maîtrise technique, une faculté d'autonomie et le sens des relations humaines. SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur curriculum vitae sous réf. CG255 M.

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

L'ADJOINT DE NOTRE DIRECTEUR RECOUVREMENT

115000 F

Filiale performante d'un groupe international de premier plan (chiffre d'affaires 300 000 000 de francs), leader du marché en France, notre expansion régulière s'accroît.

Notre Directeur du recouvrement recherche son Adjoint, un homme du métier, auquel il souhaite déléguer d'importantes responsabilités.

Vous assurez un suivi rigoureux du recouvrement des créances en faisant respecter les délais de paiement vous réglez les litiges pour éviter le contentieux, vous veillerez à la bonne application des procédures administratives, tout ceci en liaison avec le service commercial et en utilisant des moyens informatiques modernes. Votre mission exige autant de rigueur que de diplomatie, du flair pour détecter les anomalies et de bonnes notions comptables et administratives.

Si à trente ans environ vous vous sentez capable d'assurer la qualité de notre relation et si vous êtes prêt à vous installer en région Rhône-Alpes, nous n'hésiterons pas à vous proposer rapidement un entretien.

Des déplacements sont à prévoir.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à Rudolf von Raesfeld sous réf. M 188, TEG, 18 Square Henri Bergson 75008 Paris. Discretion assurée.



division SYSTEMA

SNECMA

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION

RECHERCHE Pour son centre de Production d'EVRY-CORBEIL (91)

**BAC E - BTS fabrication mécanique
BTS technico-commercial
BTS ou DUT métallurgie**

Anglais souhaité.

La SNECMA offre les avantages suivants : rémunérations intéressantes - restaurants d'entreprise - facilités de logement et de transport - avantages sociaux.

Candidatures à adresser : "BUREAU D'EMBAUCHE SNECMA" B.P. N° 81 - 91003 EVRY CEDEX

TRANSAC



Leader de la Pari-Informatique Française

recrute pour assurer son expansion et renforcer la Direction des Applications

des ingénieurs logiciels

- Débutants diplômés de l'enseignement supérieur.
- Confirmés ayant quelques années d'expérience des systèmes temps réel sur microprocesseurs.

Nous leur confierons :

- soit le développement de produits logiciels de gestion transactionnelle ou de télécommunications. Réf.1
- soit une responsabilité dans le cadre de la création d'une nouvelle activité de support, en particulier support de logiciel système. Réf.2

Nous offrons à des candidats de valeur de réelles perspectives d'évolution et une rémunération motivante.

Lieu de travail : MASSY (S.E.R.).

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite avec CV et prétentions) en précisant la réf. du poste choisi à la Direction des Relations du Travail TRANSAC ALCATEL

91680 BRUYERES-LE-CHATEL

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour son Siège PARIS

UN (E) ASSISTANT (E)

Fonction Personnel Niveau Agent de Maîtrise.

Formation D.U.T. gestion de personnel ou équivalente. Une expérience de suivi administratif des questions de formation et/ou de gestion des personnels est souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions à 23.025, CONTESSÉ Pub., 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

BANQUE EN FORTE EXPANSION (PARIS 8°)

Filiale du Groupe RENAULT recherche pour son agence de FLINS

UN ATTACHE COMMERCIAL

"PARTICULIERS"

parlant, écrivant l'arabe, et ayant expérience bancaire. Poste à pourvoir immédiatement

Adresser CV et prétentions sous référence 9596 à : VALENS CONSEIL - BP 358 75064 PARIS Cedex 02

METROLOGIE

Société distributrice de systèmes micro-informatique et périphériques

En s'appuyant sur des produits leaders, INTEL, DEC, TELEVIDEO, OKI, QUME ..., notre expansion (doublement du C.A. chaque année), nous permet de vous offrir un poste et de vous offrir une réelle perspective d'évolution au sein de notre groupe.

Dans ce cadre, nous recherchons des

INGENIEURS DE VENTES

pour intégrer, dans la région parisienne, le groupe systèmes micro-informatique.

Les systèmes INTEL en sont le moteur.

INTEL, aujourd'hui leader dans le domaine micro-informatique, vous permettra d'occuper une fonction valorisante, dans un créneau en forte expansion.

Après une solide formation, nous vous proposons de prendre en main l'entière responsabilité d'un secteur et d'un objectif de vente.

Rémunération motivante (fixe + primes d'objectifs).

Ecrire sous référence M 012 avec C.V. et prétentions, à :

Jacques MACHEFER

METROLOGIE

Tour d'Asnières - 4 avenue Laurent Cely - 92606 ASNIERES Cédex



Société commerciale en expansion

Comme entreprise à grand succès avec siège à Paris et partenariat commercial de l'industrie de la chimie et des plastiques, nous nous proposons de consolider et de développer notre situation avantageuse sur le marché.

A cet effet nous cherchons votre collaboration comme

Chef de Ventes

Au niveau de la promotion des ventes vous aurez charge des contacts industriels existants et de l'initiation de nouveaux.

Ce poste extrêmement responsable et intéressant exige une expérience solide de vente, une grande flexibilité, de l'aplomb et une bonne connaissance de l'anglais.

Si vous êtes déjà bien introduit auprès de l'industrie de la chimie et/ou des plastiques, ce sera à votre avantage.

Nous vous offrons de développer vos activités de coopération sur un marché en expansion rapide et sûr à long terme et - en cas de votre qualification adéquate - une carrière exceptionnelle.

Veuillez contacter la Société Riley Advertising Limited mandataire par nous. Veuillez nous transmettre seulement vos dossiers complets de candidature. Discretion assurée.

Anne Barrett (ref. M/453), Riley Advertising (Southern) Ltd., Old Court House, Old Court Place, London W8 4PD, Angleterre.

A member of the Rex Stewart Group LONDON BRISTOL EDINBURGH GLASGOW LIVERPOOL MANCHESTER NEWCASTLE NOTTINGHAM PERTH



Je tiens à...

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Très Important Groupe du Secteur Para-Pétrolier C.A. 2,4 milliards de FF
pour faire face à notre expansion rapide et étoffer nos structures administratives
et financières à l'étranger nous recherchons

Jeune responsable administratif et financier

Votre profil :

Si vous êtes tenté par une entreprise totalement exportatrice, capable de proposer à ses jeunes cadres des challenges à l'étranger dans un secteur pilote où l'on sait ce qu'entreprendre veut dire, si vous pouvez faire état d'une expérience de quelques années dans le domaine de la gestion de chantiers ou d'implantations industrielles importantes à l'étranger, si vous avez environ 30 ans et que vous possédez un diplôme HEC, ESSEC, ESCP ou Sciences Po Eco-Fi complétés si possible par un MBA ou un DECS, si vous maîtrisez l'anglais, alors il y a des chances que nous puissions nous entendre.

Le poste :

Placé sous l'autorité immédiate du Directeur Président de l'une de nos zones d'activité en expansion (Afrique, Moyen-Orient, Extrême-Orient...), vous serez responsable de l'ensemble des questions administratives et financières relatives à la gestion de nos filiales et établissements implantés dans cette zone (comptabilité, trésorerie, personnel, questions juridiques, fiscales, assurances, douanes, relations avec les autorités locales, etc.). Vous travaillerez également en liaison fonctionnelle avec les services de notre Siège à Paris.

Ce poste à l'étranger comporte une rémunération attractive et de nombreux avantages liés à l'expatriation (statut familial, logement, voiture, etc.).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 9110 à Média System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

Société 600 personnes
filiale d'un Groupe important, implantée à PARIS,
spécialisée dans la manutention et le conditionnement
de produits finis
recrute l'

ADJOINT DE SON CHEF DU PERSONNEL

Le poste, à pourvoir immédiatement, s'adresse surtout à un Homme d'environ 30 ans, titulaire d'un DUT ou diplôme équivalent (option Personnel appréciée) et possédant obligatoirement une expérience réussie de quelques années en atelier ou en usine.

Le candidat devra déjà être familiarisé avec les principaux aspects de la fonction Personnel.

D'emblée, il aura en charge une partie de l'administration.

Les perspectives d'évolution sont très réelles.

La rémunération de départ ne peut être inférieure à 120.000 F annuels et est assortie de nombreux avantages.

Prévoir d'adresser lettre manuscrite avec C.V. complet et photo sous No 23359 CONTEXTE Publicité 20, Av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Très Important Groupe
du Secteur Para-Pétrolier
C.A. 2,4 milliards de FF

pour faire face à notre expansion rapide et étoffer
nos services comptables, nous recherchons

Comptable

Chargé de missions à l'étranger

Le Poste :
Basé à notre siège de Paris, vous êtes prêt à effectuer des missions de durées variables à l'étranger (Afrique - Moyen-Orient - Extrême-Orient, etc.) pendant 70 à 90% de votre temps. Dans le cadre des missions qui vous seront confiées, vous serez chargé d'assurer l'intermède des comptes expatriés et/ou la mise en route et le suivi de chantiers de courte durée.

Vos domaines d'intervention seront les suivants :
- La comptabilité générale et analytique (comptes OCAM approchés).
- L'établissement de la facturation (suivi clients et contrats).
- La gestion des comptes du personnel (surveillance de l'établissement des salaires et des déclarations des charges sociales).
- La gestion de la trésorerie locale en liaison avec le siège.
- La participation aux déclarations fiscales.

Votre Profil :
Vous avez une formation niveau BP ou certificat comptable du DECS et vous pouvez faire état d'une expérience minimum de 5 ans acquise de préférence dans une entreprise de T.P.
Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Vous êtes célibataire de préférence et fortement motivé par ce type particulier de travail.

Vous bénéficiez d'un système de rotation avantageux et de conditions de rémunération particulièrement attractives.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 9107 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

AETA

TELECOMMUNICATIONS AUTOMATISME
s'est installée en Zone Industrielle de VELIZY

Après avoir doublé son chiffre d'affaires en 1981, elle entame une nouvelle phase de croissance qui nous amène à créer les postes suivants au sein de notre Direction Technique :

CHEF DE DEPARTEMENT LOGICIEL

De formation supérieure, il aura une expérience de 5 ans en programmation de microprocesseurs.
Une expérience complémentaire sur les mini-ordinateurs (MITRA-SOLAR) serait appréciée.
Tout en participant lui-même aux études, il aura à animer une équipe d'ingénieurs et gérer un parc de systèmes de développement. Il participera à la définition des projets et aux contacts avec la clientèle. Les problèmes traités portent sur les applications les plus modernes de la télématique.

INGENIEURS ELECTRONICIENS DE LABORATOIRE

Pour le développement de systèmes et de produits à base de microprocesseurs (8086, NSC 800, 6802, 8048) et de circuits télécom. Plusieurs postes sont offerts à des ingénieurs de 1 à 5 ans d'expérience.

AT3-ATP

Télécommunications et microinformatique pour Laboratoire et Plateforme.

Adresser C.V. à AETA
12, rue des Frères Caudron - 78140 VELIZY.

une opportunité internationale "industrial CATERING"

Nous vous proposons de devenir le No 1 de nos activités en Arabie Saoudite. Nous sommes une Société Française, spécialisée dans la gestion et l'exploitation de restaurants et collectivités. Rattaché à la Direction Internationale, vous serez chargé d'assurer le développement, et de superviser les contrats obtenus (entreprises, grands chantiers...).

Votre formation Ecole Hôtelière, de Commerce ou équivalent complétée par une expérience dans une même activité en France ou à l'étranger vous permettront de prétendre à une large autonomie.

Nous vous proposons une rémunération motivante, un statut d'expatrié avec les avantages y afférents, un logement et une voiture de fonction. L'anglais lu, parlé et écrit est exigé. Cette fonction est évolutive.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil qui est chargé de cette recherche. Réf. MDN/02/82

NORAY CONSULTANTS
28, rue de l'Éclairier - 75010 PARIS
Téléphone : 246.12.28

réponse
et discrétion
garanties

Membre
de la
CSNCR

CABINET D'INGENIEURS CONSEIL

DE GRAND FORMAT INTERNATIONAL,
IMPLANTÉ DE LONGUE DATE EN FRANCE
OU IL EST EN FORTE EXPANSION,
recherche

3 INGENIEURS

Nous voulons renforcer notre équipe par des individualités de valeur et nous sommes très exigeants quant à la qualité de leur expérience et de leur personnalité.

LES MEILLEURS FONT CARRIERE CHEZ NOUS

Nous assurons leur formation de Consultant au sein de nos équipes opérationnelles.

Vous aurez ensuite la responsabilité de préparer et d'exécuter des programmes d'action visant à optimiser, effectivement, l'utilisation des moyens humains et d'équipement des entreprises clientes.

• Si vous êtes ingénieur diplômé, avec plusieurs années d'expérience et de responsabilités.
• Si votre métier passionnant vous intéresse et si vous en acceptez les contraintes (retour au domicile les week-ends).

ADRESSEZ
lettre manuscrite et C.V., sous pli fermé
à réf. 82 84 à

PUB CONSEIL

98, avenue de Villiers, 75017 PARIS
qui le fera parvenir à notre Conseil en Recrutement - Celui-ci ne transmettra votre candidature qu'avec votre accord préalable.

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENT recherche pour service matériel

INGENIEUR DEBUTANT A.M.
anglais souhaité.

Env. CV et prétentions sous réf. 2106 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

IMPORTANTE STE BANLIEUE SUD

5 ingénieurs-
analystes-programmeurs

Connaissant MITRA 125 (LTR souhaité)
30 ans minimum. Salaire à débattre.

2 ingénieurs-électroniciens

Connaissant technique digital pour réalisation
de documentations techniques.

Tél. pour R.V. : 281.93.44

RESPONSABLE PREPARATION

Cette Société, spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements pour l'industrie (aéronautique, nucléaire...) réalise un chiffre d'affaires de plus d'1 milliard de francs et emploie 3600 personnes. Le centre de Bois-Colombes (2600 personnes) plus particulièrement axé sur les composants et équipements moteurs et les turbomachines industrielles, renforce son potentiel technique dans le secteur industrialisation (220 personnes). Directement rattaché au Chef du Service, le responsable préparation définit les gammes de fabrication, pilote et met au point les nouvelles fabrications ou méthodes, met en œuvre les nouveaux moyens de Production. Il anime une équipe de préparateurs et de programmeurs. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation mécanique justifiant d'une expérience acquise en fonction fabrication, méthode, préparation. Rattaché aux exigences des machines conventionnelles et à commandes numériques, il est par ailleurs ouvert aux techniques nouvelles (DNC, CAO...). Le développement du secteur d'activité et de l'entreprise entraîne de larges possibilités de carrière pour une personnalité à potentiel.

Merci d'envoyer CV, lettre de motivation et rémunération actuelle sous référence M 10524 C à

EGOR INDUSTRIE

8 rue de Berri 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

Spécialiste en financement des entreprises

120 000 +

Société financière spécialisée dans les garanties de contrats internationaux, nous recherchons un spécialiste en études de risques comprenant l'appréciation de la solvabilité des entreprises contractantes et des risques afférents à ces contrats.

Une formation supérieure commerciale ou technique, complétée par une expérience de deux à cinq ans dans une banque, un établissement financier ou la direction financière d'une grande entreprise sont nécessaires.

Une connaissance des contrats internationaux d'ingénierie ou de travaux publics sera appréciée.

Anglais indispensable.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire s/réf. 4458M,

1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Pyscom

Membre de Syntec

THOMSON-CSF

Ingénieur Génie Civil

Cet important groupe spécialisé dans l'électronique professionnelle réalise des opérations clés en main à l'exportation (Moyen Orient, Afrique...).

Cette formule suppose la prise en charge globale du chantier : l'équipement spécifique mais aussi bâtiments, routes, écoles...

A cette fin nous recherchons un spécialiste de compétences polyvalentes. Il a pour mission, en relation avec le chef de projet, de préparer les appels d'offre, d'orienter les choix, d'évaluer les risques; et soumissionner étant faite d'assurer, assisté de conducteurs de travaux, le suivi du chantier.

L'homme du poste, de formation T.P. ou équivalent, a l'expérience tous corps d'état des chantiers Bâtiments et/ou Routes, affectés par nous-traitance sur des marchés étrangers.

Adapté et disponible (déplacements de courte durée) il maîtrise bien l'anglais.

La rémunération de départ tiendra compte de l'expérience acquise. Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence IN 251M, à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

SINTRA

ALCATEL

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Notre Société en expansion recherche pour son activité
SYSTEMES D'ARMES NAVALES

UN JEUNE INGENIEUR DIPLOME

Le candidat qui a une connaissance du matériel militaire marine sera chargé de maîtriser d'œuvres de systèmes destinés à L'EXPORTATION.

Une grande disponibilité sera nécessaire par de fréquents déplacements à l'étranger liés à son activité.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser votre dossier sous réf. A.L.6. à SINTRA ALCATEL

J.F. SILVESTRE

1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUREL Cedex.

Futurs responsables d'entretien

... en province

Dans notre domaine, la chimie lourde, nous sommes performants. Nos neuf usines sont réparties sur le territoire. Pour deux d'entre elles, nous recherchons le remplaçant de l'actuel responsable de l'entretien. Après une période transitoire de mise au courant, il doit, à court terme, animer, gérer et contrôler l'équipe en place (65 personnes). Les techniques concernées sont multiples, mais pour l'essentiel, il s'agit de mécanique lourde et de chaudronnerie. La fabrication est en continu.

Ces postes peuvent intéresser des ingénieurs de haut niveau (ECP, AM...) bénéficiant d'une bonne expérience (de préférence dans des secteurs d'activités tels que Ciment, Raffinerie, Sidérurgie...) et pour qui cette opportunité serait une étape dans leur carrière; le groupe peut leur réserver une évolution vers d'autres responsabilités plus importantes.

SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur curriculum vitae sous réf. RE254M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

OFFRES D'EMPLOIS

Chef du Personnel

INFRAPLAN

responsable logiciel

ingénieur logiciel

utez...

le chantier

Soderhu

Analy experim

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Chef du Personnel

La Société :
Important groupe industriel (9 000 p.), filiale d'une multinationale, notre présence sur le marché des biens d'équipements ménagers se développe de façon continue.

La mission :
Le Directeur du Personnel et des relations sociales souhaite renforcer son équipe « Siège » en intégrant un jeune responsable à qui il pourra confier la gestion d'un personnel administratif et commercial dont les effectifs sont répartis dans plusieurs établissements.

Ce candidat assurera les relations sociales, l'administration du personnel et la gestion des salaires de ses effectifs. Il pourra s'appuyer sur une petite équipe (4 p.) et travailler dans le cadre d'une gestion informatisée. Une première expérience en entreprise dans un rôle similaire, accompagnée éventuellement d'une formation juridique, lui aura donné connaissance et pratique de la législation sociale et du suivi administratif du personnel.

Si cette proposition vous intéresse, veuillez adresser lettre de candidature + C.V. sous référence EL 16 à notre conseil qui étudiera chaque dossier en toute confidentialité.

INFRAPLAN 83, bd Raspail
75006 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC

ELECMA

Division de la SNECMA, est spécialisée dans l'étude, le développement, et la réalisation de matériels électroniques, informatiques et radio-électriques d'avant-garde. Elle recherche :

responsable logiciel (MICROPROCESSEURS)

Ses missions seront :
• de définir et contrôler la bonne application de méthodes destinées à unifier les procédures dans le domaine du logiciel,
• d'animer une équipe d'ingénieurs Logiciel (10 personnes).

Le poste peut convenir à un ingénieur de formation de base Electronicien, âgé de 35 ans environ, et possédant une expérience informatique dans le domaine logiciel sur microprocesseurs temps réel.

Le développement rapide de ce secteur autorise à prévoir de larges possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Ingénieur logiciel

Il sera chargé de l'analyse, de la réalisation et de l'intégration de logiciels de base et d'application sur systèmes numériques. Ingénieur Electronicien confirmé, il devra posséder des connaissances approfondies en microprocesseurs et informatique temps réel.

Adresser C.V., photo et salaire actuel, sous références 37.17/RJ/589 et 37.19/IE/440 à ADEQUATION 82-84 Avenue Emile Zola 75015 Paris.



débutez...

Chez un Leader de sa profession
Suez Equipements électromécaniques dans les immeubles et bâtiments.
5000 personnes en France.

INGENIEUR : formation électromécanique de préférence. Vous serez formé aux produits et aux techniques d'Agence dans la suite de la surveillance des installations. Vous participerez. Avant d'évoluer vers des responsabilités nous vous proposons une expérience riche en contacts humains en clientèle.

... par le chantier

Ecrite à : P
11, rue de la Chine
75020 Paris
Soderhu

vous vendrez nos capitaux

- Sous forme de leasing ou de location qui sont les deux produits que nous offrons.
- Valeur moyenne des dossiers que vous recherchez : 1 MF dans différents secteurs industriels, immobiliers, etc...
- Nous sommes filiale d'une grande banque californienne (qui est une des plus profitables aux USA) et nous avons la mission de nous développer rapidement.
- Vous avez une expérience des biens d'équipement et des investissements qui vous permettent de réussir dans cette fonction commerciale.

Si vous désirez participer à ce recrutement envoyez votre C.V. sous réf. 146.18.

ONOMA 30, rue de Berni 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

INGENIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES

Grandes Ecoles pour accéder rapidement à fonction de Direction
Préparations d'offres, suivi d'affaires, négociation de contrats importants à l'exportation, pour des équipements industriels de sidérurgie, cimenterie, papeterie, stations de pompage et installations offshore.

Anglais obligatoire, autre langue souhaitée.
Adresser candidature, C.V., prétentions et photo à No 33502 CONTESSE Publiette 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, 9-42.

GROUPEMENT D'ASSURANCE

UN INGENIEUR PRINCIPAL HF

(ETP, Ponts et Chaussées...)
• Titulaire d'une expérience minimum de 5 ans de chantier,
• de solides connaissances en Bâtiment TCE sont exigées.

Il devra instruire les dossiers de sinistres de la construction (recherche des causes et des responsabilités - étude des coûts et des réparations). Il sera également apte à contrôler les travaux d'un Service.

Poste sédentaire à pourvoir à PARIS.

Adr. CV, photo et prétentions à n°2097
Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

INGENIEUR D'EQUIPEMENT TECHNIQUE DE BATIMENTS INDUSTRIELS

ARTS et METIERS - E.C.P. - E.S.T.P. - E.N.S.I.A. ou équivalent

Minimum 5 ans de pratique du Bâtiment et des Travaux Publics et expérience des chantiers des corps d'état d'équipement.

SPECIALITE :
- Génie climatique
- Isolation
- Tuyauterie et équipement en fluides.

Adresser C.V. et prétentions à
OPP - BTP - Tour Amboise
204 Rond Point du Pont de Sèvres
92516 Boulogne Billancourt Cedex.

Un important Groupe Pharmaceutique Français recrute pour le

Groupe Informatique Scientifique de son Centre de Recherche un

INFORMATICIEN HF

pour travailler sur les problèmes liés à l'utilisation de l'Informatique dans les Centres de Recherches Pharmaceutiques.

Le candidat devra posséder :
• une licence informatique ou équivalent,
• une bonne expérience avec UNIX, C ou PASCAL,
• une bonne connaissance de l'ANGLAIS lu,
• la connaissance de PDP 11, VMS, WANG, PRIME, HEWLETT PACKARD, traitement des signaux, réseau SGSD, recherches biomédicales, dans la mesure du possible.

Envoyer C.V. et photo sous référence 9032 à MEDIA-SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 PARIS, qui transmettra.

Chef de Projets HF

Etudes et réalisations informatiques
175/190.000 F an

Grand groupe français, la division études et applications de notre important département informatique (près de 200 personnes) recherche un Chef de Projets. Informaticien de bonne envergure, de formation supérieure, âgé d'environ 30 ans, son expérience a été acquise principalement chez un gros éditeur. Il (ou elle) animera une équipe d'une dizaine de personnes (dont quelques ingénieurs) chargée de réaliser la relève de nos applications de gestion - comptabilité et de réaliser un système en temps réel complet à partir de données originales sur un équipement IBM de grande puissance.

Siège : Paris La Défense.

Envoyez votre CV sous réf. 966 M aux consultants de GFC chargés de cette recherche.

Discrétion absolue et réponse assurée.

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.



Chef des Services Production Papetière

IMPORTANT GROUPE PAPETIER

recherche un animateur dynamique avec une solide expérience de la production papetière.

Logement disponible.

Mr. Dannenberger - Société CEPIAD - 135, avenue de Wagram - 75017 Paris - vous assure la discrétion de l'instruction de votre dossier.



BANQUE ROTHSCHILD recherche pour la mise en place de son Schéma Directeur Informatique

ANALYSTES

Expérience préalable souhaitée sur mini-ordinateurs.

Diplôme d'Etudes Supérieures exigé.

Salaires et classification en rapport avec la formation et l'expérience.

Ecrite BANQUE ROTHSCHILD

21, rue Laffitte

75428 PARIS CEDEX 09

à l'attention de M. J.F. TULOUP

(Direction des Affaires Informatiques)

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour sa filiale chargée des instruments de paiements

Ingénieurs Analystes

ils participeront aux études et à la réalisation de nouveaux projets dans le domaine des instruments de paiements nationaux et internationaux. Ecoles d'ingénieurs ou IMAE et quelques années d'expérience.

Analystes Programmeurs

ils participeront à la réalisation des projets relatifs au traitement des instruments de paiements depuis la phase fonctionnelle jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle. IMAE - DUT et quelques années d'expérience. Adr. CV, photo, sal. et prêt. en proc. la ref. à CNCA Recrutement Carrières - 75710 Paris Brunet

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE Région Melun recrute
JEUNE RÉVISEUR COMPTABLE
Bilingue anglais.
Rémunération : 65-75.000 F/an.
Tél. à Dominique Grenier au 060-87-27.

Analystes expérimentés

Filiale chargée de la mise en œuvre des systèmes informatiques d'un très important groupe d'assurances recherche, pour intégrer à ses équipes de développement des analystes expérimentés.

- puissants ordinateurs IBM sous OS (3033 et 3081)
- utilisation de l'Assembleur IMS pour le réseau de télétraitement (1200 terminaux) de DL1 pour les bases de données et de TSO pour le développement des programmes
- formation nécessaire assurée
- lieu de travail La Défense.

Envoyer CV et photo, sous réf. 8781 à Gie, Service du Personnel, Cedex 11, 92081 Paris La Défense.

INGÉNIEURS INFORMATIENS

SI VOUS possédez une solide formation Grande Ecole ou universitaire.

SI VOUS avez réalisé pendant quelques années des applications de gestion et si vous souhaitez travailler dans une petite S.S.C.I. bien implantée qui, outre un salaire motivant, vous intéressera financièrement aux résultats de vos projets.

(Connaissances de H.P. 3000 et/ou matériel D.E.C. appréciées.)

Adresser C.V., prêt., dates de disp. et photo à Sté **VARIANCE** 11, rue de la Chine, 75020 PARIS.

E.D.S. NUCLÉAIRE

Bureau Européen d'un consultant international en ingénierie nucléaire recherche

INGÉNIEURS et TECHNICIENS

- Débutants ou expérimentés.
- Formation génie civil, mécanique.
- Allemand, anglais appréciés.

Perspectives intéressantes pour un tempérament entrepreneur.

Envoyer curriculum vitae et prétentions, 10, rue du Colisée, 75008 PARIS.

Jeune Reviseur Comptable

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	Largeur	Largeur TTC
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADREES	Largeur	Largeur TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Degressifs selon surface ou nombre de parutions

DEMANDES D'EMPLOIS

IL MANQUE A VOTRE SOCIÉTÉ:

- Publicité ou relations publiques,
- Conseil en recrutement, sélection de personnel,
- Assurances (expertises civiles),
- Industrie pharmaceutique.

UN MÉDECIN-PSYCHIATRE

Homme 32 ans, expérience hospital, clinique et clientèle libérale.
Formation psychanalytique + études littéraires, diplômé d'expertise judiciaire.
Ecrire sous n° 31.573 M à Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2), qui transmettra.

FRANÇAIS 28 ANS

STATUT RÉSIDENT U.S.A. - M.B.A.
option gestion financière

Langues parlées et écrites
FRANÇAIS, ANGLAIS, ESPAGNOL

RECHERCHE POSTE AUX U.S.A. POUR UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Ecrire sous référence 39.432 à HAVAS CONTACT,
156, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

J'ai 26 ans

Formation Economique Supérieure

Sens des relations humaines

Tylienque Anglais-Allemand

Actuellement Inspecteur Financier dans

Groupe important

Libre rapidement

Je cherche poste à responsabilités

Faire offre à M. GILES MURZEAU,
8, av. de la Gare, 95250 Beauchamp, France.

ENSA 35 ans

expérience développement

industriel agro-alimentaire

anglais courant

Etude toutes propositions.

RAC 81500 LAVALUR.

Téléphone : (03) 41-34-00.

JF 23 ans, DEUG, math-physique,

exp. prof. 2 a. m. temps +

2 mois stage informatique, nat.

posse nat. ou nat. nat. nat.

toute formation préalable.

Sc. n° 2.196 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75008 Paris.

TE TRAVAIL NIVEAU ÉLEVÉ

GEST., COMPT., FISCALITÉ

par E.S.S.E.C. 39 ANS

nyon 80 km Ouest de Paris.

Téléphone : 479-51-16.

Secrétaire direction 30 ans

biligne anglaise, 5 ans expé-

rience, cherche poste stable,

initiales, responsabilité.

Mme Mermillod, 524-35-55.

13 ans dans administration R.F.A.,

spécialiste recherche et applica-

tions, toutes propositions pour

poste similaire ou corrélatif.

Ecrire sous le n° 8.741 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre audit bancaire très expé-

rience BP + 2 ans ITB cherche

poste audit ou organisateur.

Téléphone : 751-05-25.

J.F. 37 ans, secrétaire sténog-

raphe, agent maîtrise, conseil-

lant droit social et du travail.

Gestion du personnel, Espagnol

parlé, écrit, anglais scolaire,

decalographe, ch. poste stable.

Sc. n° 7.712 à Publi-Press.

23, rue Bleue, 75006 Paris,

qui transmettra.

CADRE PROJETEUR 11, 39 ans

haut niveau, diplômé des

activités connexes, ch. situat.

PARIS intra-muros ou périph.

Sc. n° 7.801 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75008 Paris.

TRADUCTRICE

FRANÇAIS/ANGLAIS

de langue maternelle anglaise,

JAPONAISE TRILINGUE

Formation scientifique et

linguistique, maîtrise de l'anglais,

français, japonais, espagnol,

allemand, italien, russe, chinois,

arabe, persan, grec, latin, grec.

plantation d'une société au

Nigéria. Exp. internat. recherche

responsabilité.

Ecrire sous le n° 31.573 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

34 ans, D.E.S.S., contrôle de

gestion technique D.E.S.S. (C.E.

et C.O.) ITES/CIAM, 7 ans

compt. études des projets.

Tél. 584-07-07 apr. 18 h 30.

J. P., 25 ans, recherche poste

multilingue, maîtrise de l'anglais,

français, japonais, espagnol,

allemand, italien, russe, chinois,

arabe, persan, grec, latin, grec.

plantation d'une société au

Nigéria. Exp. internat. recherche

responsabilité.

Ecrire sous le n° 31.573 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. cherche place stable dans

l'industrie comme AGENT DE

FABRICATION Paris, Sud-Est

ou Sud-Ouest. Formation de

technicien supérieur (STI) en

diplômé de cette école.

Ecrire sous le n° 031.557 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

31 ans, traductrice anglaise-

allemande, cherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

35 ans, docteur en économie

du travail, recherche poste

chargé d'études dans orga-

nisme de recherche, grande

entreprise ou collectivité locale.

Ecrire sous le n° 031.248 M.

RÉGIE-PRESS

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

AGRICULTURE

Paysans sans frontières

(Suite de la première page.)

A Dijon, tout a commencé avec Jean Legrand. Militant tout terrain — coopération, syndicalisme, agriculture de groupe — le leader de la paysannerie en Côte-d'Or a apporté à l'AFDI l'aval des organisations professionnelles traditionnelles. Pourquoi cet intérêt pour le tiers-monde ?

« Au cours de vacances forcées en Algérie, dit-il, j'ai vu passer des gens à la machine, cela fait réfléchir sur ce qu'est l'homme. L'Algérie française, c'était une réussite technique, mais, au niveau humain, une catastrophe. J'ai découvert deux cultures différentes, l'islam et le christianisme, et le souci permanent de dominer l'autre. Même si tu as une capacité de développement, l'autre le l'interdit. »

Revenu d'Algérie, il milite chez les Jeunes agriculteurs : « Chez nous, on était huit enfants. Le sous-développement, tu le trouves partout. Les parents ont préféré manger la ferme pour qu'on acquiesce une formation. Aussi, la formation des agriculteurs — en les prenant là où ils sont — le fera-t-elle bouger, avec son engagement de chrétien : « On a reçu, on a le devoir de donner. »

Mais le tiers-monde ? « C'est une question d'équilibre. Il y a des gens qui ont le même travail que nous, fournissent des aliments. Notre intérêt, c'est qu'ils vendent cher. Dans une économie de concurrence, plus ils vendent cher, moins ils concurrencent nos productions. Et puis, on nourrit aujourd'hui ? Les sociétés de transport internationales. Le manioc dans un sens, le blé dans l'autre, ce sont deux voyages de trop. On a tout intérêt à ce que ces gens-là produisent ce qu'ils mangent chez eux. »

Jean Legrand s'est efforcé de convaincre ses collègues présidents des organisations agricoles de financer l'opération. Bonheur certain pour leur engagement oral. Bonheur divers dans le versement des cotisations. Mais l'apport d'agriculteurs individuels, de ruraux, de citadins aussi, de commerçants, d'un juge, etc. fut plus important que prévu.

Bref, le mouvement est né, autour non pas d'un « projet », car Bénigne Joliet, « ancien paysan », comme il se présente, et cheville ouvrière de l'association, n'aime pas ce mot, mais autour donc d'une « action de collaboration » avec l'AJAC, l'association des Jeunes agriculteurs de Casamance.

Vers un choc des valeurs

C'est à l'automne 1980 que l'AFDI reçoit Demba Mansaré, un comptable de Dakar, qui, retourné à la terre, travaille à organiser les paysans de Casamance, du Sénégal, voire de l'ensemble des pays d'Afrique francophone. Après un séjour de Bénigne Joliet et de sa femme, Marie-Hélène, au Casamance, en janvier 1981, l'opération « Wakhadja » — un raccourci de trois mots mandingues qui signifient dialogue-connaissance-solidarité — prend corps. Elaboré entre l'AJAC et l'AFDI, le dossier, déposé auprès de la Commission européenne pour un complément de financement, prévoit des actions de maîtrise de l'eau, de maraîchage, de formation et d'information, d'amélioration de l'habitat, la mise en place de deux centres d'élevage, d'une caisse d'entraide (pour lutter contre le monopole des usagers, pour la direction de laquelle un agriculteur de Casamance en stage en Bourgogne a été désigné par l'AJAC). Enfin, un couple de paysans bourguignons devrait s'installer en Casamance pour trois ans afin de suivre la réalisation de ces actions.

En réalité, la sensibilisation sur le terrain, en Bourgogne et en Franche-Comté, a commencé avec la visite

de Jean-Noël Dionf, le président de l'AJAC, qui, du 25 juin au 15 juillet 1981, a fait quelques cinquante réunions et visites de fermes.

Vice-président de la chambre d'agriculture de l'Yonne, responsable du service de formation, Jacques Gillet est président d'AFDI-Bourgogne-Franche-Comté. Il n'est pas hostile du tout à l'élargissement de l'association à d'autres organisations agricoles, les petites nouvelles par exemple qui font peur aux quatre « grandes ». « Les informations, dit-il, on les a comme tous les autres, par la télé. Des groupes divers s'intéressent au tiers-monde. Les agriculteurs étaient un peu en retrait. Les images de plus en plus crues d'un gosse au ventre rond, cela inhibe. Les quêtes ne mordent plus. Que faire ? On veut développer des relations entre agriculteurs, pour travailler. Une aide précise de producteur à producteur. Pas question d'envoyer de l'argent sans savoir qu'en profite. Avec l'AFDI, c'est précis, et c'est parce qu'on est agriculteurs qu'à Bruxelles on nous prend au sérieux. »

Le mouvement d'échanges décrit par Jacques Gillet débouche sur une remise en cause. « En discutant avec Jean-Noël Dionf, on s'est rendu compte que le travail ici et là-bas ne laissait pas plus de marge : avec un rendement de 16 quintaux, il fallait une marge de 15 quintaux. Lequel d'entre nous, en Bourgogne, peut en dire autant avec un rendement de 60 quintaux. Aussi, le travail avec les Africains amène-t-il à s'interroger sur notre modèle de développement. Cette évolution, impossible il y a dix ans, quand tout le monde pensait que toute solution résidait dans le progrès, est due au contexte économique : un choc des valeurs qui remet en cause notre productivisme. »

Gevrey-Chambertin à l'heure de la Casamance

Autre retombée que Jacques Gillet perçoit depuis Dijon : « L'influence des autorités au Sénégal, dont les efforts en faveur du développement se heurtent à de multiples barrières, comme les contacts différents d'un village à l'autre. Nous, agriculteurs, on débarque et on est en contact avec les villageois. » Mais l'opération Casamance ne subit pas de pressions politiques profondes. « Ce n'est pas l'Amérique du Sud, où travaillent d'autres groupes membres de l'AFDI nationale dont le CRIAD. Il ne s'agit pas non plus de la région la plus défavorisée comme le Sahel, qui présente un problème de réboisement de dimension internationale. Nous, nous préférons, parce que nous sommes un mouvement professionnel et non par charité, faire quelque chose de concret dans une petite région. Ensuite, l'opération Casamance, menée là parce qu'il y a des gens qui prennent en charge leur développement, pourra faire tache d'huile. »

Depuis plusieurs mois, le canton de Gevrey-Chambertin, en Côte-d'Or, s'est mis à l'heure de la Casamance, sous l'impulsion d'un groupe catholique sans étiquette ni engagement précis, où les agriculteurs sont minoritaires. Parmi eux, Jean-Luc et Mireille Allixant. Ils se sont déjà occupés de la formation agricole d'un groupe de Maliens désireux de retourner au pays, d'un problème de réboisement de Cambodgiens. « Tant que les Sénégalais n'étaient pas venus chez nous, on ne ressentait pas ce besoin d'une aide. Cela a été comme un appel au secours. Par une démarche intellectuelle. » Ce du canton ont voulu spécialiser leur apport : ils ont étudié les problèmes de l'eau. « On doit pouvoir faire construire des éoliennes par les artisans de Casamance. » Les recettes de la fête communale de Salon-la-Chapelle ont été versées à l'AFDI.

Dans l'ensemble, les gens du canton ont apporté la même somme, 5 000 F, que la caisse du Crédit agricole de Côte-d'Or, présidée par M. Delatte, parlementaire européen.

« Dans les écoles primaires, les instituteurs s'y sont mis. Ils parlaient bien du tiers-monde, mais n'avaient rien de concret. Maintenant, ils envoient des correspondances avec des écoles de Casamance, des échanges d'artisanat. Tout le monde marche : le toubib, le pharmacien, qui nous a dit : « Venez, on va vous donner des médicaments. »

Un détail : Jean-Luc, lui aussi administrateur à la F.D.S.E.A., ne voit pas pour quelles raisons on fermerait l'AFDI à d'autres mouvements syndicaux.

Pour s'étendre en Saône-et-Loire, il faut à l'AFDI un relais. Il l'a trouvé en la personne de François Lohy, animateur de l'Association départementale de promotion sociale agricole, constituée par les organisations professionnelles, mais aussi les établissements d'enseignement agricole, public et privé. Militant dans la mouvance socialiste autogestionnaire, membre d'un comité Larzac, père de quatre garçons et ayant adopté une petite Indienne, il était déjà sensible à la question des paysans du tiers-monde. A l'égard de l'AFDI, il était plutôt réticent : retrouver là-dedans la F.N.S.E.A., les chambres d'agriculture... Mais l'approche de Bénigne et de ses amis lui a semblé intéressante et, depuis mai, une petite équipe informelle s'est créée dans le département. « Les agriculteurs sont peu motivés. Ils ont déjà tant de problèmes. Ils ont déjà tant de problèmes. Ils ont déjà tant de problèmes. Ils ont déjà tant de problèmes. »

« Le tiers-monde meurt de faim, on pense aussitôt à leur envoyer nos excédents, ajoute François Lohy, on ne voit pas d'inconvénients aux « échanges ». Sauf des marginaux, qu'on trouve au M.R.J.C. (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne), chez les paysans-travailleurs ou dans les C.D.J.A. On s'interroge alors : Pourquoi des groupes se constituent-ils ? Le milieu paysan n'est pas plus ouvert qu'un autre, mais la perception du gaspillage des produits qui ne servent à rien quand ailleurs on crève de faim, lui est plus évidente. C'est viscéral. »

« Et puis, dit François Lohy, les gens ont été surpris de voir que les gens de Casamance venus ici vivaient ce qu'ils voulaient. Mal à l'aise dans la conception du développement en France, ils sont sensibles aux critiques d'un Jean-Noël Dionf : avec le productivisme et la mécanisation, il n'y a plus de temps pour vivre. »

« On est exploité pareil »

Cette sensibilisation paysanne débouche-t-elle sur un engagement politique ? « La motivation est plus religieuse que politique. D'ailleurs, ce mot est tabou en milieu agricole. » Quant aux gens qui l'entourent, ceux qui avaient vingt ans en 1968, François Lohy constate qu'ils sont avec le tiers-mondisme à la troisième étape d'un parcours où se sont déjà épuisés les passions de l'engagement politique, puis de l'action locale.

Marie-Paule Joigneaux, elle, est responsable à la F.D.S.E.A. et à la chambre d'agriculture de Saône-et-Loire. Bernard, son mari, est ce qu'il est convenu d'appeler un solide paysan, un vrai, avec des mains larges deux fois comme les vôtres, un clin d'œil farceur sous la casquette. Ils ne connaissent l'AFDI que depuis le

printemps, bien qu'engagés dans les organisations qui sont à l'origine du mouvement.

Le message, un peu retenu par les instances nationales, a mis du temps à descendre de Paris. Comme les étonnements de Jean-Noël Dionf étaient concrets — « les sacs d'engrais perdus, quel gaspillage ! Nous, on ne s'en rendait plus compte », — ils veulent être concrètement utiles et s'interrogent : « Qu'est-ce qu'on pourrait emmener : une faux, un fléau, une machine à coudre ? L'abréviation à vouloir, ou le semoir à petites graines, ils devraient pouvoir le fabriquer là-bas. » Méfiant envers les œuvres — « est-ce que l'argent arrive bien là où il y a besoin », — le couple Joigneaux s'est emballé pour ce projet d'échanges directs avec des colons de Casamance. Partis huit jours là-bas ? Bernard n'est pas convaincu, puis a pensé : « Plutôt quinze ». La décision a été prise en famille, avec les quatre enfants : « On rognera sur autre chose. » Pour sûr, ce sont les premières vacances des parents depuis dix ans.

Et pour la première fois, le fils tiendra son la ferme... « Vous allez chasser là-bas ? », interroge le médecin, le jour de la vaccination. « Ce n'est pas exactement cela », répond Marie-Christine Dequid, jeune agricultrice et sœur de l'ère. Elle militait au M.R.J.C. Dominique, son mari, à Terre des Hommes. Pour étendre l'AFDI dans la Nièvre, Bénigne Joliet a eu, avec eux, la main heureuse. Ils sont connus. N'importe qui ne réunit pas plusieurs centaines d'exploitants dans sa cour de ferme. C'était pour retarder l'expulsion. Le propriétaire grincheux de Dominique Dequid lui reprochait d'avoir retourné des herbes pour y planter... de l'herbe. Relogé par la SAFER, Dominique et Marie-Christine sont aussi les pro-

miers à avoir constitué un groupement foncier agricole dans le département. « Il n'y en aurait pas, si on n'avait pas été expulsé. L'analyse suit les faits. »

Le fait, c'est que Dominique se trouve assez proche des paysans du tiers-monde : « On est exploité pareil, car le produit n'est pas payé au prix et on n'en a pas la maîtrise. » Et Marie-Christine : « Depuis que j'ai ma fille, je trouve qu'il n'y a pas de plus grande détresse pour une mère que de ne pouvoir donner à manger à son enfant. D'abord le sentiment d'injustice. On théorise après. »

« On n'est pas très formé, indique Dominique, c'est pour cela qu'on va en Afrique. » En attendant, il lit l'Afrique étrangère, de René Dumont, et la Stratégie de l'absurde, de Pierre Sudreau. « Après, on pourra sensibiliser à notre tour les gens du département. » Le projet d'échanges avec la Casamance lui plaît, car il se base sur des relations personnelles, et il y a sur place des gens décidés : « Sans volonté locale, on ne peut rien faire. »


Prendre la décision de partir n'était pas facile. « Je n'ai jamais été aussi loin, aussi longtemps », dit Dominique. Leur dernier voyage, c'était pour leurs noces, au Larzac. « Mais quand on veut vraiment militer, il faut se dévotier. » Ils iront en Casamance. « Pour écouter et regarder. Après on fera quelque chose en faisant attention à ne pas faire de bêtise. Avant de vouloir aider, faut comprendre. »

JACQUES GRALL

Prochain article :

DES ARROSOIRS POUR LIBÉRER LES FEMMES DE CASAMANCE

LIVRET A



CAISSE D'ÉPARGNE

8,50%

EXONÉRÉS D'IMPÔT

VOLVO PARIS

après Neuilly
16, rue d'Orléans

après Cardinet
112, rue Cardinet - 17°

NOUVEAU HALL D'EXPOSITION

72, rue de Longchamp - 16°

TÉL. : 727.47.37

